

Vers la levée du blocus de Gibraltar?

LIRE PAGE 5

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

3 F

Algérie, 2 DA; Maroc, 2,50 dir; Tunisie, 250 m.; Allemagne, 1,50 DM; Autriche, 14 sch.; Belgique, 20 fr.; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 275 F CFA; Danemark, 6,50 kr; Espagne, 70 pes.; E.-U., 40 c.; France, 40 fr.; Grèce, 125 dr.; Irlande, 70 s.; Italie, 1000 L; Liban, 225 P.; Luxembourg, 20 F.; Norvège, 4,75 kr; Pays-Bas, 1,75 fl.; Portugal, 200 esc.; Royaume-Uni, 2,50 £; Suède, 4,75 kr; Suisse, 1,30 f.; E.A., 50 cents; Yougoslavie, 35 d.

Tarif des abonnements page 4

5, RUE DES ITALIENS

75007 PARIS CEDEX 09

Tél.: Paris 01 42 52 02 02

C.C.P. 4307 - 23 PARIS

Tél.: 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

La retraite d'un modéré au Québec

La démission de M. Claude Morin, ministre des affaires intergouvernementales du Québec, qui se retire complètement de la vie politique, est un nouveau symptôme de la crise que traverse la province depuis l'approbation du projet de « rattachement » de la Constitution, cher à M. Trudeau. Ce jour-là s'effondra le front uni des huit provinces, qui avait tenu tête au premier ministre fédéral pendant un an. Cette démission fut considérée comme une trahison par M. Morin, qui, ayant conduit la négociation, n'en portait pas moins la responsabilité d'un échec qui isolait moralement le Québec.

M. Morin, universitaire de talent et qui va enseigner désormais à l'école d'administration publique du Québec, n'avait pas accepté de gaieté de cœur de s'engager dans la politique active. Le député de la circonscription de Louis-Hébert était à l'origine du contenu du rôle d'ambassadeur en chef. C'est à lui qu'on doit, pour l'essentiel, la conception d'une marche par étapes vers l'indépendance, d'où le nom d'« étapisme » donné à ce gradualisme, dont la formule de « souveraineté-association », qui fut rejetée au référendum de mai 1980, constituait la charnière.

Ce désaveu, cependant, inflige à une position qui se voulait modérée, modeste, voire vigoureuse aux éléments jusqu'ambassadeurs du parti québécois, qui reprocheront à M. Lévêque de ne pas avoir eu le courage d'abandonner sans détour le problème de l'indépendance. Si la présidence de M. Lévêque fut récompensée par les élections qu'il remporta triomphalement le 13 avril 1981, elle ne désarma pas ses adversaires à l'intérieur du parti québécois. Au dernier congrès, en décembre, les activistes dominèrent les débats à un tel point que M. Lévêque, qui paria de démissionner, il y a quelques jours, les a révoqués de la présidence du parti québécois et se prononça par écrit sur son sort à partir du 13 janvier.

Pour certains observateurs, le départ de M. Morin pourrait libérer l'horizon du fantôme déchu de la « souveraineté-association » et ouvrir la discussion sur de nouvelles voies vers l'indépendance. Pour sa part, M. Lévêque se refuse à brusquer la volonté populaire en organisant de nouvelles élections, à caractère de référendum cette fois, comme le suggèrent certains de ses contradicteurs. L'indépendantisme connaît-il donc un regain de faveur dans les rangs du P.Q., alors que s'éloigne justement la perspective d'une indépendance de type classique ? Ce serait paradoxal, mais ce n'est pas invraisemblable.

En attendant, certains se demandent si Ottawa, fort de l'appui de toutes les provinces anglophones, ne va pas s'employer à ramener le Québec sur le droit chemin de l'obédience fédérale et, donc, à rétablir les « relations intergouvernementales » que la province entretient avec de nombreux pays, et en premier lieu avec la France. Les autorités fédérales exigeraient désormais qu'un de leurs représentants accompagne tout visiteur officiel étranger en déplacement au Québec.

Cette exigence, que le gouvernement français ne doit pas accepter, a déjà fait capoter la visite du secrétaire d'État aux Personnes âgées, M. Joseph Franceschi. Pourrait-elle s'appliquer à M. Manroy quand celui-ci se rendra au Québec, peut-être vers le mois de mai ? On peut demander au Québec de s'incliner, non de s'aligner.

L'Espagne et son armée

Le roi Juan Carlos dénonce les campagnes de l'extrême droite

Lors du traditionnel discours de l'Épiphanie, le roi Juan Carlos a vivement dénoncé, le mercredi 6 janvier, devant la hiérarchie militaire, un grand complot, la campagne de « colonnes » qui se développe contre lui au sein des milieux d'extrême droite et des forces armées. C'est la première fois, depuis le putsch manqué du 23 février 1981, que le monarque s'en prend publiquement aux ténets circulant dans les milieux d'extrême droite et dans l'armée, qui suggèrent sa complicité avec les conjurés.

Reconnaissant implicitement les dissensions qui existent parmi les militaires, le roi Juan Carlos a fait appel à leur discipline et à leur loyauté.

Trois généraux sont au nombre des conjurés, dont le procès doit s'ouvrir en février devant la Cour martiale.

Le malaise des cadres militaires

I. — Le rêve d'un régime pur et dur

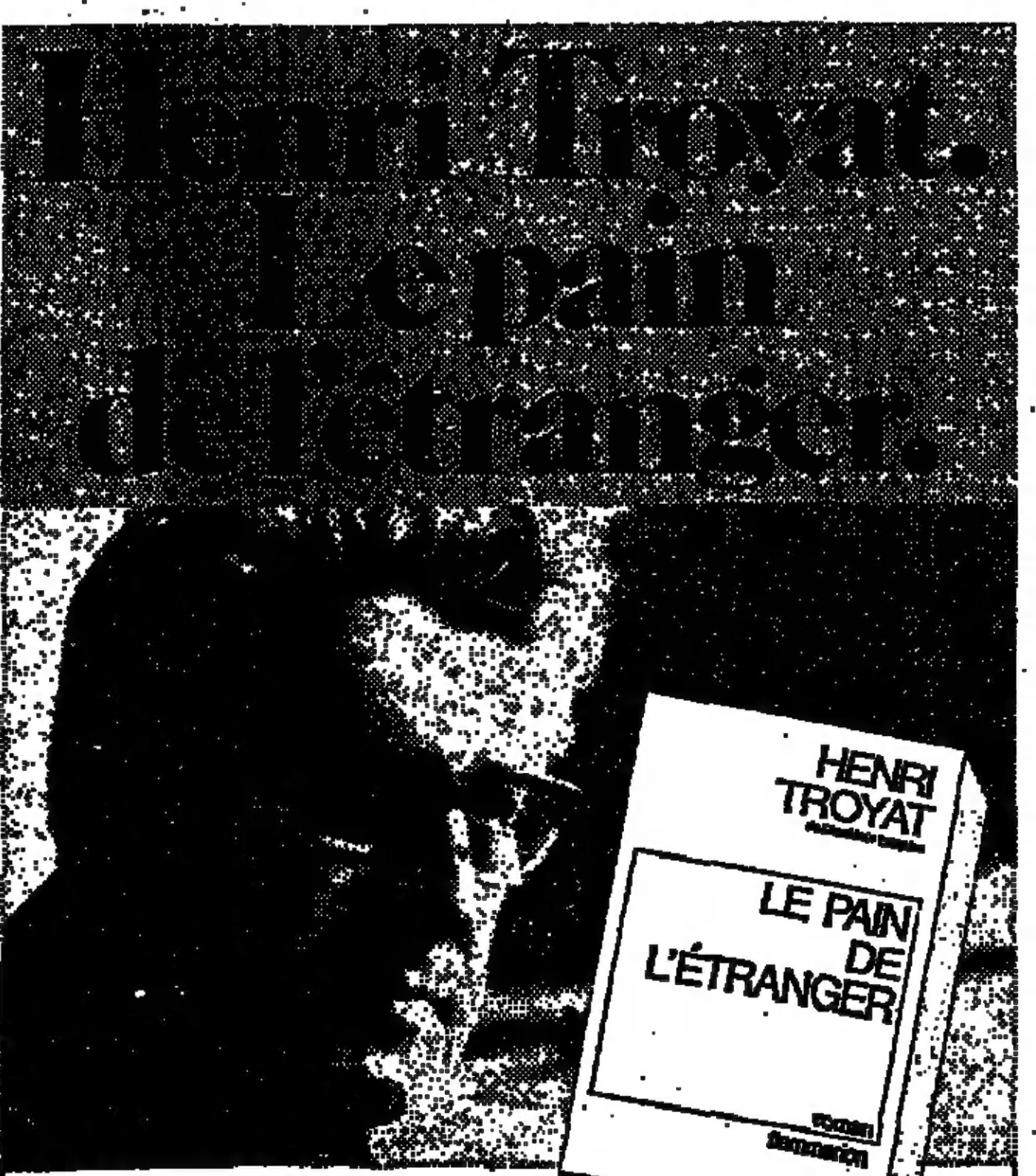
De notre correspondant THIERRY MALINAK

Madrid. — « Je suis un officier démocrate, et tout le monde le sait à la caserne. Dans mon unité, les « ultras » sont peu nombreux : 5 à 10 % du total de la troupe. Les démocrates forment également une minorité. Le majoritarisme des sous-officiers et des officiers appartenant plutôt à l'extrême droite est un fait. Or, si on considère que les officiers qui critiquent le régime montent en grade, ceux-ci peuvent se penser de faire l'objet d'un traitement inégalitaire et de faire de la propagande dans les usines, tandis que ceux qui appartiennent à la démocratie à l'époque de Franco ont été victimes de discrimination de la part de leurs collègues ».

Le capitaine qui nous parle, membre du petit groupe d'officiers démocrates, hier sympathisants de Franco, est un jeune homme au sein des forces armées espagnoles, ne cache pas son indignation. « Comment est-il possible, dit-il, que dans les circonstances actuelles le gouvernement et la hiérarchie militaire puissent considérer que le danger du sein de l'armée puisse venir de la gauche plutôt que de la droite ? On a parfois l'impression que les responsables de la politique militaire veulent fermer les yeux sur l'histoire récente de l'Espagne ».

L'histoire récente de l'Espagne, depuis la tentative de putsch du 23 février, ne laisse échappement à la planification de doute quant aux dangers qui

(1) L'Union militaire démocratique : groupement clandestin d'officiers favorables au régime démocratique qui s'était constitué à la fin du franquisme. Ses principaux dirigeants furent arrêtés en 1979 et condamnés à des peines sévères.



Roman, 240 pages, 58 F.

Flammarion

L'opinion française et la Pologne

M. Ségué lance un avertissement aux contestataires cégétistes

Moscou vient d'accorder un crédit à long terme pour faciliter les achats par la Pologne de combustibles et de matières premières soviétiques. D'autre part, la « Pravda » écrit qu'il ne faut pas « surestimer les bons résultats » que le général Jaruzelski a obtenus en mettant fin aux grèves. La presse soviétique reprend avec plus de vigueur que jamais sa campagne contre Solidarité et, pour la première fois, attaque M. Walesa lui-même.

En France, la crise polonaise a été au centre des débats de la commission exécutive de la C.G.T. qui a finalement approuvé, le 6 janvier, à une très large majorité, le rapport de M. Pierre Gensous qui reprendait la position du bureau confédéral. Commentant ce vote, M. Georges Ségué a lancé un avertissement aux contestataires cégétistes réunis au sein d'une « coordination syndicale pour Solidarité ».

Ferme à l'égard de ses opposants internes, la C.G.T. est également vis-à-vis du gouvernement dont l'action économique, jugée globalement positive, est cependant sévèrement critiquée sur deux points essentiels : la durée du travail et la Sécurité sociale, domaines où il faut élever le ton, estime la C.G.T. La crise polonaise et ses conséquences devraient être également largement évoquées lors de la rencontre entre les délégations du P.S. et du P.C. qui aura lieu vendredi 8 janvier.

La C.G.T. se fait plus critique à l'égard de l'action économique du gouvernement

« Rien de neuf » à la C.G.T. ? Ce commentaire humoristique de M. Georges Ségué en apprenant que seulement neuf personnes avaient voté contre la position du bureau confédéral sur la Pologne, lors de la réunion de la commission exécutive (cent membres), reflète mal l'importance et les répercussions du débat au sein de la centrale, même s'il est vrai que l'opposition dans cette instance nationale demeure faible.

En fait, le rapport de M. Gen-

sous sur la « situation politique » — la moitié du texte étant consacré à la Pologne, l'autre moitié à la situation française, — s'exprime une grande fermeté, vis-à-vis de « contestataires » réalistes et du gouvernement, fait aussi apparaître le double langage et le double parti de la C.G.T. sur les problèmes tant internes que polonais.

JEAN-PIERRE DUMONT.

(Lire la suite page 25.)

La « musique des sphères »

par PIERRE DROUIN

L'économie a ceci de commun avec la cosmologie qu'elle est le produit aussi bien d'énormes agrégats, comparables aux corps célestes (nations ou groupes de nations) que d'atomes et de molécules (foyers ou entreprises). Les « micros » ou « quanta » des décisions interfèrent les uns sur les autres de manière extraordinairement complexe.

En début d'année, depuis de multiples observatoires publics ou privés, on essaie de percevoir quelle sera la « musique des sphères », c'est-à-dire les tonalités et les rythmes selon lesquels se déroulera la conjonction internationale.

Première surprise : le second choc pétrolier (1973-1980) n'est pas encore enclenché. Pour certains pays, et l'on pense immédiatement à l'Allemagne, il a même été plus

traumatisant que le premier (1974). Le produit national brut a reculé en volume en 1981, par rapport à 1980. On estime que cette baisse sera de 0,5 % lorsque tous les chiffres seront connus. Quant à la croissance de 1982, elle ne dépassera pas 1 %, selon les membres du « conseil des sages » qui vaillamment officient au grain. Encore, pour retrouver la croissance faudra-t-il selon eux remplir trois conditions : 1) que l'État regagne ses dépenses d'investissement ; 2) que les chefs d'entreprise et les syndicats se mettent d'accord sur un gel voire une baisse du pouvoir d'achat afin de reconstruire les marges des entreprises ; 3) Otto Landsdorf, ministre de l'économie a même indiqué que le niveau de vie des Allemands pourrait retomber en 1982 à ce qu'il était en 1977-1978 ; 3) que l'État poursuive à moyen terme sa politique de réduction des crédits de fonctionnement dans les dépenses publiques.

En attendant que le remède produise ses effets, le spectre d'un fort chômage se profile outre-Rhin. Les experts de la Bundesbank estiment qu'on ne peut exclure que deux millions de sans-emploi soient enregistrés pour la fin de cet hiver. Rappelons qu'au début du printemps 1980, on ne

comptait que huit cent mille chômeurs en Allemagne, contre le double en France.

Les Allemands sont fidèles à leur image. L'austérité ne leur fait pas peur pourvu qu'elle se traduise par de bons résultats sur les cadavres privilégiés de l'économie : l'inflation et la balance des paiements. Or il faut reconnaître que la hausse des prix est contenue (5 % en 1981) et que le solde des échanges redevient positif après avoir atteint un déficit record en 1980 (30 milliards de DM soit 70 milliards de francs).

La Grande-Bretagne continuera à battre les records de marasme. La production intérieure brute devrait augmenter d'environ 1 % en 1982 — comme l'Allemagne — après une baisse beaucoup plus importante que sa voisine (— 2 %) en 1981.

(Lire la suite page 26.)

POINT

Les Corses et les autres

L'adoption par le conseil des ministres de la première partie du projet de loi instituant un statut particulier pour la Corse a été très bien accueillie sur l'île par les autonomistes et les socialistes.

Le texte gouvernemental est nettement atténué par rapport aux intentions initiales du ministre de l'intérieur et de la décentralisation et aux propositions que le P.S. avait faites avant le 10 mai. Il ne règle que la question des institutions. La difficile répartition des compétences et des ressources entre l'État et la nouvelle région devant intervenir plus tard. Il devra être discuté, et le sera sans doute éminemment, par le Parlement.

Tel qu'il se présente, il paraît toutefois de nature à amener toute une partie de l'opinion corse qui, depuis plusieurs années, s'était réfugiée dans la contestation systématique ou violente des institutions et, au mieux, dans le scepticisme à l'égard de la loi. C'est un résultat important, et la paix civile que l'on voit régner depuis huit mois en Corse méritait d'être payée de ce prix.

Les critiques qui ont déjà été faites au statut particulier vont aussi se préciser et s'affirmer. Il serait illusoire de penser que l'on pourra régler par de simples dispositions institutionnelles la crise économique et le « mal de vivre » que connaît la Corse depuis trente ans. Pour la première fois néanmoins, avant toutes les régions françaises et de façon beaucoup plus nette, elle va pouvoir gérer de façon autonome ses propres affaires.

Le gouvernement n'a jamais caché qu'il tentait ainsi une expérience. Avec toutes les chances et tous les risques qu'elle comporte, la Corse va devenir une sorte de laboratoire des institutions régionales telles que la majorité socialiste souhaite les organiser dans l'ensemble du pays. Comment les régions les plus homogènes d'abord — on pense à la Bretagne ou à l'Alsace — et, pourquoi pas, les plus riches ensuite, ne seraient-elles pas tentées, se réclamant du précédent corse, de demander à leur tour la reconnaissance de leur « droit à la différence » ?

(Lire page 10.)

LE CENTRE DES IMPOTS DE NEMOURS

Une mécanique de précision

L'architecte François Deslaugiers a construit, à Nemours, un centre régional d'information des impôts, une machine complexe et raffinée aux allures futuristes.

A Nemours, juste à la sortie de l'autoroute, un étrange édifice de trois niveaux, un peu patard, trapu, aux formes rondes et colorées, soûlément charpenté de poteaux et de poutres blanches percées de trous réguliers : c'est le « petit Beaubourg » de la direction générale des impôts.

Conçu vers 1974, commencé à la fin de 1975, longtemps interrompu à la suite de diverses faillites, le « chantier scandaleux », comme on a pu l'appeler, est maintenant achevé depuis plus d'un an. Il arrive ainsi un peu tard, dans une ambiance architecturale bien différente de celle qui le vit naître, Mecano sophistiqué comme on en rêva il y a dix ans. Mais peu importe, le bâtiment est là et, en attente d'un monde plus moderne, témoigne d'une voie qui reste ouverte à l'architec-

ture française, pour peu qu'elle en reprenne le goût.

Son auteur, M. François Deslaugiers, quarante-huit ans, est d'une espèce assez rare. Il a tout désiré : la charpente, les poutres, les moindres détails, les panneaux et leurs joints, les hublots ronds et les cadres qui les surmontent, la visserie. « J'ai essayé de devenir ingénieur, explique-t-il, alors que mes confrères, peu soucieux des « utilités », se contentent, en général, de réemployer des poncifs techniques élaborés avant eux et de plaquer une vague plus-value artistique sur un travail et des choix fondamentaux qu'ils ont depuis longtemps abandonnés aux entreprises et qu'ils se laissent imposer par elles ».

FRANÇOIS CHASLIN.

(Lire la suite page 17.)

NOUVELLES DIFFICULTÉS AU SEIN DE LA C.G.T. ?

Certains « contestataires » seraient sanctionnés

1500 mach. écrire Duriez

Soldes

Guy Dormeuil

NIMO CERRI II

Christine Dior

FRANCESCO CRIVATO

FRANCESCO CRIVATO

Guy Dormeuil

NIMO CERRI II

Christine Dior

FRANCESCO CRIVATO

FRANCESCO CRIVATO

Un peuple submergé

Que faire pour la Pologne, ce peuple submergé, comme disait Claudel, dont Jacques Madaule rappelle l'interminable calvaire ? Faire la chaîne contre les chaînes, répond Marc Beigbeder, dont Yves Florenne analyse le dernier « samizdat ».

Surtout ne pas hésiter, demande Louis de Villefosse, qui fut un « compagnon de route », à choisir entre la nation-sœur et le parti-frère.

En tout cas bien voir, réclame Henri Vacquin, ancien communiste, la faillite de la pensée marxiste, qui ne se survit qu'en traquant tout droit à l'interrogation.

La Pologne est un pays de longues et douloureuses épreuves : des épreuves dont ceux-là seuls qui les ont subies et qui les subissent encore connaissent exactement le poids et l'amertume parfois désespérée. C'est ce que Paul Claudel, avec cette divination propre aux poètes, avait exprimé au nom des Polonais en 1913 dans la *Cantate à trois voix* et spécialement dans le *Cantique du peuple divisé*. En ce temps-là, ce qui avait été la Pologne était encore partagé entre les trois empires voisins : Russie, Allemagne et Autriche. Des frontières imposées par la force passaient au cœur de ce pays sans frontières.

La Pologne cependant n'était pas morte. Dépeçée, elle vivait toujours par sa religion catholique, par sa langue, par ses traditions nationales, également méprisées de ses deux grands voisins, l'Allemagne et la Russie. Nous avons vu récemment sous le plume de M. Augstein, directeur du *Spiegel*, quelque chose de cette haute appréciation germanique des faiblesses polonaises. Quant aux Russes, il suffit de se rappeler le rôle assigné par Dostoïevski (lui-même de lointaine origine polonaise, du reste) aux nobles polonais jureurs et menteurs, ce qui ne les empêche pas d'être braves. C'est ainsi qu'on entretient l'amitié entre les peuples. Et moi-même, voici trente ans que le règne de Staline était près de finir, j'ai eu l'occasion d'assister à Moscou, au Bolchoï, à une représentation d'*Ivan Soussanine* dont la mise en scène était fort significative. A l'austérité droite et rude des paysans moscovites s'opposait la frivolité de la cour de Pologne, où l'on dansait et faisait des courbettes comme en Occident. C'était ce qu'il fallait démontrer.

Voilà le point, que j'ai bien senti aussi lors de ma première visite à

par JACQUES MADAULE

Varsovie deux ans plus tard. Le peuple polonais est un peuple frontière. Il est slave sans doute, mais il est catholique aussi, c'est-à-dire latin, comme les Slovaques et les Croates. Cette invisible frontière entre l'Orient et l'Occident coupe en deux l'Europe de la Baltique à l'Adriatique. Tous les efforts pour l'effacer ont jusqu'à présent été vains. C'est elle qui oppose les Croates aux Serbes au sein d'un même État et il en est résulté au cours de la dernière guerre des massacres sans nom, plus oubliés encore que ceux d'Arménie.

La douleur des autres

Une pareille situation est dangereuse et douloureuse. C'est pourquoi l'histoire de la Pologne, ressuscitée en 1913, a été si difficile. Il nous arrive d'en parler avec légèreté parce que nous ne l'éprouvons pas dans notre chair même. On n'a jamais pu bien parler de la douleur des autres. Nous avons beau, en France, être de vieux alliés de la Pologne et même lui avoir fourni un roi, qui s'empressa, il est vrai, de désertir son royaume oriental quand lui échut la couronne de France, nous savons mal ce qu'est et ce que fut toujours l'existence de la Pologne entre les chevaliers teutoniques, les Suédois, les Moscovites et les Ukrainiens. On a couronné de dire, dans ces pays malheureux, « comme Dieu en France ». La France est un pays heureux, nous avons pas pires moments de son histoire, même lorsqu'elle est occupée par l'ennemi. Nous n'avons pas été traités comme le furent les Polonais de 1939 à 1945.

Et cela n'a pas cessé en 1945 ; et cela continue de plus belle. Ce n'est

pas une douleur ordinaire que celle de ce pays. Ou plutôt elle l'est tellement ordinaire que c'est là, pour ainsi dire, sa marque propre. Depuis des siècles la Pologne est empêchée de se développer, assaillie de la Baltique à l'Ukraine. Ses moments de grandeur ne durent guère, mais bien ses périodes d'épreuve. Une seule chose subsiste à travers tout : sa fidélité à elle-même et c'est encore aujourd'hui tout ce sur quoi elle peut vraiment compter. Claudel écrivait en 1913 : « Au centre de trois peuples il y a un peuple submergé ». Même si les trois peuples d'antan ne se retrouvent plus, l'image est plus exacte encore peut-être qu'elle ne l'était au moment où le poète l'inventait. Qu'est-ce d'autre, en effet, qu'une submersion, cet état de guerre qui fait que les nouvelles de Pologne ne nous parviennent plus que de l'abîme ? Je pense à ces mineurs de Silésie qui sont demeurés plus de quinze jours au fond de leur mine.

Les Polonais, lors de l'insurrection de 1831, disaient : « Dieu est trop haut et la France est trop loin ». La France d'aujourd'hui n'est plus ce qu'elle était alors. Du moins, grâce au gouvernement qu'elle s'est donné l'an passé, demeure-t-elle fidèle à sa tradition d'hospitalité fraternelle. Il faut, pour évaluer sa propre situation dans la réalité actuelle, qu'elle mesure la douloureuse grandeur de la Pologne et qu'elle sente que ce n'est peut-être point par hasard que, pour la première fois dans l'histoire, un pape polonais se dresse sur le siège de Pierre, ce pape que l'on a tenté d'abattre ; et que l'archevêque de Paris est d'origine polonaise.

Ce sont des signes des temps, qui nous rappellent que tout ne se règle pas dans l'histoire à coup de canon ni à coups de dollars. La Pologne toujours vivante est là pour en témoigner.

ENTRE LA NATION-SŒUR ET LE PARTI-FRÈRE

par LOUIS DE VILLEFOSSE (*)

Le haut-lieu de la tragédie polonaise est à Varsovie une vaste terrasse qui domine la Vistule, au chevet de l'église Sainte-Anne. De l'autre côté de l'eau s'étend le faubourg de Praga. En 1794, année où Kosciuszko avait décrété une levée en masse contre les Prussiens et les Russes, ses habitants avaient été massacrés par le général Souvarov, dont Staline honora la mémoire. En 1944, l'armée rouge y campa, aussi longtemps que l'armée hitlérienne, sur la rive d'en face, n'en avait pas fini avec la population insurgée. Cela dura des semaines, jusqu'à ce que Varsovie, ses maisons dynamitées l'une après l'autre, s'écroulât sur cinquante mille morts. C'est après cela seulement que l'armée soviétique « libéra » la capitale polonaise.

Il y eut cependant des survivants, il en est encore. Pour Noël un nouveau cauchemar se sera abattu sur eux, mêlant d'hallucinants souvenirs à la stupeur de voir un général polonais se charger de ligoter et de bâillonner la Pologne. Une nuit de deuil et de rage pèse sur ce peuple dont la mémoire est bourrée de dates tragiques : 1830 par exemple — autre sursaut sublime qui se prolongea neuf mois en guerre nationale. C'est ici que je veux en venir, car, lorsque la Pologne succomba, on compta en France que c'était la liberté de l'Europe qui était frappée.

Les Polonais avaient considéré la révolution de juillet comme un signal : en se soulevant, ils avaient pu croire aider les Français menacés par Nicolas I^{er}, ensuite ils escomptèrent l'appui du roi-citoyen. Toujours est-il que la France libérale fut saisie d'un frémissement.

Noble sœur à Varsovie !

Elle est morte pour nous ;

Mais un fil en main

[sans fléchir les genoux...]

Ces vers de Barthélemy n'étaient qu'un prélude. Peu à peu on allait connaître la sauvagerie de la répression : massacres de prisonniers, populations terrorisées, égorgements, bastonnades, knout, enlèvements et déportations d'enfants, étouffe-

ment de toute liberté, les sermons même étant censurés. Fuyant cette servitude, deux hommes de génie s'exilèrent en France. Chopin, enfiévré de rythmes et de nostalgies déchirantes, Mickiewicz, qui, du Collège de France, allait enthousiasmer notre jeunesse des écoles, mais qui déjà avait insufflé dans notre littérature l'âme de son pays. Traduits par Montalembert sous le titre de *Œuvres complètes polonaises*, ses *Œuvres de la nation polonaise* depuis le commencement du monde jusqu'à son martyre, paraissaient en 1833 suivis de l'*Hymne à la Pologne* de Lamennais : *Dors ô ma Pologne, dors en paix sur ce qu'ils appellent ta tombe, moi je sais que c'est un berceau*.

Ce même livre inspirait aussi les *Paroles d'un croyant* (1834), étrange poème en prose dont l'éloquence brûlante produisit un effet inouï. Les typographes en le composant étaient « comme soulevés et transportés », leur imprimerie était « toute en l'air », ils déclamaient et se récitaient certaines de ses strophes (Sainte-Beuve).

Grands moments qu'on pouvait croire oubliés, enfouis, comme le « Vive la Pologne, Monsieur ». Il vient d'en resurgir quelques choses. Dans un pays ami d'où j'écris, j'ai lu que des Polonais et des Français ont porté des fleurs au monument de Mickiewicz, Cours-la-Reine ; j'ai senti la puissance de l'émotion, de l'indignation qui fusaient à travers tout le territoire, du mouvement qui a saisi intellectuels et monde du travail à l'appel du général Edmond Maire. Mais au sommet de l'État ? Le crime perpétré à Varsovie n'a pas été fêté et rien n'a été décidé pour faire passer l'événement. Que les propos de M. Mitterrand soient mesurés en fonction des réactions de M. Brejnev, cela se conçoit ; mais qu'ils soient calculés pour ne pas se priver de l'alliance de M. Marchais !

Est-il donc si difficile de choisir entre la nation-sœur et le parti-frère, entre l'honneur et la honte ?

(*) Écrivain.

VUES ET REVUES

L'acte de parole

par YVES FLORENNE

La Pologne, jusqu'au 13 de ce décembre noir, était le seul pays captif où le samizdat fut à la fois clandestin et public. Par la force des choses, imprimé ou parlé, il était le journal officiel du peuple.

Dans le pays de liberté d'expression, le samizdat paraît aussi inutile qu'il est sans risque. Ce n'est pas tout à fait vrai. Il a l'utilité rare de ce qui est libre de toute contingence. Et ne ménageant rien à personne, son moindre risque est de choquer. Il détonne. Le style pamphlétaire n'est plus guère à la mode, réfugié tout au plus dans les querelles de ceux qui font métier d'écrire. Les grandes affaires du monde, les tragédies politiques, s'écrivent, elles, et se jouent dans cette variété de langage académique codé qu'est le langage diplomatique.

Le travail du maître

Même l'indignation pure (ou moins pure), destinée à l'audience internationale, s'exprime généralement avec la souplesse qui ne fera pas trop de vagues. Tandis que l'auteur solitaire du samizdat, toujours bouillant, se contient d'autant moins qu'avec lui on est entre soi. Pourtant, si le samizdat chinois s'écrit — s'écrivait — sur un mur, c'est peut-être que les murs ont la vieille habitude de crier avec une violence obscène ce qui ne se supporte pas ailleurs. Or le samizdat loin de chuchoter : « Ne le répétez pas », crie : « Répétez-le autant que vous pourrez ! » Dans nos espaces privilégiés où l'on respire encore largement, le samizdat n'est pas fait pour être étouffé par une connivence de bonne compagnie. Puisque le risque que, d'enthousiasme, il a pris consiste à bousculer sans précautions à droite, à gauche et au juste milieu, ma foi, qu'il le coure donc, au-delà de la petite feuille de papier confiné au vent de sa fureur.

Ce n'est pas la première fois que nous donnons du champ à l'un de nos très rares samizdats, celui de Marc Beigbeder (1). C'est, bien entendu, de la Pologne qu'il s'agit. Une vive apostrophe, dont le leit-motiv est : « Honte à... » Il y en a pour tout le monde.

A tout seigneur... « Honte au général Jaruzelski. A l'instar de

Pétain-Laval, il fait le travail du maître... » Il vient tout de suite irriter certaines sensibilités par cette évocation rétrospective. La comparaison, d'ailleurs, est un peu forcée. Pas question d'armistice. Ce militaire, lui, fait la guerre : à son peuple. Il doit être le premier dans l'histoire à avoir déclaré loyalement, dans les formes diplomatiques, l'état de guerre civile. Serait-ce que le traditionnel état de siège aurait une odeur d'aveu, ou de défi ? Assiégés, la nation, le peuple polonais, le sont de toutes parts. Et du dedans, depuis plus de quarante ans. De nos jours, le cheval de Troie, c'est toute une cavalerie blindée installée à demeure. N'en reste pas moins que l'auto-occupation par la milice, et ce qui s'ensuit, ça nous dit encore quelque chose.

Avant piqué un côté, notre samizdat va insulter allègrement l'autre : « A Marchais, à Séguin, inutile de dire honte. C'est leur nourriture. » Blâmons-le, comme il convient, de pareils écartés de langage. A peine avons-nous le temps, que le voilà parti à faire irrespectueusement les cornes, non pas au gouvernement en bloc, à deux ministres seulement dont, il est vrai, le premier ; et celui de ces affaires qui ne nous sont plus étrangères, mais extérieures. Notre semi-clandestin a peut-être une certaine excuse : son samizdat, qui, lui, brûle encore les maïs, fut écrit à chaud, dans le froid et le silence du 13 décembre.

Du reste, même les premiers jours, la censure polonaise politique dont il s'indignait avec trop de précipitation était une ingérence brutale, comparée à la rigoureuse discrétion de notre pratique privée quotidienne, à nous autres citoyens ordinaires, toujours scrupuleusement soumis au devoir de réserve. Si d'aventure on assassine ou séquestre chez le voisin, si on se contente de battre à mort ses enfants ou sa femme derrière la cloison, si, tout simplement, on meurt à côté, de maladie, de solitude ou d'indifférence, bref de mort naturelle, nous n'avons garde de nous ingérer dans ces affaires intérieures. Et même au dehors, si dans le métro, par exemple, notre regard s'égare au moment où en dévalise et brutalise, nous plon-

geons notre tête d'autruche dans le journal où se lisent de ces choses à briser le cœur. D'un mot, dans ces circonstances toujours si délicates, « bien entendu, nous ne faisons rien ».

Pour le bouquet, arrêtons-nous au plus long de ces « Honte à... ». Je le cite (pas tout à fait intégralement) parce que, étant un échantillon particulièrement provocant de style pamphlétaire, il provoque à la réflexion.

Il est dédié à l'archevêque de Paris qui n'a pas craint d'invoquer, pour que tout le monde se couche, la « valeur sacrée de la vie ». Comme si, pour avoir parlé, le Christ n'était pas mort... et maints martyrs. Vous avez fait rougir, Monseigneur, le Polonais, le juif, le chrétien que vous avez insulté villement d'être, vous avez insulté les résistants sans lesquels vous ne seriez pas en cette sacrée vie... »

Faire la chaîne contre les chaînes

La colère indignée, contrairement à ce que dit la sagesse des nations, n'est pas mauvaise conseillère, mais, née d'une grande exigence de justice, elle est toujours injuste par excès. L'interpellé n'est tout de même pas le dernier à savoir ce qu'on lui rappelle. La vie dont il parle, c'est celle des autres : pour le cas où, passant d'une stricte économie dans l'intervention à une prodigalité folle, nous serions tentés d'offrir le sang de ces autres, de tout l'élan de notre cœur brisé. Les brigades internationales n'étaient pas encore sur le point, semble-t-il, d'aller mourir à Varsovie comme elles firent à Madrid, d'ici où nous sommes, et à qui l'on s'adresse, c'est bien seulement de la vie qu'il importe et convient de parler. Qu'elle soit une « valeur sacrée », et la dignité de l'homme avec elle, si nous venions à en douter, c'est que nous serions du côté de ceux que nous croyons combattre, et mieux vaudrait nous taire, en effet.

Mais reste que ce qui est dit à la hauteur où se tient nécessairement un évêque, cela se traduit, tout en bas, par le bon vieux « sauver les

peaux ! ». Qui se prononçait autrefois : « Il vaut mieux être un Allemand vivant qu'un Français (ou un Polonais) mort ». Omettant d'ailleurs de préciser que, dans le contexte, « Allemand » se lisait « nazi ». Simple adaptation aux circonstances d'un précepte animalier : « Il vaut mieux être un chien vivant qu'un lion mort. » Affaire d'opinion. D'autres ont pensé (et ils continuent de penser sous ses yeux), que plutôt qu'un chien couchant, mieux vaut être un homme, même mort. Cette idée bizarre, dont Dieu merci on ne meurt pas toujours, elle a permis, permet et permettra à beaucoup d'autres, souvent à naïve, de vivre à peu près comme des hommes.

Beigbeder n'omet pas de répéter à son tour, car on ne le répètera jamais trop, on ne l'opposera jamais trop à « on ne peut rien faire », il ne se prive donc pas de rappeler qu'il y a toujours la parole. Que parler, c'est faire. Faire ce qu'on peut, justement, ou ce qu'on doit. Car, ce « qu'aiment les bourgeois », c'est faire, eux, « leur coup en douce ». Donc : « Salaud qui ne fait pas la chaîne contre les chaînes. »

Si cette chaîne-là, depuis la mi-décembre, semble avoir un peu partout, jusqu'au Japon, l'aspect, la fermeté, le poids d'une ficelle d'emballage — les affaires sont les affaires, — le maillon français est d'honnête métal et rend un son assez clair surtout depuis les paroles décisives du président de la République dans son message. Mais, comme d'autres, Beigbeder le prouve en parlant : c'est le simple citoyen, sans autre responsabilité que la sienne, qui est le plus libre de parler librement, et de crier s'il en a envie. Par samizdat ou de vingt autres manières. Isolée, sa voix, certes, est dérisoire. Mais, ensemble, cela fait une rumeur d'hommes qui inquiète les « rois sombres », dans leurs « actes de la nuit ». La parole n'est pas rien. Elle est même, elle aussi, un risque, le moindre. A ne rien risquer jamais, on ne risque pas de perdre tout : on en est sûr.

(1) La Boutelle à la mer. M. Beigbeder, 8, rue Théophraste-Renaudot, 15^e. C.C.P. Paris 13972-08 K (* Publication sans prix. A votre bon cœur *).

Mort de question, question de mort

par HENRI VACQUIN (*)

Aujourd'hui en Pologne, en Afghanistan dans le sang, au quotidien pour Sakharov et des millions d'autres, dans tous les pays où elle règne, dans le plus petit espace qu'elle coupe au P.C.F., à la C.G.T., en chaque militant malade de certitude, la pensée totalitaire marxiste scande en force sa faillite.

Des procès de Moscou à la Hongrie, à la Tchécoslovaquie, aux purges du P.C.F., la certitude communiste ne suscite que d'interdire droit de cité à la plus infime interrogation, elle n'existe que de traquer partout la question, de la tuer dans l'œuf.

Il n'existe pas de coexistence pacifique entre question et certitude totalitaire, elles sont toutes deux la mort de l'autre. La question est au cœur de la vie. La pensée totalitaire est la mort de la question, elle est la mort au Chili, au Salvador, en Afghanistan comme en Pologne. De la folie totalitaire de se prendre pour l'histoire, d'être éternelle, elle a exclu la question de sa mort. La théorie depuis sa naissance a nié sa mort et la mort a fait son histoire.

L'histoire du marxisme-léninisme, partout où il a pris le pouvoir, est rythmée d'une succession de questions expurgées par des morts. Le communisme est une histoire de morts, il est porteur de la mort de l'histoire, il est la barbarie.

La mort est une affaire intérieure de chacun, la Pologne est bien une affaire intérieure à chacun, universelle.

De Munich en Cheysson, les pays démocratiques donnent trop de signes de « vouloir vivre rouge plutôt que mort » (1) sans savoir que la mort est dans les deux termes de l'alternative.

(*) Sociologue industriel, ancien secrétaire national de l'Union des étudiants communistes.

Aujourd'hui, face aux avancées rampantes de la mort, face à tous les Polonais, il ne peut être répondu par l'apocalypse, ce serait faire gagner la mort.

Il ne reste, hélas, qu'à affamer la mort, à la renvoyer à ses carences, à mettre clairement sous conditions les greniers à blé, et de Silicon Valley au Creusot, faire le plus total embargo.

Que la gérontocratie mortifère soviétique sache que les démocraties, pour veuler qu'elles soient, n'ont pas encore atteint le seuil d'être suicidaires. En France, les leaders communistes se contorsionnent entre la croyance à l'indivisibilité de la victoire du dogme, le mépris des militants et la réalité qui éclate.

Tous sont de bonne foi, de cette foi en la vérité totalitaire où les libéraux parmi eux ne se départagent des autres qu'à opposer l'habileté au cynisme et, s'ils en avaient les moyens, la mort douce à l'assassinat. C'est une mort douce de la question que gère le P.C. dans le simulacre de débat pour son congrès. C'est une mort vraie que le suicide de la militante C.G.T. Mme Vacher.

Que cela soit observé par MM. Lecaune, Chirac, Bergeron ou Maire, n'y change rien, le P.C. est bien pauvre d'arguments pour introduire une métrique gauche droite dans le droit de regard sur la faillite de la pensée totalitaire qu'il a en commun avec M. Brejnev, M. Jaruzelski... ou M. Castro. Si demain les troupes de l'ordre totalitaire mettaient la Pologne à feu et à sang serait-il tolérable de laisser le P.C. à des fonctions gouvernementales, quand bien même changeraient-il d'avis pour condamner l'U.R.S.S., en quarante-huit heures, selon un délai identique à celui qui l'a fait cesser de condamner M. Mitterrand en avril 1981 ?

(1) Slogan des pacifistes allemands.

OPINION FRANÇAISE

CONTRE LA NATION-SŒUR ET LE PARTI-FRÈRE

par LOUIS DE VILLEFOSSE

Le fait est que la tragédie polonoise est un événement de la vie internationale. De l'autre côté de l'océan, les journaux américains ont écrit, en 1981, que la Pologne était devenue la "Nation-Sœur" et le "Parti-Frère". En 1982, l'année du "Renouveau", les dirigeants polonais ont voulu montrer qu'ils étaient capables de faire face à la situation internationale. Ils ont donc décidé de se présenter à la "Nation-Sœur" et au "Parti-Frère" comme des partenaires égaux. C'est ce qui a conduit à la signature de l'accord de coopération économique et culturelle entre la Pologne et les États-Unis.

Il y a eu, en effet, une certaine déception en Pologne. Les dirigeants polonais ont voulu montrer qu'ils étaient capables de faire face à la situation internationale. Ils ont donc décidé de se présenter à la "Nation-Sœur" et au "Parti-Frère" comme des partenaires égaux. C'est ce qui a conduit à la signature de l'accord de coopération économique et culturelle entre la Pologne et les États-Unis.

Les dirigeants polonais ont voulu montrer qu'ils étaient capables de faire face à la situation internationale. Ils ont donc décidé de se présenter à la "Nation-Sœur" et au "Parti-Frère" comme des partenaires égaux. C'est ce qui a conduit à la signature de l'accord de coopération économique et culturelle entre la Pologne et les États-Unis.

Mort de question, question de

par HENRI VACCARI

Amsterdam (A.F.P.). — En menaçant de faire exploser la dynamite attachée autour de leur corps, les membres du comité de grève de la mine de Piast, en Silésie, ont empêché, pendant trois jours, l'entrée des militaires et l'emploi de gaz lacrymogènes, a raconté un des grévistes à l'envoyé spécial de l'hebdomadaire néerlandais De Nieuwe Revu.

L'envoyé spécial du journal, M. Dirk Sauer, a visité la Pologne, déguisé en chauffeur d'un des nombreux camions chargés de nourriture et de médicaments destinés à la population polonaise, et est rentré aux Pays-Bas dimanche 3 janvier.

Le mineur, angoissé et le visage marqué par la fatigue d'un séjour de treize jours à 500 mètres de profondeur, a raconté : « C'est le soir du 14 décembre, le lendemain de la proclamation de l'état de siège, que nous avons décidé de ne plus sortir de la mine. Deux mille mineurs ont participé à l'occupation. La population a fait descendre dans la mine de Piast de quoi manger et boire, sans que la police l'en empêche. »

« Le comité de grève a rationné la nourriture : une tartine, un peu de saucisse et un peu de chocolat par jour », se rappelle le mineur.

« La nuit, le froid était extrême, et nous nous serions, les uns contre les autres afin de le supporter. Après cinq jours, les arrivages de nourriture se sont arrêtés et le rationnement est devenu de plus en plus pénible. Après Noël, nous n'avions plus qu'un tiers de tartine, un tout petit bout de saucisse et au maximum deux tasses d'eau par jour. Les mineurs cherchaient les miettes de pain tombées par terre les jours précédents. »

Amsterdam (A.F.P.). — En menaçant de faire exploser la dynamite attachée autour de leur corps, les membres du comité de grève de la mine de Piast, en Silésie, ont empêché, pendant trois jours, l'entrée des militaires et l'emploi de gaz lacrymogènes, a raconté un des grévistes à l'envoyé spécial de l'hebdomadaire néerlandais De Nieuwe Revu.

Le Monde

étranger

ET LA CRISE POLONAISE

Moscou accorde à Varsovie un crédit « à des conditions de faveur »

Ottawa par l'U.R.S.S. d'un crédit « à des conditions de faveur », procédure judiciaire engagée à la fois contre des militants de Solidarité et d'anciens dirigeants communistes, égaration au sein du parti : tel est l'essentiel de l'actualité en Pologne, ou du moins de ce que l'on en connaît car, faute de communications, il est toujours extrêmement difficile de savoir ce qui se passe réellement dans le pays.

L'Union soviétique et la Pologne ont conclu, mercredi 4 janvier, un protocole sur les échanges commerciaux et les paiements pour l'année 1982, rapporte notre correspondant à Moscou, Thomas Perenczy. L'accord, signé par les deux ministres des affaires étrangères, M. Gromyko pour l'U.R.S.S. et M. Gieremek pour la Pologne, prévoit la livraison à la Pologne de combustibles et de matières premières (pétrole, gaz naturel, matières ferrugineuses, métaux ferreux et non ferreux, bois, coton, etc.) ainsi que des machines (matériel de mine, engins pour la construction de routes, automobiles, tracteurs, etc.).

L'Union soviétique achètera, de son côté, des machines-outils, des pièces de rechange, des produits chimiques, des médicaments, des produits alimentaires, etc. Le protocole prévoit également la livraison à la Pologne de matériel agricole. Un crédit sera octroyé à la Pologne, « à des conditions de faveur », pour payer la différence du coût des livraisons rétrogrades.

Vives critiques de la presse soviétique contre M. Walesa

En dépit de l'appui officiel apporté au général Jaruzelski, la presse soviétique laisse percer une certaine impatience. Mercredi elle s'est prise avec violence à Solidarnosc et à M. Walesa, qui, jusqu'à présent, était ménagé. En privé, les dirigeants soviétiques ne parlent plus du tout de la place que pourrait occuper un syndicat indépendant et ne font plus guère la distinction entre les « extrêmes » et les « modérés ».

En Pologne, les autorités communistes à poursuivre les militants de Solidarité et l'union des étudiants, qui était proche du syndicat, vient d'être interdite. Hier, six traduits de l'Académie des sciences ont été condamnés à six ans et demi de prison. Cinq d'entre eux ont été jugés pour la procédure d'urgence et ne peuvent pas faire appel. Ils étaient accusés d'avoir « ridiculisé des communistes appartenant à la grève, diffusé des bruits et des fausses nouvelles, et de s'être livrés à des activités de sabotage ». Le sixième accusé a été condamné à cinq ans et demi.

TÉMOIGNAGE

A LA MINE DE PIAST, EN SILÉSIE

Les membres du comité de grève menaçaient de se faire exploser à la dynamite

Amsterdam (A.F.P.). — En menaçant de faire exploser la dynamite attachée autour de leur corps, les membres du comité de grève de la mine de Piast, en Silésie, ont empêché, pendant trois jours, l'entrée des militaires et l'emploi de gaz lacrymogènes, a raconté un des grévistes à l'envoyé spécial de l'hebdomadaire néerlandais De Nieuwe Revu.

L'envoyé spécial du journal, M. Dirk Sauer, a visité la Pologne, déguisé en chauffeur d'un des nombreux camions chargés de nourriture et de médicaments destinés à la population polonaise, et est rentré aux Pays-Bas dimanche 3 janvier.

Le mineur, angoissé et le visage marqué par la fatigue d'un séjour de treize jours à 500 mètres de profondeur, a raconté : « C'est le soir du 14 décembre, le lendemain de la proclamation de l'état de siège, que nous avons décidé de ne plus sortir de la mine. Deux mille mineurs ont participé à l'occupation. La population a fait descendre dans la mine de Piast de quoi manger et boire, sans que la police l'en empêche. »

« Le comité de grève a rationné la nourriture : une tartine, un peu de saucisse et un peu de chocolat par jour », se rappelle le mineur.

« La nuit, le froid était extrême, et nous nous serions, les uns contre les autres afin de le supporter. Après cinq jours, les arrivages de nourriture se sont arrêtés et le rationnement est devenu de plus en plus pénible. Après Noël, nous n'avions plus qu'un tiers de tartine, un tout petit bout de saucisse et au maximum deux tasses d'eau par jour. Les mineurs cherchaient les miettes de pain tombées par terre les jours précédents. »

Bonn accordera une aide importante si les dirigeants s'engagent « sur la voie du renouveau »

De retour à Bonn après avoir rencontré à Washington M. Reagan, le chancelier Schmidt a répondu aux questions du correspondant d'Antenne 2. Il a dit notamment : « Il n'y a pas de différence fondamentale pour moi entre le fait que Jaruzelski et les militaires polonais se soient sentis obligés d'appliquer la loi martiale, qu'ils aient fait leur coup d'État militaire de leur propre chef ou sous la menace d'une intervention militaire soviétique. Cela n'a aucune importance car, dans les deux cas, la raison principale du coup d'État, c'est la pression soviétique. »

Néanmoins, M. Genscher, ministre des affaires étrangères, a déclaré que la République fédérale était prête à accorder une aide financière « très substantielle » si la Pologne revenait « sur la voie du renouveau ».

Bonn. — Le gouvernement de Bonn envisage d'accorder à la Pologne une aide financière « très substantielle ». C'est ce qu'a annoncé, mercredi, le ministre des affaires étrangères, M. Genscher, quelques heures seulement après son retour de Washington. Il avait, aux côtés du chancelier Schmidt, pris part aux discussions avec le président Reagan. M. Genscher a pris la parole à la traditionnelle rencontre, que le parti libéral tient à Stuttgart lors de la fête des trois rois.

L'assistance financière promise par M. Genscher comporte, bien entendu, une condition essentielle : les dirigeants de Varsovie doivent revenir « sur la voie des réformes et du renouveau ». Aussi le ministre leur a-t-il lancé un appel pour qu'ils lèvent l'état de siège, libèrent les emprisonnés, rétablissent le dialogue avec l'Eglise et avec les forces syndicales.

Pas d'indifférence. M. Genscher a dit, d'autre part, que la politique occidentale de non-ingérence n'implique pas l'indifférence. Le gouvernement de Bonn s'appuie donc sur les accords d'Helsinki pour demander de meilleures conditions en Pologne. Les mêmes accords justifient également une mise en garde à l'U.R.S.S. contre toute pression et intervention.

L'aide financière à la Pologne serait entreprise, d'après M. Genscher, « avec les partenaires occidentaux ». Le problème serait à l'heure actuelle l'objet d'échanges de vues.

De notre correspondant. La presse ne marque pas non plus une satisfaction unanime. La Süd-deutsche Zeitung annonce, dans son titre, que « les divergences germano-américaines ne sont pas complètement dissipées ». Même son de cloche à la Frankfurter Allgemeine Zeitung : « Schmidt et Reagan paraissent d'accord et passent sous silence ce qui les sépare. » L'éditorialiste du journal de Francfort estime que le chancelier Schmidt et le président Reagan se sont efforcés surtout de découvrir « quelques pièces intactes dans un amas de vaisselle cassée ».

JEAN WETZ.

Pékin paraît accepter le fait accompli

De notre correspondant

Pékin. — Quelque trois semaines après l'imposition de la loi martiale en Pologne, la Chine paraît avoir pris son parti de la situation régnant à Varsovie. A dire vrai, dans cette affaire, Pékin a été soigneusement abstenu, depuis le début, de manifester beaucoup d'indignation. D'une certaine manière, les dirigeants chinois paraissent même soulagés par la détermination affichée par les militaires polonais de prendre pour quelque temps les choses en main. On chercherait en tout cas en vain dans la presse chinoise de ces vingt dernières jours une condamnation des mesures prises par le général Jaruzelski au nom de l'état de guerre.

Dans une déclaration peu originale, faite au lendemain du « coup », le ministère des affaires étrangères s'était contenté de réaffirmer son opposition à toute ingérence extérieure dans les affaires de la Pologne et s'était

En fait, les dirigeants chinois se sont d'autant moins émus de la tournure des événements qu'ils auraient dû l'être. Ils ont en effet, depuis le début, reçu de nombreuses informations provenant de diverses sources diplomatiques de l'Est et de l'Ouest. Selon ces sources, des échanges d'informations se seraient en lieu entre Chinois et Polonais à deux reprises, fin novembre et début décembre, à l'occasion de deux dîners donnés par le ministre des Affaires étrangères à Pékin en l'honneur de personnalités chinoises. M. Wang Bingnan, président de l'Association de l'amitié entre les peuples et ancien ambassadeur en France, assistait à la deuxième réception. Au cours de ce dîner, certains interlocuteurs chinois se seraient inquiétés de l'anarchie régnant en Pologne et auraient comparé cette situation avec celle qui prévalait en Chine pendant la révolution culturelle.

Des similitudes inquiétantes

Cette attitude qui constitue presque un revirement par rapport aux positions de Pékin, il y en a encore six mois, est le résultat d'une lente évolution au cours de laquelle certaines craintes se sont fait jour quant aux répercussions possibles d'une instabilité durable en Pologne.

En juin dernier, au moment de l'envoi par la P.O. soviétique, d'une lettre au parti ouvrier polonais, le Quotidien du peuple avait vilipendé sans ménagement « l'interférence intolérable » de Moscou dans les affaires de Varsovie. Mais, de ce mois-ci, la situation s'est modifiée. Et le scepticisme demeurait quant aux chances de la direction polonaise d'échapper les menaces extérieures et les risques intérieurs de déstabilisation. Plus tard, si la Chine nouvelle avait annoncé l'élection de M. Walesa à la présidence, cela aurait été un coup dur pour la direction polonaise.

Au fil des mois, les dirigeants chinois ont fini par voir prioritairement dans la situation polonaise moins la révolte d'un peuple contre l'hégémonie soviétique que l'impulsion du parti communiste au pouvoir et le désarroi de sa bureaucratie.

Analysant les causes internes de cette explosion sociale, ils ont aussi constaté avec angoisse bien des similitudes entre le cas polonais et la Chine : processus inflationniste dû à des investissements démesurés, une faible productivité et une inadéquation de l'offre à la demande, endettement extérieur, déficit de la balance commerciale, perte de prestige du parti. Pour toutes ces raisons, l'exemple de la Pologne a été très présent à l'esprit de la direction chinoise lorsqu'elle a renforcé, au début de l'an dernier, sa politique de réajustement économique. Visiblement, elle continue aujourd'hui de redouter le mauvais exemple que pourrait donner à la société chinoise la combativité de la classe ouvrière polonaise, même dans des conditions exceptionnelles de la loi martiale.

MANUEL LUCBERT.

« Je vous donne cent millions de dollars pour que vous liquidiez ce Cavanna avant qu'il ait pu publier sa "Grande Encyclopédie Bête et Méchante". La moitié tout de suite, le reste quand le contrat sera rempli »

Le P.D.G. de Larousse (conversation captée et enregistrée au magnéto)

« Si je n'avais pas lu la "Grande Encyclopédie Bête et Méchante" par-dessus l'épaule de Cavanna, je garderais encore les chèvres »

François Mitterrand

« Lors tout soudain livrer viendra, Beste & Meschant bien se dyra, Après iceluy tout croullera Mais bieng rigollé l'on aura »

Nostradamus



Albin Michel

LES RÉACTIONS AUX ÉVÉNEMENTS DE POLOGNE

Moscou marque de plus en plus son mécontentement à l'égard de la France

De notre correspondant

Moscou. — Toujours attentive à ne pas se priver de la possibilité de jouer la carte européenne contre les États-Unis, l'Union soviétique a commenté avec une extrême prudence les résultats des entretiens entre M. Reagan et Schmidt. L'agence Tass s'est même contentée de dire que les deux hommes d'État, après avoir déclaré que la Pologne doit résoudre ses problèmes sans interférence extérieure, « essaient d'indiquer à la direction polonaise comment et avec qui elle doit régler les problèmes intérieurs du pays ».

Pou r le reste, l'agence soviétique préfère se référer à la presse américaine pour souligner que M. Schmidt « ne considère pas les sanctions contre l'U.R.S.S. comme un moyen efficace ». Elle met l'accent sur la question du contrôle des armements, tout en notant que, contrairement à ce qu'a dit M. Reagan, l'Union soviétique a bien répondu aux dernières propositions américaines. Enfin, Tass fait allusion au « désaccord économique entre les plus grandes puissances occidentales » et à « l'aggravation des contradictions sociales dans le monde capitaliste ».

Moscou attache d'autant plus d'importance au rôle de médiateur des dirigeants allemands que ceux-ci sont les seuls à avoir rencontré récemment des responsables d'Europe de l'Est, puis que M. Schmidt a reçu M. Brejnev à Bonn et que M. Genscher vient de voir M. Rakowski, vice-premier ministre polonais. Ils disposent donc, selon Moscou, des informations les plus complètes sur la situation. Les Soviétiques souhaitent qu'ils parviennent, comme ils l'ont fait l'an dernier, à proposer des surréalistes, à renouer les fils des négociations Est-Ouest afin de « normaliser » l'état des relations internationales. Aussi, s'abstiennent-ils à leur égard de toute observation qui pourrait compromettre ce dessein.

En revanche, Moscou compte de moins en moins sur la France pour accomplir cette tâche. Les attaques contre les organes d'information français continuent dans la presse soviétique. Si elles ne visent pas directement le gouvernement, il est évident qu'elles sont destinées à l'astéindre indirectement. Le correspondant de la Pravda à Paris s'en prend ainsi, ce jeudi 7 janvier, à un article du Figaro appelant à la lutte armée en Pologne, mais ajoute aussitôt que ce type d'article n'est pas isolé et que les événements de Pologne servent de prétexte à « une véritable hystérie anti-socialiste » dans plusieurs moyens d'information, en particulier à la télévision, où l'on remet en cause la carte actuelle de l'Europe en semblant oublier combien de millions de vies humaines ont coûté les précédentes tentatives pour réviser cette carte.

La Pravda critique également les syndicats Force ouvrière et C.F.D.T. pour l'aide qu'ils ont apportée à Solidarité et pour leur appel à une grève générale. Elle souligne que le patronat est même prêt à payer le salaire des grévistes. Le quotidien du P.C. soviétique affirme enfin que les milieux conservateurs espèrent à un « homme fort » qui mettrait fin à l'expérience socialiste en France et juge étrange que le Matin et la Nouvelle Observateur « versent de l'eau au moulin entre les seules duquel la réaction espère mouvoir les initiatives répandant aux intérêts des larges masses de travailleurs ». Ces critiques répétées contre les mass media français, qui contrastent avec les ménagements dont bénéficie l'Allemagne fédérale, traduisent le mécontentement croissant de Moscou à l'égard de M. Mitterrand. Si l'Union soviétique ne s'est pas encore décidée à mettre nominalement en accusation le président français, ce pas pourrait être franchi, on le croit, prochainement.

THOMAS FERENCZI

Les partenaires de la Grèce lui demandent des explications sur son désaveu de la position communautaire

La Belgique en tant que présidente du conseil de la Communauté européenne, a demandé au gouvernement grec, mercredi 6 janvier, des explications sur sa position sur la Pologne, après le désaveu par Athènes de la déclaration commune des Dix du 4 janvier et le limogeage de M. Fotilas, secrétaire d'État aux affaires étrangères, qui l'avait acceptée.

On précise à Athènes que les paragraphes auxquels le gouvernement grec ne veut pas souscrire, sont ceux qui dénoncent « l'incapacité des systèmes totalitaires, tels que ceux de l'Europe de l'Est », à s'adapter pour répondre « aux aspirations les plus légitimes de la population » et celui qui annonce des « concertations étroites et positives » avec les États-Unis sur d'éventuelles sanctions.

Cette affaire a été évoquée au cours des entretiens qu'a eus, mercredi à Bruxelles, une mission parlementaire américaine avec des membres de la Commission européenne. Un des coprésidents de la mission américaine (M. Lantos, démocrate) s'est livré à une violente attaque contre le premier ministre grec, en déclarant que « les États-Unis n'étaient pas prêts à donner à Papandréou un droit de veto » sur la politique étrangère américaine.

Les membres du Congrès américain se sont déclarés déçus de la position des Dix sur la Pologne et ont souligné le soutien unanime des deux grands partis aux sanctions prises contre l'U.R.S.S. par le président Reagan.

Le conseil de la Communauté européenne au niveau des représentants permanents examinera mardi à Bruxelles la question des ventes à la Pologne de denrées alimentaires à prix réduits. Le ministre belge des affaires étrangères, M. Tindemans, avait précisé lundi que l'aide alimentaire pure, c'est-à-dire sous forme de

denrées, serait poursuivie. Mais il avait ajouté que pour ce qui concerne les ventes de denrées alimentaires à prix réduits, la question serait examinée dès que possible.

M. Mitterrand ayant dit, pour sa part, mercredi au conseil des ministres que « l'aide alimentaire à la Pologne ne devait être interrompue sous aucun prétexte » et que les « engagements pris au titre de la campagne 1981-1982 » seraient tenus, l'ambassade de Pologne à Paris a publié un communiqué exprimant sa satisfaction.

Le Congrès américain déçu par la position des Dix

A Washington, le président Reagan s'est entretenu mercredi de la possibilité d'appliquer un embargo total sur les échanges commerciaux entre les États-Unis et l'U.R.S.S., en recevant le président de la plus importante fédération de fermiers américains, M. Delano. « Le problème d'un embargo total, et non d'un embargo sélectif, a été abordé », a déclaré M. Delano. Il a ajouté que les fermiers américains ne s'opposeraient pas à une telle mesure s'ils ne sont pas les seuls à en subir les conséquences. Il a précisé qu'elle n'était envisagée que comme éventuelle réponse à une intervention plus importante de l'Union soviétique dans la crise polonaise.

Le secrétaire d'État, M. Haig, a déclaré mercredi au cours d'une conférence de presse que les États-Unis ne demandaient nullement aux Européens de « marcher au pas ». Les États-Unis ne prévoient pas à une telle réunion ministérielle de l'OTAN, le 11 janvier à Bruxelles, d'aborder à « un résultat uniforme » en ce qui concerne des sanctions contre l'Union soviétique, a-t-il déclaré. — (A.F.P.)

Dans la « tribune de discussion » de « l'Humanité »

Deux réactions opposées sur l'intervention de l'armée

La tribune de discussion publiée par l'Humanité pour la préparation du vingt-quatrième congrès du P.C.F. comporte, jeudi 7 janvier, une contribution de M. Henri Bonal, de Martignes, qui se déclare « profondément choqué » par ce qu'il a lu, dans le quotidien du P.C.F., sur la Pologne.

Estimant que, dans l'Humanité, on s'est « efforcé à justifier le coup d'État militaire », M. Bonal écrit : « Il me paraît insupportable de condamner l'intervention de l'armée pour régler le problème politique qui se pose à ce pays. » Il estime que le coup de force militaire ne peut que creuser plus profondément le fossé qui existe

entre le POUP (P.C. polonais) et la population et, donc, qu'il aggrave la situation ».

« De plus, ajoute M. Bonal, en n'insistant pas sur le fait que ce n'est que par la démocratie que l'on pourra résoudre la question polonaise, et ce sans aucune démagogie, nous ne nous plaçons évidemment pas dans la perspective d'une remonte de notre influence ».

Au contraire, dans l'Humanité de mercredi, M. Guy Godbert (section Renault-Flins) affirmait : « Nous ne devons pas, pour de très hypothétiques gains de politique intérieure, trahir notre solidarité envers les autres peuples et notre lutte pour la paix de tout contenu ».

Exprimant la « satisfaction totale » que lui inspire l'attitude de la direction du P.C.F., M. Godbert écrit : « Les internements et l'ouverture des prisons, plus de trente ans après l'instauration du socialisme, ne peuvent soulager que colère. Mais que faut-il conseiller aux ouvriers polonais quand on est communiste français ? Faut-il attiser les passions, pousser un peuple au pire, courir l'affrontement, préparer un bain de sang ? Faut-il, parce que le POUP s'est affaibli, couvrir les partisans d'une débilitation de la Pologne, provoquer les pays voisins ? »

M. Godbert ajoutait : « La Pologne socialiste n'est pas le Salvador, et ses généraux ne sont pas chiliens. Quelles qu'aient été les fautes énormes commises, rien dans le socialisme ne s'oppose fondamentalement à ce qu'elle soit surmontée. Un bain de sang n'est vraiment pas nécessaire pour résoudre des conflits. La Pologne, de surcroît, est un élément de stabilité en Europe. Nous repoussons toute exacerbation des tensions qui menaceraient la paix mondiale ».

« Un membre du bureau fédéral du P.C.F. de la Haute-Saône, M. Alain Redoutey, étudiant en philosophie à l'université Paris-IV (Sorbonne) a rendu public, mercredi 6 janvier, à Vesoul, sa démission du parti communiste, le 14 décembre, par suite d'un désaccord avec la position de celui-ci sur ce que M. Redoutey estime être l'instauration, en Pologne, d'une « dictature militaire fasciste ». — (Corresp.)

UNE DÉLÉGATION INTERSYNDICALE A ÉTÉ REÇUE À L'AMBASSADE DE POLOGNE

La situation polonaise continue de susciter diverses prises de position. La mission intersyndicale (C.F.D.T., F.O., C.F.T.C., F.E.N. et C.G.C.), désireuse de se rendre dans ce pays, a été reçue le 6 janvier par le premier secrétaire de l'ambassade de Pologne à Paris, qui lui a promis une réponse dans les jours prochains.

Le Syndicat français des artistes interprètes C.G.T. rappelle qu'il s'est prononcé sans ambiguïté sur les événements de Pologne dès le 13 décembre, mais qu'il dénonce aussi bien la « répression brutale » en cours en Turquie.

L'UNEP indépendante et démocratique (trotskiste et socialiste) proteste pour sa part contre la suspension du syndicat indépendant des étudiants polonais. Un comité de soutien en France à Solidarnosc a été créé le 6 janvier, avec pour objectif de faire adopter chaque dimanche par une famille française.

Enfin à Lyon, ce même jour, plus de deux mille cinq cents personnes ont participé à un meeting de solidarité à l'égard du mouvement de solidarité polonaise, avec la participation de militants polonais, de M. Cornélius Castoriadis, de Mme Hélène Parmelin, de M. Ernest Poitran, Pierre Rosavallon, Paul Thibaud, Pierre Vidal-Naquet et de représentants et de responsables syndicaux C.G.T. et C.F.D.T.

Cent quarante-trois enseignants et universitaires, parmi lesquels des responsables du SNEP (Mme Monique Vuillat), du S.N.E.T.P.-C.G.T. (M. Gérard Montand) et du S.N.E.-Sup. (M. Pierre Durosset), ainsi que M. Alfred Sorel, dirigeant de la tendance Unité et action du S.N.I.-P.E.G.C., ont signé un appel, publié par l'Humanité du 7 janvier et appuyant la position du P.C.F. sur les événements de Pologne.

À Genève, la Commission internationale de juristes a lancé, mardi 5 janvier, un appel aux autorités polonaises et aux autres États membres de l'ONU, pour qu'ils mettent « en pratique les obligations internationales découlant du pacte » international sur les droits civils et politiques (ratifié par la Pologne en 1977) et qu'ils rendent compte au secrétaire général des Nations unies « de l'étendue et des raisons des dérogations faites aux droits des citoyens ». — (A.F.P.)

CREDIT COMMERCIAL DE FRANCE

Un milliard de Dollars U.S.

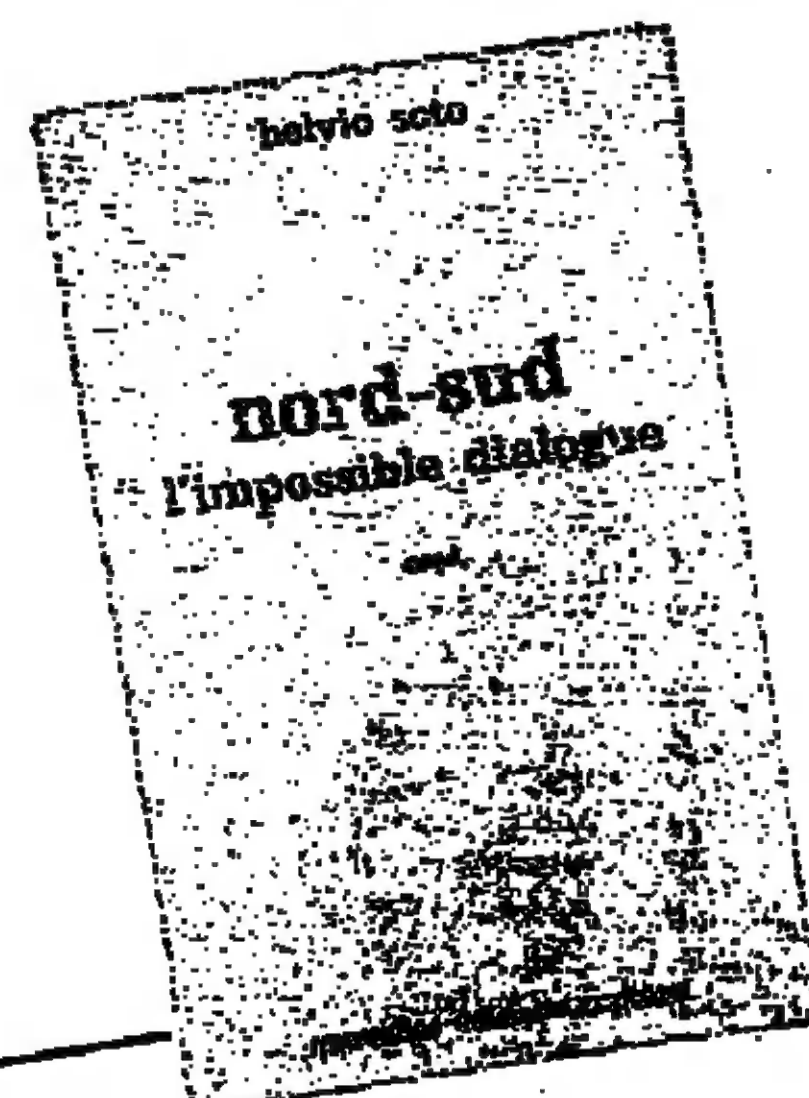
C'est le montant des Euro-émissions dirigées en 1981 par le Crédit Commercial de France.

Le nombre de ces émissions situe le C.C.F. au 1^{er} rang des banques françaises et au 5^{ème} rang mondial.

Banque Européenne d'Investissement.	U.S. \$ 100.000.000
Irlande.	U.S. \$ 50.000.000
Province de Terre-Neuve.	U.S. \$ 60.000.000
* Lafarge Coppée.	FF. 190.000.000
Swedish Export Credit Corporation.	FF. 250.000.000
Petroleos Mexicanos.	U.S. \$ 125.000.000
Lafarge Coppée.	U.S. \$ 40.000.000
Caisse Centrale de Coopération Economique.	U.S. \$ 100.000.000
Province de Terre-Neuve.	U.S. \$ 60.000.000
Municipal Finance Authority of British Columbia.	U.S. \$ 54.000.000
Nacional Financiera S.A.	U.S. \$ 150.000.000
Caisse Française des Matières Premières.	U.S. \$ 100.000.000
Terre-Neuve et Labrador Hydro.	U.S. \$ 75.000.000

* Emission convertible

nouvelles éditions rupture



DISTRIBUTION DISTIQUE
1, rue des Fossés St-Jacques, 75005 Paris

Les réactions opposées
à l'intervention de l'armée

« L'intervention de l'armée pour la défense de la démocratie est une chose, mais la défense de la démocratie par l'armée est une autre chose... »

« L'armée est un instrument de la politique, et non l'inverse... »

« L'armée est un instrument de la politique, et non l'inverse... »

« L'armée est un instrument de la politique, et non l'inverse... »

« L'armée est un instrument de la politique, et non l'inverse... »

« L'armée est un instrument de la politique, et non l'inverse... »

« L'armée est un instrument de la politique, et non l'inverse... »

« L'armée est un instrument de la politique, et non l'inverse... »

« L'armée est un instrument de la politique, et non l'inverse... »

« L'armée est un instrument de la politique, et non l'inverse... »

Espagne

Le malaise des cadres militaires

(Suite de la première page.)

Les provocations, effectivement, ne sont pas sans effet. En septembre dernier, c'étaient d'abord les fuites calculées des avocats défenseurs des prisonniers, laissant entendre que l'action de leurs clients était condamnée par l'opinion internationale...

Trois semaines plus tard, le journal d'extrême droite El Alcarriz publiait un article du lieutenant-colonel Tejero (qui avait dirigé l'assaut le 23 février contre le congrès des députés), écrit en prison, critiquant une décision du gouvernement relative à la garde civile. Enfin, le 6 décembre, apparaissait le manifeste signé par cent officiers et sous-officiers de la division blindée, attaquant violemment la presse et prenant la défense des putschistes.

Le thème du « golpe » est au centre des conversations politiques à Madrid. On l'entendrait sur la forme qu'il pourrait revêtir. Entre le « golpe blanco » (mont volé) et le « golpe negro » (mont noir), certains généraux ont décidé de prendre leurs précautions pour tenir compte de l'environnement international, et le « golpe duro » (dur) de la jeune garde et les capitaines d'élite de Tejero, les modalités sont nombreuses. Elles découlent toutes, cependant, d'une évidence : la situation militaire est devenue critique. Les transformations subies ces six dernières années par la société espagnole, après quarante années de dictature.

« Mort au roi »

Qu'est-ce qui préoccupe ces jeunes officiers « ultras » qui peignent l'insurrection « mort au roi » sur les murs des maisons, des quartiers militaires et font suivre aux jeunes gens des mouvements d'extrême droite des cours de formation paramilitaires ? Au dernier, peu après la tentative de

putsch, un groupe d'officiers « durs » publiait clandestinement un document d'une quarantaine de pages intitulé « Rapport général extraordinaire pour les forces armées ». Ce texte, distribué sous le manteau dans les casernes, constitue un excellent témoignage du « mal être » dont sont atteintes les jeunes générations de militaires professionnels. Il entend analyser successivement les « causes internes » et les « causes externes » du « mal être » de l'armée espagnole. Au chapitre des premières, le document relève la « dégradation de la société », qui se traduit par l'augmentation de la délinquance, de la drogue, des attaques aux personnes âgées et à la religion, et qui est due au fait que « le bien et le mal s'existent plus que jamais ».

En filigrane apparaît un rejet implicite du système démocratique : le débat et l'opposition des divergences qui lui sont propres sont inacceptables pour les militaires espagnols, habitués à l'homogénéité tactique de quarante années de dictature et à l'exercice de la discipline. La démocratie, en somme, divise artificiellement la patrie, et donc l'affaiblit. Cette position politique conservatrice s'accompagne de velléités progressistes sur le plan social. Non sans accents populistes, le texte dénonce l'augmentation du chômage, affirmant que « la militaire professionnelle observe l'angoisse de ses soldats, issus en majorité des classes populaires ».

Comme causes internes, le document dénonce avant tout les « attaques contre les forces armées » attribuées à la presse. Les réprimandes publiées

adressées à l'institution militaire après certaines actions (non désuètes, mais dont on feint d'ignorer les causes) dans lesquelles s'est compromise qu'une faible minorité, ont incité la communauté militaire à se solidariser avec les personnes visées et à assumer leurs actions. On ne pourrait mieux décrire la réflexion de solidarité de leurs « compagnons d'armes » dont bénéficient les putschistes du 23 février, et que la société civile a parfois tendance à sous-estimer.

Un « acte désespéré » ?

Le texte critique également l'introduction de la politique dans les casernes, qui se manifesterait par l'adoption de critères politiques pour décider des affectations et des promotions, et par les efforts des responsables militaires pour susciter l'adhésion au régime démocratique. Appuyer la démocratie, pour les auteurs du texte, c'est « faire de la politique », et « la politique marque les militaires ». De la lecture du document se dégage l'impression d'une institution corporatiste, aspirant à se tenir à l'écart des débats qui agitent la société civile, régie par ses propres règles, dans laquelle n'interviendrait guère le pouvoir civil (en matière de nominations notamment). La hiérarchie militaire actuelle est rejetée, car elle est considérée comme l'émancipation du pouvoir politique plutôt que de l'institution militaire.

Le régime « par et pour » auquel rêvent les auteurs de ce document et leurs nombreux compagnons de la jeune génération d'officiers ne résisterait sans doute pas longtemps à l'épreuve des faits. Mais une action incontrôlée de leur part n'est pas à exclure, d'autant qu'ils n'ont guère leurs initiatives en termes de rationalité politique : l'esprit de sacrifice et de l'honneur, auquel ils croient par-dessus

tout, ne s'embarrasse guère de ce type de considération, et pourrait pousser à un « acte désespéré ».

Dans les milieux politiques, on craint surtout que le spectre de ce « golpe duro » ne serve à justifier une modalité plus « civilisée » d'intervention des militaires dans l'arène politique. Pour éviter le pire, ne sera-t-on pas tenté de constituer un gouvernement fort qui rétablira le calme sur le « front » militaire moyennant quelques « retouches » à la Constitution, à la politique régionale et à la liberté de la presse ? On se rassure en se disant qu'un sein de l'armée ne figure pas dans le projet de loi de réforme pour réaliser une telle opération. Le dernier « grand leader » militaire, le lieutenant-général Milans del Bosch, est en prison depuis le 23 février. Quant aux efforts du capitaine-général des Canarias, le lieutenant-général Gomeza del Yerro, pour apparaître comme un possible « homme providentiel », ils sont plutôt considérés, dans les milieux militaires, comme une « campagne d'auto-promotion », qui n'a pas suffi à faire de lui un leader indiscuté. D'autant qu'il prendra sa retraite en août prochain.

THIERRY MALINIAK

Prochain article :

LE GOUVERNEMENT
SUR LA DÉFENSIVE

● L'enlèvement de l'industriel M. Lipperheide, le mardi 6 janvier à Bilbao (notre dernière édition du 6 janvier), a été revendiqué mercredi par l'organisation séparatiste basque ETA. Une voix anonyme a précisé à une station de radio de Bilbao qu'une rançon allait être demandée. (A.F.P., Reuters.)

Italie

Les Brigades rouges ont tenté d'assassiner
un responsable de la police politique

Correspondance

Rome. — Un commando de cinq terroristes des Brigades rouges a tenté, le 6 janvier en début d'après-midi, d'assassiner M. Nicola Simone, numéro deux de la D.I.G.O.S. le département de la police politique chargé de la lutte contre le terrorisme. Dégainés en postier sous le prétexte de remettre un télégramme, un membre du commando a sonné à la porte du policier. Ce dernier, avant d'ouvrir, par réflexe, a empoché son pistolet. Cela lui a sauvé la vie. Le jeune terroriste a ouvert le feu, blessant M. Simone de trois balles au visage. Le policier a répondu, touchant gravement, semble-t-il, son agresseur, qui a pu prendre la fuite.

Différents groupes terroristes, d'extrême droite comme d'extrême gauche, ont revendiqué l'action dans l'après-midi. Mais les enquêteurs pensent qu'il s'agit des Brigades rouges, comme en témoigne un coup de téléphone. L'offensive des Brigades rouges continue. Alors que différents coups de téléphone anonymes avaient annoncé, au cours de la journée du 6 janvier, l'assassinat du général américain James Lee Dozier, les Brigades rouges ont rendu public à Rome et à Padoue leur communiqué numéro trois annonçant que le procès du général, enlevé le 18 décembre dernier à Vienne, continuait, et que celui-ci répondrait aux questions de ses geôliers.

Le document est divisé en deux parties distinctes. La première est un appel interne à la réunification du groupe terroriste « sur un programme politique de conjonction ». Cela confirme ainsi les profondes divisions idéologiques et tactiques qui séparent l'aile « militante » favorable à des actions ponctuelles et très sophistiquées, et l'aile politique qui préconise des actions capables de rompre l'isolement presque

total et d'influencer une frange radicalisée de l'ultra-gauche. La seconde partie du communiqué rapporte d'une façon détaillée les questions et les réponses « des passages les plus significatifs de la première phase de l'interrogatoire » du général Dozier. Les brigadistes demandent, par exemple, à l'otage s'il sait pourquoi il a été capturé. Ce dernier répond : « Je ne sais pas. Je ne comprends pas. Ses geôliers m'interpellent : « Sais-tu ce que sont les Brigades rouges ? » Il répond : « Oui, un groupe de guérilla, mais avant de me capturer, je pensais qu'il s'agissait d'un problème seulement italien. Maintenant, j'ai compris que c'est différent. »

Les Brigades rouges expliquent ensuite d'un ton sentencieux pourquoi elles l'ont enlevé : « A travers toi, nous mettons en procès la structure d'occupation militaire, l'OTAN, la politique impérialiste de l'Amérique face au prolétariat italien, la carrière militaire et l'histoire de l'agression américaine contre la lutte de libération et des révolutions du Sud-Est asiatique, et contre les luttes du prolétariat en Europe. »

Les brigadistes le questionnent sur sa vie, la crise de Cuba, l'invasion manquée de la baie des Cochons ainsi que sur son rôle au Vietnam, en Allemagne, puis en Italie. Dans ses réponses, le général James Lee Dozier se contente de faire des remarques de caractère général, du type : « La crise des missiles était très importante pour les Etats-Unis. Il fallait absolument que ces missiles s'en aillent », etc. Ce n'est qu'à la fin du « procès-verbal » que les questions se font plus précises, notamment sur le rôle du général à Vienne ainsi que sur les mécanismes d'information internes de l'OTAN en Italie, et sur les précautions contre d'éventuels attentats.

MARC SEMO.

M. Calvo Sotelo pourrait annoncer
la levée du blocus de Gibraltar

De notre envoyé spécial

Gibraltar. — « Va-t-il le faire, ou non ? » Au début de la semaine, lorsqu'on a confirmé à Madrid que M. Leopoldo Calvo Sotelo allait renouer avec son poste de chef du gouvernement britannique vendredi 8 janvier à Londres, le quotidien anglophone du « rocher », le Gibraltar Chronicle, a abrité, résumé sur la moitié de sa première page, la question que tout le monde se pose ici. Le chef du gouvernement espagnol va-t-il annoncer, à l'occasion de sa visite dans la capitale britannique, la levée du blocus établi autour de Gibraltar par son pays depuis 1969 ?

Différents signes le laissent supposer. Le plus probant est que les Espagnols sont en train de rénover complètement les installations douanières qui, après tant d'années de fermeture, avaient pris l'allure de bâtiments abandonnés sur la langue de terre qui relie le territoire britannique au « continent », c'est-à-dire à l'Espagne et notamment à la ville de La Línea, sur la baie d'Algeiras. Côté Gibraltar, les grilles sont maintenant largement ouvertes jour et nuit, sous l'œil d'un bobby plus vrai que nature. Côté espagnol, à moins d'un mètre, les grilles sont closes, depuis douze années. Ce n'est pas le cas de Berlin, bien sûr. D'ailleurs, pour les amis, les parents qui vivent de « l'autre côté », il suffit de passer par Tanger, que desservent plusieurs fois par jour un hydrogénérateur et des bateaux plus classiques des Gibraltar Airways. Mais enfin, les familles séparées et pressées de correspondre — le téléphone ayant été coupé par les Espagnols entre le « rocher » et le continent — en sont réduites à se parler les nouvelles par-dessus un no man's land d'opérette, où patrouille de temps à autre un militaire espagnol qui bavarde volontiers, dans l'une ou l'autre langue, avec son collègue britannique. La « zone interdite » est ainsi traversée par des confidences hâtées qui relèvent plus du bulletin de santé de la tante Margaret ou de l'oncle José que du secret d'Etat.

Du côté espagnol, un certain nombre de commentateurs se sont récemment demandé à voix — de loin — Gibraltar poursuivra-t-elle son isolement comme la prospective, si ce blocus n'avait pas quelque chose de stupide, ou à tout le moins d'anachronique. « Ce doit être le seul cas dans l'histoire où les assiégés sont plus heureux que les assiégeants », estimait récemment un responsable espagnol. De fait, la minuscule enclave britannique, si elle a perdu quelques facilités (de commerce de tout ordre notamment) dans l'affaire, y a du moins gagné de voir se

tarir l'afflux de postulant à l'établissement à Gibraltar même, où l'espace est très strictement mesuré entre mer et montagne, et sembler à la fin très totalement saturé.

C'est d'ailleurs là un des points essentiels du contentieux hispano-britannique : à Madrid, on voudrait aujourd'hui obtenir, à défaut du retour de Gibraltar à l'Espagne, une totale « égalité des droits » (notamment des droits d'établissement) entre les Espagnols qui reviennent travailler dans l'enclave britannique et les ressortissants du Royaume-Uni. En attendant de pouvoir envoyer à nouveau certains de ses habitants travailler à Gibraltar, la zone compte quelque 34 % de chômeurs.

La fermeture des docks ?

Cette revendication minimale apparaît évidemment comme une position de repli pour le gouvernement espagnol, qui ne veut pas payer le luxe d'accepter sans aucune contrepartie un état de fait — la souveraineté britannique sur Gibraltar — que les Espagnols ne violentent pas la droite et l'extrême droite. Mais même ce problème-là n'est pas facile à résoudre, car l'on attend beaucoup, du côté britannique, de la prochaine entrée de l'Espagne dans la Communauté économique européenne et dans l'alliance atlantique. Mais les Britanniques sont bien placés pour savoir que, si l'on veut avancer, il ne faut jamais chercher à faire perdre la face à la partie adverse.

Le géographe du choc de deux nationalités, Gibraltar espère que la rencontre de vendredi sera fructueuse, même si un autre problème, qui semble d'actualité, est la fermeture des docks, éventuellement qui mobilise les syndicats. On scrute aux jumelles (elles sont à très bas prix dans les innombrables boutiques de l'île) d'ailleurs des troupes de réflexion de la frontière, où s'affaiblissent bétonnières et plâtriers. Seront-ils prêts en février, comme semble le croire la majorité ? On s'interroge à l'heure d'après les pessimistes ? Ou beaucoup plus tard encore, comme l'ajoutent ceux qui se souviennent que de nombreuses fois déjà, on a annoncé en vain la prochaine ouverture d'une frontière qui est assurément l'une des plus surréalistes du vingtième siècle en Europe ?

BERNARD BRIGOULEIX.

CREDIT COMMERCIAL DE FRANCE

Plus de 2,5 milliards de Dollars U.S.

C'est le montant des principaux crédits internationaux dirigés par le CCF en 1981.

Argentine	Yacireta	U.S.\$	50.000.000
Australie	State Electricity Commission of Victoria	A\$	50.000.000
Belgique	Sté Nationale de Sidérurgie	U.S.\$	180.000.000 *
Brésil	Companhia Estadual de Energia Elétrica	U.S.\$	30.000.000
Canada	Municipal Finance Authority of British Columbia	Can.\$	10.000.000
Chili	Banco del Estado de Chile	U.S.\$	50.000.000
Corée	Korea Exim Bank	U.S.\$	401.102.375 *
Danemark	Ville de Copenhague	D.M.	120.000.000 *
Espagne	Empresa Nacional del Ribagorçama	U.S.\$	50.000.000 *
Espagne	Hidroelectrica Iberica Iberdrola S.A.	U.S.\$	80.000.000 *
Grèce	Athens Area Urban Transport Organization	U.S.\$	18.000.000
Grèce	Hellenic Telecommunication Organization	U.S.\$	60.000.000 *
Irlande	République d'Irlande	FF.	500.000.000
Irlande	Aer Lingus	£	10.000.000
Italie	Istituto Mobiliare Italiano	U.S.\$	46.000.000
Mexique	Comision Federal de Electricidad	U.S.\$	425.000.000 *
Nigeria	République Fédérale du Nigéria	U.S.\$	205.000.000 *
Taiwan	Taiwan Power Company	U.S.\$	100.000.000
U.S.A.	Wedge Aviation	U.S.\$	18.000.000
Venezuela	Corporacion Venezolana de Fomento	U.S.\$	400.000.000 *
Venezuela	Instituto Nacional de Cooperación Educativa	U.S.\$	75.000.000

* En collaboration avec d'autres banques

EUROPE

Belgique

Le projet de pouvoirs spéciaux se heurte à une vive opposition socialiste et syndicale

De notre correspondant

Bruxelles. — La coalition de socialistes et de libéraux née des élections du 8 novembre 1981 et mise en place fin décembre se prépare à une première grande bataille qui s'annonce particulièrement dure.

Le gouvernement Martens-Gol s'efforce depuis six jours de faire adopter son projet de pouvoirs spéciaux par un an par les commissions parlementaires. Il devrait lui permettre de gagner du temps, de prendre les mesures d'urgence qui s'imposent pour faire face à la crise économique.

Le premier ministre social-chrétien flamand et le vice-premier ministre, M. Jean Gol, libéral wallon, expliquent qu'il ne s'agit pas de pleins pouvoirs, qu'ils doivent simplement recourir les délais imposés par le travail parlementaire, que les prérogatives des Assemblées restent entières et que le Parlement pourra renverser le gouvernement à tout moment, comme en période normale. L'opposition rejette ces arguments, et les socialistes surtout mettent tout en œuvre pour retarder le vote des pouvoirs spéciaux, considérés par eux comme prétexte de la droite à imposer des restrictions inacceptables à la classe ouvrière.

Le projet gouvernemental est discuté au pas de charge depuis le samedi 2 janvier en commission et les députés y ont consacré leur dimanche et de longues soirées. Le projet n'a pu être adopté en première lecture que le jeudi 7 janvier à l'aube et les socialistes ont alors exigé une seconde lecture. Pour les huit articles du texte gou-

vernemental, il y a eu trois cent soixante-dix amendements et contre-amendements. Les manœuvres socialistes ont provoqué la colère de la majorité qui n'hésite pas à parler de sabotage et qui espère encore entamer le débat en séance publique samedi.

En même temps s'organise la riposte syndicale. Les syndicats socialistes et chrétiens se concertent pour organiser la lutte contre le gouvernement qu'ils considèrent comme réactionnaire. La F.G.T.B. socialiste est d'avis à présent prête à organiser des mouvements sociaux d'une ampleur exceptionnelle. Dans les milieux politiques on rappelle les « grandes grèves » de l'hiver 1950-51 quand le pays avait été totalement paralysé pendant sept semaines.

L'ensemble de la situation est encore compliquée par le fait que la majorité régionale ne correspond pas à la majorité nationale. Un « gouvernement wallon » a été constitué il y a deux semaines. Les socialistes y ont trois ministres contre deux libéraux et un social-chrétien. Un « gouvernement » de la communauté francophone est, d'autre part, présidé par un socialiste, M. Philippe Moureaux. En application des lois de régionalisation, c'est lui par exemple qui sera le ministre de tutelle de la radio-télévision alors que c'est un secteur dans lequel le gouvernement national a l'intention d'effectuer d'importantes réformes. Tout indique donc l'arrivée de profonds conflits de compétences dans de nombreux secteurs.

PIERRE DE VOS.

AFRIQUE

Maroc

UN APPEL EN FAVEUR DE LA LIBÉRATION DE M. ABDERRAHIM BOUBABID

Un comité pour la libération de M. Abderrahim Boubabid, premier secrétaire de l'Union socialiste des forces populaires, et de ses camarades condamnés le 24 septembre 1981 par le tribunal de Rabat, et transférés le 8 octobre à Misour, à 400 kilomètres de la capitale, s'est récemment constitué à Paris.

Le comité a publié un communiqué dans lequel il constate que le verdict a été prononcé à la suite des critiques de l'U.S.F.P. « concernant l'attitude du gouvernement marocain dans l'affaire du Sahara occidental ». Il ajoute : « La plupart (des signataires) émettent de sérieuses réserves sur les thèses exprimées à ce sujet par l'U.S.F.P. Ils observent néanmoins que les dirigeants de cette organisation ont été frappés pour avoir porté un jugement critique sur l'action politique du gouvernement de leur pays. Or la liberté d'opinion est un droit essentiel, inséparable des autres libertés et de l'émancipation nationale, pour lesquelles Boubabid et ses camarades se sont battus sous le protectorat.

« Les signataires expriment leur émotion devant une répression qui frappe des hommes qui ont aussi attaché leur nom à la cause de l'amitié des peuples français et marocains. Ils souhaitent ardemment qu'ils soient très vite rendus à la liberté. »

Ce texte a été signé par les personnalités suivantes : Charles-Robert Ageron, Louise Ardent, Lucile et Raymond Aubrac, François-Régis Baudie, Jacques Berque, Jean Drouot, René Gaillet, Georges Ored, Madeleine Roberton, Maxime Rodière, Lucette Valensi, Robert Verdier, Pierre Vidal-Naquet.

« Les signatures sont recueillies par M. Ored, 8, rue du Bel-Air, 92190 Meudon.

Jocelyn
PARIS

4, FG ST-HONORE
78, CH-ELYSEES LIDO

SOLDE

SES COLLECTIONS
(HOMME-FEMME)
couture
chaussures
sacs bagages
accessoires

Ghana

LES MILITAIRES VONT METTRE EN PLACE DES TRIBUNAUX POPULAIRES

Des tribunaux du peuple vont être mis en place au Ghana. Ils jugeront « ceux qui ont commis des crimes contre le peuple », a annoncé mercredi 6 janvier Radio-Accra, capitale à Lomé. Les procès seront publics et menés devant des assemblées populaires, a précisé la radio ghanéenne, qui a ajouté, « la procédure ne sera pas entravée par les règlements techniques qui, par le passé, ont perturbé le cours de la justice et permis à des criminels de partir libres ».

D'autre part, M. Joseph de Graft, vice-président ghanéen, destitué lors du putsch du 31 décembre, s'est rendu mercredi aux autorités. L'ancien vice-président s'est présenté au quartier général de la police, situé à une cinquantaine de kilomètres de la capitale. Enfin, selon des personnalités ghanéennes qui se sont réfugiées au Nigeria, plus de cent hommes politiques, officiers et étudiants, auraient été tués au cours des affrontements entre forces gouvernementales fidèles au président Kofi A. Annan et les auteurs du putsch du 31 décembre.

A Londres, un porte-parole du Foreign Office a déclaré mercredi que le gouvernement britannique suit avec « inquiétude » la situation politique au Ghana et « espère que ce pays retrouvera rapidement à un gouvernement démocratique ». — (A.F.P., Reuters.)

Algérie

LA PEINE CAPITALE EST MAINTENUE DANS LE NOUVEAU CODE PÉNAL

Alger (A.F.P.). — La peine capitale a finalement été maintenue en Algérie, après plusieurs jours de débats à l'Assemblée populaire nationale sur le nouveau code pénal, adopté lundi 4 janvier.

Un député, M. Belayat, qui s'est fait le champion de l'abolition de la peine de mort, ne s'est pas avoué vaincu, dans la mesure où son amendement tendant à l'abolition de la peine capitale dans le nouveau code pénal n'a pas été « rejeté » par l'Assemblée nationale, mais seulement « différé ».

En revanche, le ministre de la justice, M. Boualem Bakli, a souligné que l'abolition va à l'encontre du droit musulman qui prévoit la mort pour la mort, et qu'elle entraînerait la révision totale du code pénal algérien. Le président de l'Assemblée, M. Rahab Bitat, n'a pas caché de son côté qu'il s'agit d'un problème « sur lequel les positions peuvent évoluer ». « Ici ou là », a-t-il dit, « tendra le jour où l'on prendra position. »

PROCHE-ORIENT

Les dirigeants palestiniens s'attendent à une offensive israélienne dans le Sud-Liban

Le Conseil de sécurité reprend, ce jeudi 7 janvier, le débat ouvert la veille sur l'annexion du Golan par Israël. Le représentant de la Syrie, M. Fattal, avait demandé au Conseil « de promouvoir contre l'agresseur des sanctions obligatoires comportant au minimum la rupture des relations commerciales et diplomatiques ainsi que l'arrêt de l'assistance militaire ». Il a comparé l'annexion du Golan à celle de la Tchécoslovaquie par Hitler en précisant que la possibilité de la communauté internationale ne ferait « qu'encourager l'agresseur » et « favoriser une nouvelle guerre ». Cependant, la presse de Damas exprime le plus grand scepticisme quant à la possibilité de sanctions contre l'Etat hébreu et tient pour probable, à ce propos, le recours des Etats-Unis à leur droit de veto.

Les autorités israéliennes ont pour leur part rendu public, mercredi, un plan détaillé visant à l'installation de vingt mille habitants juifs qui viendraient s'installer aux sept mille cinq cents colons déjà implantés dans le Golan dans une trentaine de colonies de peuplement. Sept nouvelles implantations y compris des complexes industriels doivent être créés dans les quatre prochaines années.

A Beyrouth, les dirigeants palestiniens s'attendent à une série d'offensives de troupes israéliennes à la frontière libanaise. Le président de l'O.L.P., M. Yasser Arafat, s'attend à une « offensive » de la part du Sud-Liban, le comité exécutif de la centrale des fedayin a chargé, mercredi, le conseil militaire suprême d'analyser la situation. Les inquiétudes palestiniennes s'expliquent notamment par les déclarations de trois personnalités israéliennes qui ont prononcé ces derniers jours

une intervention militaire massive en cas de rupture de cessez-le-feu par les Palestiniens. Le chef de l'état-major, le général Rappaport, a déclaré à la revue de l'armée israélienne : « La Syrie ne peut pas nous faire la guerre sachant qu'elle va au devant d'une défaite certaine, mais elle prépare les terroristes palestiniens à une reprise sur une grande échelle de leurs activités à partir du Liban. Cela nous impose des objectifs militaires d'une nature différente de ceux que nous avons recherchés jusqu'à ce jour pour éliminer une attaque palestinienne. »

Le président de la commission parlementaire sur la défense nationale, le député Moshe Arens, écrit pour sa part dans Haaretz qu'il faut « empêcher à tout prix » la poursuite des opérations militaires de la direction du parti travailliste un document justifiant « une pénétration en profondeur » de l'armée israélienne au Liban.

De passage à Paris, le prince Talal, le frère du roi Hachem d'Arabie Saoudite, a exprimé au micro de R.T.L. l'espoir que le plan Faidi « pour un règlement définitif » de la question arabe approuvé par l'ensemble du monde arabe puisse mener la Syrie à une « compréhension mutuelle » avec Israël. Le prince Talal a déclaré : « Nous avons reçu des réactions positives de certains milieux israéliens. » Les dirigeants saoudites concluent que le projet de paix de son gouvernement n'est pas conçu « pour un, deux ou dix ans » mais qu'il s'agit bien « d'un plan de paix durable ». — (A.F.P., A.P., Reuters.)

A TRAVERS LE MONDE

Colombie

• LA CAPTURE D'UN DES PRINCIPAUX DU M. Silencio Ruiz Gomez a été annoncée le mercredi 6 janvier par l'armée colombienne. Le ministre de la justice a déclaré que le prisonnier était le bras droit du leader du mouvement révolutionnaire, l'avocat Jaime Bateman Cayon. Il a été arrêté dans le sud de Bogota, le 3 janvier, au cours d'une opération militaire. M. Ruiz avait participé à la prise d'otages à l'ambassade dominicaine en février 1980. Sa femme, Carmen Londono, dite « la Chiqui », s'y était distinguée comme négociatrice. Elle a été tuée par l'armée en mars dernier. Deux autres dirigeants du M-19 ont été récemment capturés : le médecin et ancien député M. Carlos Botero, et le colonel commandant numéro 1, Rosenberg Faben. — (A.F.P.)

Cuba

• LES RELATIONS AMERICANO-CUBAINES. — Un proche collaborateur du secrétaire d'Etat américain Alexander Haig, M. David Korn, s'est entretenu fin décembre à La Havane avec plusieurs personnalités cubaines. — (A.F.P.)

Guatemala

• ENLEVEMENTS DE RELIGIEUXS. — Deux prêtres et une religieuse ont été enlevés, le mercredi 6 janvier, au Guatemala. Les Pères Gerardo

Shildermars, de nationalité belge, et Roberto Parra ont été enlevés par des inconnus dans leur église de Nueva-concepcion (province d'Escuintla), sur la côte pacifique. Le sacristain a été tué lors du rapt. La religieuse, Mère Victoria de la Roca, a été tuée à elle-même à Esquipulas, à l'est du pays, près de la frontière honduraise. Il y a plusieurs mois, un jésuite de nationalité espagnole, le Père Carlos Perez Alonso, avait disparu dans des circonstances analogues. — (A.F.P.)

Malawi

• REMANIEMENT MINISTÉRIEL. — Le président Hastings Kamuzu Banda a procédé, mardi 5 janvier, à un remaniement ministériel du gouvernement, marqué par le départ de cinq ministres et l'apparition de trois nouveaux. La nouvelle équipe gouvernementale compte treize membres au lieu de seize et le chef de l'Etat a déclaré que le gouvernement n'est pas un gouvernement d'urgence, mais un gouvernement d'apaisement. — (Reuters.)

Namibie

• LES CONVERSATIONS SUR LA NAMIBIE. — M. Chester Crocker, secrétaire d'Etat adjoint américain pour les affaires africaines, se rendra la semaine prochaine à Londres, en Namibie, avec des responsables sud-africains, au sujet d'un projet de conférence de paix à Washington. La délégation sud-africaine à Londres sera dirigée par M. Brand Fourie, directeur général du ministère sud-africain des affaires étrangères. D'autre part, à Pretoria, les autorités militaires ont annoncé mercredi que des forces armées sud-africaines dans la « zone opérationnelle entre la Namibie et l'Angola », l'état-major n'a mentionné ni la date à laquelle ils avaient été tués ni l'unité à laquelle ils appartenaient. — (A.F.P.)

Nigeria

• ACQUISITION DE FELA ANIKULAPO KUTI. — Le célèbre musicien Fela Anikulapo

RECU EN AUDIENCE PRIVÉE PAR LE PAPE

Le chef de la diplomatie israélienne estime que sa visite illustre les rapports satisfaisants noués avec le Vatican

De notre correspondant

Jérusalem. — En visite à Rome, le ministre israélien des affaires étrangères, M. Shamir, devait être reçu, ce jeudi 7 janvier, par le pape Jean-Paul II. Le gouvernement de Jérusalem attache une grande importance à cette rencontre car — bien que le Vatican n'entretienne pas de relations diplomatiques normales avec Israël — il est soucieux de développer avec le Saint-Siège des contacts qu'il juge satisfaisants jusqu'à présent.

Pour les Israéliens, ces contacts sont indispensables dans la mesure où ils permettent de montrer que la « réunification » de Jérusalem pose moins de difficultés avec le christianisme qu'avec l'islam. De surcroît, les Israéliens considèrent comme positif le fait que ces entretiens aient lieu pas après l'annexion du Golan. Toutefois, on remarque dans les milieux diplomatiques israéliens que si la visite de M. Shamir au Vatican était prévue depuis plusieurs semaines, le Saint-Siège a demandé qu'elle ne soit révélée qu'au dernier moment (1).

M. Shamir comptait s'entretenir avec le pape de la loi sur le Golan, de la crise libanaise, du processus de paix avec l'Egypte et de la situation en Pologne (comme Jean-Paul II, le chef de la diplomatie israélienne

est d'origine polonaise). Il devait, bien sûr, être également question du statut de Jérusalem. Sur ce point, les divergences demeurent, et le gouvernement israélien tentera une nouvelle fois de faire admettre au Saint-Siège que la proclamation de « lieux saints » aux lieux saints est suffisante. Les diplomates israéliens apprécient une certaine évolution au cours des dernières années de la position du Vatican, qui, après avoir souhaité l'« internationalisation » de la ville, semblait maintenant préférer envisager pour les lieux saints et les lieux chrétiens de Jérusalem un statut spécial « internationallement garanti ».

FRANCIS CORNU.

(1) La visite n'a été annoncée qu'à Jérusalem. « Les audiences privées ne sont jamais annoncées à l'avance », a déclaré, mercredi, le porte-parole du Saint-Siège. (A.F.P.)

• Le premier ministre israélien, M. Menahem Begin, a été officiellement invité en Roumanie par le président Ceausescu. M. Begin a accepté le principe de cette visite, mais aucune date n'a été fixée. — (A.F.P.)

Iran

TÉHÉRAN CONFIRME — APRÈS L'AVOIR DÉMENTI — LA MISE À MORT DE HUIT RESPONSABLES BAHAIS

Téhéran (A.F.P.). — Huit personnes de confession bahai ont été condamnées à mort et exécutées récemment à Téhéran pour « espionnage au profit de puissances étrangères », a annoncé le mercredi 6 janvier le président de la Cour suprême iranienne, l'ayatollah Mousavi Ardabili. Il avait démenti le dimanche 3 janvier les informations publiées dans la presse occidentale concernant des exécutions (le Monde des 1^{er} et 5 janvier).

Interrogé mercredi par l'agence iranienne IRNA, le président de la Cour suprême a indiqué qu'il ne s'agissait pas d'exécutions pour des motifs religieux. « Il n'y a eu dans cette affaire aucune discrimination », a-t-il déclaré. « Un musulman aurait été également exécuté pour la même accusation », a déclaré l'ayatollah Ardabili.

« Les huit bahais arrêtés le 23 décembre tenaient une réunion de routine de l'assemblée spirituelle nationale, dont ils étaient membres, et au cours de laquelle ils examinaient les problèmes qui se posent à leur communauté. On imagine mal des « espions » prendre le risque de tenir ainsi une réunion de travail avant de transmettre les renseignements à des « puissances étrangères ».

« S'il était vrai que les supplices étaient des « traites », pourquoi a-t-on tenté de garder secrète leur arrestation ? Pourquoi a-t-on observé le silence sur leur procès, qui, selon toute vraisemblance, n'a jamais eu lieu ? Pourquoi les a-t-on enterrés à la nuit, en pleine nuit, sans même que leurs familles en soient averties ? Aurait-on honte à Téhéran d'assassiner qui déshonorerait la justice islamique ? »

ONU

M. JEAN RIPERT SERAIT NOMMÉ DIRECTEUR GÉNÉRAL DU DÉVELOPPEMENT

New-York, Nations unies (Reuters). — M. Jean Ripert va être nommé « numéro deux » du secrétaire général des Nations unies dans le cadre d'un remaniement qui sera prochainement annoncé. 0-6-00 après, mercredi 6 janvier, de source diplomatique.

M. Ripert est actuellement sous-secrétaire général chargé du département des affaires économiques et sociales. Il va être nommé directeur général du développement et de la coopération économique internationale, où il succèdera à M. Kenneth Dziedzic (Ghana).

M. Rafiuddin Ahmed (Pakistan), qui fut chef de cabinet de M. Waldheim, succéderait à M. Ripert à la tête du département des affaires économiques et sociales.

En 1972, ingénieur agronome, M. Ripert a fait partie de l'équipe de Jean Monnet, notamment lors de la négociation sur la Communauté charbonnière, et a fait la plus grande partie de sa carrière au Commissariat au Plan. Il a été directeur général de l'INSEE (1967), puis commissaire au Plan (1973) avant d'être nommé secrétaire général de l'OSU (1978).

AVANT TRANSFORMATIONS

MIEUX QUE DES SOLDES ANNUELS

Prix sacrifiés

COUTURES sur mesure 90 F 100 F
EVALUÉS sur mesure 100 F 120 F
LUNETTES sur mesure 100 F 120 F
PANTALONS sur mesure 100 F 120 F
ROBES sur mesure 100 F 120 F
ET DE COMBINAISONS DE TRAVAIL
SPECIALISTES DES GRANDES TAILLES

Barnett
19, av. Victor-Hugo-16
Ouvert de 9 h 30 à 19 h

RADIO J, sur FM 91,70 MHz

LA RADIO JUIVE

de Paris et sa région
Jeudi 7 janv. à partir de 21 h.
Bernard HENRI LEVY

TAPIS D'ORIENT

POUR LES CONNAISSEURS
POUR LES ACHETEURS SÉRIEUX

Atighetchi

le spécialiste depuis 1894

4, RUE DE PENTHÈVE, 8^e
Métro : Miromesnil - 266.90.43 +
de lundi au samedi inclus.

مَكْزَا مِنَ الْأَصْلِ

de 1.000.000

REÇU EN AUDIENCE PRIVÉE PAR LE PAPE
Le chef de la diplomatie israélienne estime
que les rapports satisfaisants
ont été établis avec le Vatican

De notre correspondant
Jerusalem. Le chef de la diplomatie israélienne, Shimon Peres, a été reçu en audience privée par le pape Jean-Paul II. Le premier ministre israélien a déclaré que les rapports entre Israël et le Vatican étaient satisfaisants. Il a souligné que le pape avait exprimé sa sympathie pour le peuple israélien et sa compréhension des préoccupations de la communauté juive. Peres a également mentionné que les relations diplomatiques entre Israël et le Vatican étaient en constante amélioration.

Iran
Téhéran confirme
l'absence de toute
mise à mort de
personnes

TEHRAN. Le gouvernement iranien a confirmé l'absence de toute mise à mort de personnes. Les autorités ont déclaré que les procédures judiciaires étaient en cours et que les décisions finales seraient prises après une enquête approfondie. Elles ont également souligné que le respect des droits humains était une priorité absolue pour le régime iranien.

ONU
Le Secrétaire général
de l'Organisation
des Nations Unies
a déclaré que la
situation internationale
était préoccupante.

Le Secrétaire général
de l'Organisation
des Nations Unies
a déclaré que la
situation internationale
était préoccupante.

Le Secrétaire général
de l'Organisation
des Nations Unies
a déclaré que la
situation internationale
était préoccupante.

L'EXPRESS

VOTRE ARGENT EN 1982



Placements :
Qu'acheter ? Que vendre ?
Obligations, actions, pierres, forêts,
or, immobilier, œuvres d'art
Les bonnes pistes

LE RENDEZ-VOUS ANNUEL DE L'EXPRESS
TOUT CE QU'IL FAUT SAVOIR POUR QUE VOTRE ARGENT
NE PERDE PAS D'ARGENT EN 1982.

L'EXPRESS

Alice.

Le Monde

politique

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DES 17 ET 24 JANVIER

M. Farandj (P.S.) assimile certains partisans de M. de Bénouville (app. R.P.R.) à des «hitlériens»

La Ligue des droits de l'homme se lance dans la bataille des élections législatives partielles. Dans la douzième circonscription de Paris, elle a organisé, mercredi 6 janvier, dans le préau glacé d'une école de la rue de Wattignies, une réunion de soutien au candidat unique de la gauche, M. Stélio Farandj (P.S.), qui affrontera M. Pierre de Bénouville (app. R.P.R.), candidat sortant de l'opposition.

Participaient à cette réunion, des représentants du P.S.U. du M.R.G., du P.C., de la L.C.R. et du mouvement des démocrates (que préside M. Michel Jobert). Devant une centaine de personnes, tous les «invités» se sont félicités de la tenue de cette «réunion unitaire». Ils ont affirmé leur soutien à M. Farandj et traité son adversaire de «représentant de la droite abrutie et réactionnaire» et de «sous-marin de M. Serge Dassault».

M. Stélio Farandj, agréé d'histoire, qui s'est présenté comme le «candidat de l'union et du changement dans un arrondissement plein de symboles», a

demandé à ses électeurs de «mettre à l'heure leur circonscription, celle de la Bastille, celle du 10 mai», en votant pour lui. Il a annoncé que son premier souci, s'il est élu, sera de créer un comité local pour l'emploi. Il a dénoncé violemment l'attitude de certains membres des comités de soutien à la candidature de M. de Bénouville qui, «tels les hitlériens, crachent sur les professeurs (1). Quand les gens s'abaissent à ce niveau, c'est une exigence morale que de les chasser», a-t-il dit.

Dans la matinée du mercredi 6 janvier, M. de Bénouville, accompagné par M. Chirac et le député de la onzième circonscription, M. Jacques Fernin (app. U.D.P.), a présenté ses vœux aux commerçants des rues de Châteauneuf et de Wattignies.

(1) M. Lionel Stoléru (P.R.), ancien secrétaire d'Etat, écrit, dans la lettre de soutien, qu'il a adressée à M. de Bénouville : «M. de Bénouville, qui est un homme de bien, ne comprend rien à la dignité du travail».

M. Chirac : le socialisme est une doctrine dépassée, mauvaise et inhumaine

Dans la deuxième circonscription de Paris, où M. Jacques Dominati, ancien député U.D.F., candidat «républicain d'union», se présente contre M. Pierre Dabestes (app. P.S.), député invalidé, M. Jacques Chirac a présidé, mercredi soir, un meeting de soutien en faveur du premier.

Organisée à l'initiative du R.P.R., cette réunion a regroupé quelque mille deux cents personnes, parmi lesquelles M. Gilbert Gazier, député U.D.F. du seizième arrondissement de Paris. Après que MM. Foss, secrétaire général du R.P.R., Toubon et Tiberi, députés R.P.R., eurent pris la parole, M. Chirac a lancé son appel à tous les électeurs de l'opposition.

Il a poursuivi : «Toutes les expériences socialistes se sont terminées dans l'échec et le désastre. Le socialisme est une doctrine dépassée, mauvaise et inhumaine. Ce qui veut le chef de l'Etat, et il ne le cache pas, c'est une transformation très pro-

fonde de notre société. La majorité de nos concitoyens seraient bien contents d'être conduits à une situation d'assiette. Les gens qui ont de l'énergie sont les moins nombreux. C'est comme cela que l'on engage un peuple sur la voie de la décadence.

Le socialisme est une doctrine à la fois dépassée, mauvaise et inhumaine, qui tend à l'asservissement de l'homme. C'est en résonnant avec ces idées que nous nous sommes réunis ce soir. Nous sommes convaincus que nous redonnerons confiance aux Français pour qu'ils n'aient plus d'hommes capotés de créer de la richesse et de la redistribution. Enfin, M. Chirac a lancé : «Si ces élections sont gagnées par l'opposition, ce sera une victoire de la municipalité et du maire de Paris. Si elles sont gagnées par les socialistes, on aura exploité la défaite du maire de Paris à un jeu des élections municipales».

La rencontre P.S.-P.C.F.

LES PRÉSIDENTS DES GROUPES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE PARTICIPERONT À LA DISCUSSION

Les délégations du parti socialiste et du parti communiste, qui doivent se rencontrer le vendredi 8 janvier à 10 heures au siège du P.C.F., comprendront chacune sept membres, outre les chefs des deux partis, MM. Lionel Jospin et Georges Marchais. De ce côté socialiste, il s'agit de MM. Pierre Jose, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, Jean Popere, Marcel Debarge, Paul Quilès, Michel Charrel, Mme Martine Brunon et M. Michel de la Forrière, membres du secrétariat national.

La délégation communiste comprendra MM. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, membre du bureau politique, Paul Laurent, Maxime Gremetz, membres du secrétariat, Roland Leroy, Pierre Jospin, Mme Madeleine Vincent et M. Guy Serrier, membres du bureau politique.

PRESSE

Nouveau quotidien

«PRÉSENT» SE SITUE À L'EXTRÊME DROITE

Le nouveau quotidien Présent, dont l'équipe de rédaction se situe à l'extrême droite, a fait paraître son premier numéro le mardi 5 janvier. Edité sur quatre pages, format tabloïd, il est vendu 4 F.

Dans l'éditorial du n° 1, M. Romain Marie, directeur de la publication, écrit notamment : «Grâce à ce journal que nous avons voulu, que nous allons ensemble modeler et faire grandir, nous sommes moins démunis pour discuter et combattre les mensonges du monde moderne...»

«Que ceux qui se désolent des divisions stériles du camp des forces chrétiennes et nationales représentent espoir, car de l'expression loyale des différences peut naître une émulation salutaire».

Le directeur de Présent reconnaît que l'ont n'est pas encore gagné, que le nombre initial d'abonnés qui nous paraissait nécessaire pour démarrer n'a pas été atteint.

Le nombre d'abonnements hebdomadaires s'élève à 6.000, ce qui couvrirait déjà six mois de trésorerie. Le journal, qui paraîtra cinq fois par semaine, est diffusé exclusivement par abonnement (un an : 360 F; six mois : 180 F).

Outre M. Romain Marie, directeur-gérant de Présent, l'équipe de rédaction comprend les journalistes Jean Madiran et François Brigneau, directeur politique et directeur de la rédaction, et M. Hugues Kéray, rédacteur en chef.

Présent, 5, rue d'Anaboule, 75002 Paris. Tél. : 297-51-20.

soldes
Chemises
Arrow
valeur 185 F
démarrées à
119 F
et tout le prêt-à-porter de luxe
Jockey-Club
240 bis, boulevard Saint-Germain
Métro : Bc. 548.28.77

Le communiqué

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi matin 6 janvier, au palais de l'Élysée sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des travaux, le communiqué officiel suivant a été publié :

STATUT PARTICULIER DE LA CORSE

Conformément à la décision prise par le gouvernement le 23 décembre 1981, le conseil des ministres a adopté, sur proposition du ministre de l'Intérieur, un premier projet de loi qui érige la région de Corse en une collectivité territoriale.

Le projet de loi fixe les règles administratives propres à la région de Corse. L'élection au suffrage universel des seize conseillers de la nouvelle assemblée élue pour six ans aura lieu en juillet prochain après le renouvellement des listes électorales. Elle se fera selon la règle de la représentation proportionnelle, l'ensemble des électeurs de la Corse constituant pour la circonstance une circonscription électorale unique. L'effectif de la collectivité territoriale sera constitué de tous les trois ans par l'Assemblée. Ce projet de loi sera soumis au Parlement immédiatement après le vote de la loi de décentralisation, au cours de la session extraordinaire de janvier 1982.

(Lire page 10.)

CONSEIL DES PRUD'HOMMES

Le conseil des ministres a adopté un projet de loi sur les conseils de prud'hommes. Ces dispositions, sans modifier la physionomie actuelle de l'ordre social, celles-ci seront appliquées à l'ensemble des entreprises de l'industrie et du commerce après consultation des partenaires sociaux, du Conseil d'Etat et des organismes concernés, selon le calendrier suivant :

JANVIER : Ordonnance sur les contrats de solidarité dans le secteur industriel et commercial, ordonnance sur les contrats de solidarité des collectivités locales, ordonnance sur la réduction de la durée du travail, ordonnance sur le travail temporaire, ordonnance sur le contrat à durée déterminée.

FÉVRIER : Ordonnance relative à la conclusion de contrats de solidarité avec les entreprises du secteur tertiaire, ordonnance sur le travail à temps partiel dans le secteur privé, ordonnance sur l'abaissement de l'âge de la retraite et les conseils actifs/retraite.

MARS : Ordonnance sur le travail à temps partiel dans la fonction publique, ordonnance sur le chômage-secours, ordonnance relative à la cessation d'activité des agents de l'Etat, ordonnance relative à l'insertion sociale et professionnelle des jeunes de seize à dix-huit ans.

Les décrets d'application nécessaires seront préparés en même temps que les ordonnances.

RÉFORMES EN NOUVELLE-CALÉDONIE

Le conseil des ministres a adopté un projet de loi autorisant le gouvernement à promouvoir, par ordonnance, les réformes nécessaires en Nouvelle-Calédonie.

Ces réformes sont destinées à favoriser l'accès de tous les Néo-Calédoniens à un partage plus égal des responsabilités dans tous les domaines : politique, économique, social et culturel. A ce titre, seront prises dans les meilleurs délais les mesures relatives à l'organisation administrative du territoire et à son statut, au régime de la propriété foncière, à l'organisation judiciaire et à la création d'institutions culturelles.

(Lire page 23.)

AUGMENTATION DES TRAITEMENTS DES FONCTIONNAIRES

Le conseil des ministres a approuvé un décret majorant les traitements des fonctionnaires de 3,50 % au 1er janvier 1982 et portant ainsi la rémunération minimale dans la fonction publique à 3.566,03 francs net par mois.

Par rapport au 1er janvier 1981, l'augmentation des traitements des fonctionnaires s'élève à 14,30 %, ce qui permet de les aligner, ainsi que les pensions, sur l'évolution de l'indice des prix de l'INSEE.

En outre, depuis le mois d'août, diverses mesures particulières ont été prises en faveur des agents les plus modestes, dont les traitements ont été majorés de 1,50 %.

POLOGNE

Le ministre des relations extérieures a rendu compte des conclusions de la réunion des dix ministres des affaires étrangères de la Communauté européenne, le 4 janvier à Bruxelles, au cours de laquelle ont été examinés les développements de la crise polonaise. Le gouvernement a réaffirmé à cette occasion qu'il poursuivait son action diplomatique en faveur du peuple polonais. La France est décidée à maintenir son aide humanitaire et à intensifier son aide humanitaire, sous forme de farine, de produits de lait et de médicaments. Les engagements qui ont été pris au titre de la campagne 1981-1982 ne sont en aucune façon remis en cause. Tous les contrats qui ont été signés seront exécutés. Des négociations sont en cours pour fixer les modalités des nouvelles livraisons.

(Lire page 4.)

RELATIONS EXTERIEURES

Le ministre des relations extérieures a rendu compte au conseil de ses récentes visites à l'étranger.

CHYPRE

Le conseil s'est félicité des conditions nouvelles dans lesquelles peut se développer une étroite collaboration entre la France et la Grèce. Par ailleurs, l'attention du conseil a été attirée sur la tension qui existe actuellement en Méditerranée orientale, notamment à Chypre.

ETHIOPIE

Le conseil a noté avec satisfaction les propositions des autorités éthiopiennes pour un renforcement de la coopération avec la France dans les domaines culturel et économique.

EGYPTE

Trois membres du gouvernement ont été reçus en visite officielle en Egypte dans les derniers jours d'une part, pour participer à la semaine franco-égyptienne de la jeunesse, d'autre part, pour des conversations ponctuelles dans le domaine des armements, auxquelles a participé le ministre de la défense, et une discussion de politique générale égyptienne la prochaine visite du président égyptien au président de la République française.

De nombreuses convergences d'analyses des deux pays ont été ainsi mises en évidence; elles laissent prévoir une étroite collaboration dans de multiples secteurs et la possibilité d'harmoniser dans la région les efforts pour une juste paix au Proche-Orient.

CONSEIL DES COMMUNAUTÉS DES MINISTRES CHARGÉS DU BUDGET

Le ministre délégué auprès du ministre des finances, chargé des affaires européennes, a rendu compte au conseil des ministres des travaux du Conseil des communautés du 15 décembre.

PRÉPARATION DES ORDONNANCES

Après la décision du Conseil constitutionnel déclarant conforme à la Constitution le projet de loi d'orientation autorisant le gouvernement à prendre par ordonnances des mesures d'ordre social, celles-ci seront adoptées par le conseil des ministres après consultation des partenaires sociaux, du Conseil d'Etat et des organismes concernés, selon le calendrier suivant :

JANVIER : Ordonnance sur les contrats de solidarité dans le secteur industriel et commercial, ordonnance sur les contrats de solidarité des collectivités locales, ordonnance sur la réduction de la durée du travail, ordonnance sur le travail temporaire, ordonnance sur le contrat à durée déterminée.

FÉVRIER : Ordonnance relative à la conclusion de contrats de solidarité avec les entreprises du secteur tertiaire, ordonnance sur le travail à temps partiel dans le secteur privé, ordonnance sur l'abaissement de l'âge de la retraite et les conseils actifs/retraite.

MARS

Ordonnance sur le travail à temps partiel dans la fonction publique, ordonnance sur le chômage-secours, ordonnance relative à la cessation d'activité des agents de l'Etat, ordonnance relative à l'insertion sociale et professionnelle des jeunes de seize à dix-huit ans.

INONDATIONS

Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation a fait le point des mesures de solidarité nationale pour faire face aux dommages causés par les crues de la mi-décembre, compte tenu des décisions prises le 23 décembre par le conseil des ministres, des engagements du président de la République lors de ses visites sur place le 24 décembre et des premières conclusions de la mission interministérielle.

En complément aux secours d'urgence, les comités départementaux du fonds de secours ont reçu les crédits nécessaires aux premières aides, les avances de trésorerie des CODEFI ont été prolongées et les préfets interviennent pour que les échelons des entreprises sinistrées soient reportés. Ces entreprises bénéficieront de l'exonération des charges sociales des personnels en chômage technique, et le ministre de l'Économie et des finances a donné des instructions aux compagnies d'assurance pour couvrir au plus vite les dommages aux automobiles et reporter les délais de paiement.

LA LOI D'ORIENTATION SOCIALE EST CONFORME À LA CONSTITUTION

Le Conseil constitutionnel a déclaré conforme à la Constitution la loi d'orientation autorisant le gouvernement à prendre par ordonnances des mesures d'ordre social. Dans leur séance du mardi 5 janvier, les membres du Conseil se sont prononcés sur le recours déposé le 23 décembre par six députés R.P.R. et U.D.F. et visant à faire reconnaître l'inconstitutionnalité de plusieurs dispositions de la loi.

La saisine de l'opposition portait sur cinq des neuf points du texte : la retraite à solde, l'article 1-4; la modification des dispositions relatives aux pensions et aux retraites des agents de l'Etat (article 1-5); la limitation du cumul entre une pension de retraite et le revenu d'une activité professionnelle (article 1-6); le principe en charge par l'Etat des cotisations de Sécurité sociale incombant normalement aux employeurs dans le cadre des contrats de solidarité (article 1-7); enfin, la mise en place par les collectivités locales d'un contrat de solidarité d'un système contractuel de cessation anticipée d'activité pour leurs agents (article 1-8).

Olivier FRANC
JAZZ QUINTET
Concerts ★ Bats ★ Animation
8, RUE DU DR-HEULIN - 75017 PARIS
Téléph. : 228-67-46

A partir du 7 Janvier
à 10 h
Soldes
de sacs et bagages
18, bd Haussmann
Métro : Richelieu-Drouot

SANTÉ: faut-il, là aussi, nationaliser?

Bientôt le Ministère de la Santé présentera un projet de loi qui va bouleverser le système de santé auquel les Français sont attachés.

Ce projet, nous en connaissons la logique. C'est celle de l'étatisation, c'est le carcan de la bureaucratie, c'est la limitation du choix de son praticien par le malade. C'est la création de Centres de Santé Intégrés, fonctionnalisés et politisés.

A terme, c'est la disparition du système de santé "à la Française", fondé sur la liberté et la responsabilité des professionnels et sur la liberté de choix des malades.

Devant ces menaces, Solidarité Médicale s'est créée. En un mois, 50 Syndicats ou Associations nous ont rejoint.

Le 8 JANVIER, nous démontrerons notre unité, notre force et notre détermination.

Si l'avenir de la Santé des Français vous concerne, vous devez nous rejoindre le 8 JANVIER.

CONVENTION NATIONALE SOLIDARITÉ MÉDICALE

VENDREDI 8 JANVIER DE 14 A 18 HEURES
Grand Auditorium PALAIS DES CONGRÈS
Porte Maillot à Paris.

Renseignements. Inscriptions. 294.13.28.25, rue de Madrid 75008 PARIS.

فكرنا من الأصل

delia 50

communiqué

Le communiqué du conseil des ministres du 6 janvier a décidé le mouvement préfectoral suivant :

REPRÉSENTANT DU GOUVERNEMENT A MAYOTTE : M. BONNET.

M. Yves Bonnet, sous-préfet hors classe, sous-préfet de Dunkerque, est nommé préfet, représentant du gouvernement à Mayotte.

M. Pierre Sevellec, préfet, représentant du gouvernement à Mayotte, est admis à sa demande au congé spécial.

HAUTE-MARNE : M. LAN-DOUZY.

M. Bernard Landouzy, préfet hors cadre, est nommé préfet de la Haute-Marne.

M. Jean Landouzy, ancien directeur de l'Ena, occupé en 1980 et 1981 les fonctions de chef de cabinet des préfets de Saône (Algérie) et du Calvados. En 1982, il est mis à la disposition du préfet de la région Midi-Pyrénées. En 1983, il est chargé des fonctions de secrétaire général du Morbihan. Nommé sous-préfet de Brest en août 1975, il devient préfet de la Réunion en avril 1977 avant d'être nommé préfet hors cadre en avril 1982.

LOT-ET-GARONNE : M. BLANC.

M. Pierre Blanc, préfet, secrétaire général pour l'administration de la police de Paris, est nommé préfet de Lot-et-Garonne.

M. Pierre Blanc a notamment occupé les fonctions de secrétaire général des Basses-Alpes (1961-1965), sous-préfet de Lannion (1965-1967), secrétaire général du Tarn (1967-1972), sous-préfet de Morlaix (1972-1975), avant d'être chargé, de 1975 à 1978, de l'administration de la police de Marseille. Directeur adjoint du cabinet du préfet de police de Paris à partir de juillet 1978, il était, depuis février 1980, secrétaire général pour l'administration de la police de Paris.

MEUSE : M. SIEGEL.

M. Maurice Siegel, sous-directeur au ministère de l'Economie

et des finances, est nommé préfet de la Meuse.

M. Maurice Siegel, ancien élève de l'Ena (promotion Albert Thomas, 1956), a effectué toute sa carrière au ministère de l'Economie et des finances à la direction de la dette publique qui a pris l'appellation de service des pensions en 1977. Administrateur civil en août 1981 et chef de bureau en octobre 1981, il est sous-directeur depuis le 10 août 1982.

HAUTE-MARNE : M. LAN-DOUZY.

M. Bernard Landouzy, préfet hors cadre, est nommé préfet de la Haute-Marne.

M. Jean Landouzy, ancien directeur de l'Ena, occupé en 1980 et 1981 les fonctions de chef de cabinet des préfets de Saône (Algérie) et du Calvados. En 1982, il est mis à la disposition du préfet de la région Midi-Pyrénées. En 1983, il est chargé des fonctions de secrétaire général du Morbihan. Nommé sous-préfet de Brest en août 1975, il devient préfet de la Réunion en avril 1977 avant d'être nommé préfet hors cadre en avril 1982.

LOT-ET-GARONNE : M. BLANC.

M. Pierre Blanc, préfet, secrétaire général pour l'administration de la police de Paris, est nommé préfet de Lot-et-Garonne.

M. Pierre Blanc a notamment occupé les fonctions de secrétaire général des Basses-Alpes (1961-1965), sous-préfet de Lannion (1965-1967), secrétaire général du Tarn (1967-1972), sous-préfet de Morlaix (1972-1975), avant d'être chargé, de 1975 à 1978, de l'administration de la police de Marseille. Directeur adjoint du cabinet du préfet de police de Paris à partir de juillet 1978, il était, depuis février 1980, secrétaire général pour l'administration de la police de Paris.

MEUSE : M. SIEGEL.

M. Maurice Siegel, sous-directeur au ministère de l'Economie

et des finances, est nommé préfet de la Meuse.

M. Maurice Siegel, ancien élève de l'Ena (promotion Albert Thomas, 1956), a effectué toute sa carrière au ministère de l'Economie et des finances à la direction de la dette publique qui a pris l'appellation de service des pensions en 1977. Administrateur civil en août 1981 et chef de bureau en octobre 1981, il est sous-directeur depuis le 10 août 1982.

officiel du conseil des ministres

ment des primes pour les ministres. La mission interministérielle proposée, pour le 13 janvier au plus tard, des mesures exceptionnelles en faveur des collectivités locales, qui vont être d'ores et déjà remboursées de leurs dépenses de secours par l'Etat (-).

RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

A la suite de la communication qu'il avait présentée le 23 décembre dernier, le ministre d'Etat, ministre de la recherche et de la technologie a exposé les grandes lignes du futur projet de loi d'orientation et de programmation pour la recherche et le développement technologique.

Cette loi fixera d'abord les grandes orientations de la politique de recherche et du développement technologique : une politique ambitieuse de la formation à la recherche, la reconnaissance de la spécificité des métiers de la recherche dont la loi fixera les principes généraux, la démocratisation des institutions de recherche et l'adaptation du rôle des régions, la valorisation de la recherche française au bénéfice de la collectivité nationale et la mise en œuvre simultanée du progrès social en faveur des personnels de recherche, l'importance de l'information scientifique et de la culture

technique, le développement de la coopération internationale.

La loi précisera la programmation des principaux moyens à mettre en œuvre dans le cadre de ces orientations et, comme il est de règle pour tout engagement pluriannuel, en consécration des équilibres généraux.

L'objectif fixé par le président de la République de porter l'effort de recherche et de développement à 2,5 % du P.R. en 1985 concorde avec cette ambition. Sa réalisation suppose une progression très importante de l'effort de la recherche et d'innovation des entreprises qui, aujourd'hui, se situe très largement en deçà de celle de nos principaux partenaires internationaux. Des moyens budgétaires y pourvoient. Mais l'effort public de recherche — appuyé sur une vigoureuse politique de recrutement des personnels de recherche dans le Plan intermédiaire — ne saurait être suffisant. Il faut donc que les entreprises, et en particulier les grandes entreprises, prennent une part plus importante dans le développement de la recherche et du développement technologique.

La loi prévoit que les entreprises, et en particulier les grandes entreprises, prennent une part plus importante dans le développement de la recherche et du développement technologique.

LUTTE CONTRE LA TOXICOMANIE

Le conseil des ministres, après avoir entendu une communication du ministre de la santé nationale, a estimé que la toxicomanie, qui se répand, exige qu'une action vigoureuse soit entreprise.

Sans négliger l'impératif d'une répression plus sévère du trafic des drogues et le développement des moyens de réinsertion des toxicomanes, il convient avant tout de mener une politique élargie de prévention. Pour coordonner cette politique, le gouvernement a créé un comité interministériel qui réunira les différents ministères compétents, sous la présidence du premier ministre.

Afin de donner à la prévention et à la réinsertion toute l'importance qu'elles doivent avoir, la vice-présidence de ce comité est confiée au ministre de la santé nationale, auquel est adjointe une mission permanente chargée de préparer les travaux du comité interministériel et de veiller à l'exécution de ses décisions.

La croissance du budget de la recherche sera fixée dans la loi de programmation

Le communiqué du conseil des ministres appelle au moins trois remarques. Tout d'abord, ce texte fait état du futur « projet de loi d'orientation et de programmation pour la recherche et le développement technologique », et non d'une simple loi d'orientation. La différence est importante, et, au ministère de la recherche et de la technologie, on ne cache pas sa satisfaction d'avoir obtenu un accord sur les orientations qui concernent les grands principes, les statuts du personnel de recherche, etc., et sur une programmation proprement dite, qui fixera en particulier les grands équilibres et les principaux taux de croissance des grandes masses budgétaires.

Ensuite, le communiqué indique que le budget civil de recherche et de développement de l'Etat augmentera, dans les années qui suivront, de 17,6 % en volume par an. Ce taux de croissance, inscrit

LUTTE CONTRE L'INFLATION

Le ministre de l'Economie et des finances a présenté une communication sur la politique de lutte contre l'inflation.

Le ralentissement de la hausse des prix est une condition de la poursuite du redressement actuel de l'économie française. Pour que la consommation croisse régulièrement, il faut que les prix s'élèvent moins rapidement que les revenus des familles françaises. Pour que la production industrielle progresse durablement, elle doit rester compétitive par rapport à la concurrence étrangère. La lutte prioritaire contre le chômage appelle donc une action

MOUVEMENT PRÉFECTORAL

Le conseil des ministres du 6 janvier a décidé le mouvement préfectoral suivant :

REPRÉSENTANT DU GOUVERNEMENT A MAYOTTE : M. BONNET.

M. Yves Bonnet, sous-préfet hors classe, sous-préfet de Dunkerque, est nommé préfet, représentant du gouvernement à Mayotte.

M. Pierre Sevellec, préfet, représentant du gouvernement à Mayotte, est admis à sa demande au congé spécial.

HAUTE-MARNE : M. LAN-DOUZY.

M. Bernard Landouzy, préfet hors cadre, est nommé préfet de la Haute-Marne.

M. Jean Landouzy, ancien directeur de l'Ena, occupé en 1980 et 1981 les fonctions de chef de cabinet des préfets de Saône (Algérie) et du Calvados. En 1982, il est mis à la disposition du préfet de la région Midi-Pyrénées. En 1983, il est chargé des fonctions de secrétaire général du Morbihan. Nommé sous-préfet de Brest en août 1975, il devient préfet de la Réunion en avril 1977 avant d'être nommé préfet hors cadre en avril 1982.

LOT-ET-GARONNE : M. BLANC.

M. Pierre Blanc, préfet, secrétaire général pour l'administration de la police de Paris, est nommé préfet de Lot-et-Garonne.

M. Pierre Blanc a notamment occupé les fonctions de secrétaire général des Basses-Alpes (1961-1965), sous-préfet de Lannion (1965-1967), secrétaire général du Tarn (1967-1972), sous-préfet de Morlaix (1972-1975), avant d'être chargé, de 1975 à 1978, de l'administration de la police de Marseille. Directeur adjoint du cabinet du préfet de police de Paris à partir de juillet 1978, il était, depuis février 1980, secrétaire général pour l'administration de la police de Paris.

MEUSE : M. SIEGEL.

M. Maurice Siegel, sous-directeur au ministère de l'Economie

Pour son quatre-vingt-dixième anniversaire

M. PINAY A RÉUNIR SES ANCIENS MINISTRES DE 1952

A l'occasion de son quatre-vingt-dixième anniversaire, M. Antoine Pinay — né le 30 décembre 1891 — a réuni, mercredi 6 janvier à Paris, les anciens membres du gouvernement qu'il avait dirigé de mars à décembre 1952, ainsi que ses anciens collaborateurs.

Se sont ainsi retrouvés, MM. Jean Lehoucq, André Morice, Pierre Pflimlin, Eugène Claudius-Petit, Paul Ribeyre, Raymond Marcellin, Maurice Schumann et Guy Petit, auxquels s'étaient joints M. Maurice Bourgoin-Mannoury, qui fut président du conseil en juin 1957, M. René Pleven, empêché, s'était fait excuser.

Constitué le 9 mars 1952, le gouvernement Pinay comptait seize ministres et quatre secrétaires d'Etat. En mars, sept secrétaires d'Etat supplémentaires avaient été nommés, et un autre en septembre. Démissionnaire le 23 décembre 1952, M. Pinay avait été remplacé par René Mayer, investi par l'Assemblée nationale le 7 janvier 1953.

Le gouvernement Pinay avait succédé au gouvernement Edgar Faure, auquel l'Assemblée avait refusé, le 28 février 1952, la « confiance » qu'il sollicitait sur une demande d'augmentation des impôts.

LA BIÈRE 33

BIÈRE 33 EXTRA DRY. UN PLAISIR PLUS FORT.

ÉDUCATION

La préparation de la rentrée 1982

Concertation et lutte contre les disparités sociales

Bien qu'elles n'aient pas encore paru au « Bulletin officiel » de l'éducation nationale, plusieurs circulaires, dites « rentrées », ont été signées par M. Alain Savary ou par des directeurs au ministère de l'éducation nationale. Ces textes portent sur la préparation de la prochaine rentrée de septembre. Ils ont été élaborés après concertation avec les syndicats d'enseignants et les fédérations de parents d'élèves.

Les circulaires concernent l'utilisation des moyens nouveaux, les zones d'éducation prioritaire, les collèges, les procédures d'orientation des élèves et le rôle des personnels non enseignants. Trois

idées force s'en dégagent : la volonté réitérée de lutter contre les inégalités, de permettre au système éducatif d'être mieux armé pour atténuer les échecs scolaires et les disparités sociales, l'importance plusieurs fois répétée de la concertation des responsables de l'éducation avec leurs partenaires, et singulièrement avec les parents d'élèves, enfin, le rôle encore insuffisamment défini, mais nettement affirmé, des équipes qui devraient constituer tous ceux qui, à commencer par les enseignants, participent à l'action éducative.

Timides et limitées, ces perspectives ébauchent néanmoins les linéaments de

la politique scolaire du gouvernement. A défaut de bouleversements, des directions sont indiquées qui ne manquent pas de cohérence. Comme s'il craignait de casser l'outil de l'éducation nationale par des « remèdes de cheval », le ministre avance avec précaution. Entre la prudence et l'audace imaginative, il a choisi. C'est une méthode. Mais, à ce rythme, il faudra encore beaucoup de pas, beaucoup de temps, pour qu'un système éducatif, caractérisé par une inertie hors de mesure, opère la révolution qu'il ne peut éviter, sauf à déprimer avec ou sans soubresauts.

CHARLES VIAL.

ZONES PRIORITAIRES : éviter le ghetto scolaire

Dans une circulaire sur « les zones prioritaires et les programmes d'éducation prioritaire », le ministre complète et précise le texte qu'il avait signé le 1^{er} juillet 1981 (le Monde du 7 juillet 1981). Il reconnaît que, l'été dernier, les recteurs et les inspecteurs d'académie avaient dû agir dans une certaine précipitation. Il leur demande de mettre à profit le temps dont ils disposent avant la rentrée pour éviter la confusion entre les actions prioritaires visant à « l'amélioration générale » du système éducatif, et « le renforcement sélectif de l'action éducative en certaines zones ». Ce renforcement sélectif est, à ses yeux, « un instrument privilégié de lutte contre les inégalités sociales ». Il bénéficiera non seulement de moyens supplémentaires sous la forme de mille sept cents postes inscrits au budget de 1982, mais aussi de l'utilisation de moyens existants.

La notion de zone prioritaire et de moyens sélectifs groupés en « programmes d'éducation prioritaire » repose sur le constat de la

relation entre les taux d'échecs et d'abandons scolaires et l'environnement socio-économique. « Autant que l'adaptation de l'appareil scolaire », écrit M. Savary, « c'est la conjonction des difficultés dues aux insuffisances constatées dans différents domaines, et notamment ceux du travail, des loisirs, de l'habitat, de la sécurité, qui caractérise la zone prioritaire ».

Le choix d'une zone se fera donc par une approche « globale », étendue à des « domaines » de l'environnement social, et non seulement les représentants des personnels, mais aussi les élus locaux, les services régionaux et locaux des autres départements ministériels (santé, travail, temps libre, agriculture, équipement...), les organismes et associations culturelles, sportifs, socio-éducatifs, les sociétés de l'I.M.M., les chambres de commerce et d'industrie, les chambres des métiers devront y participer. Pour la rentrée 1982 au moins, des créations de zones « représentatives » seront effectuées. Les zones « locales » seront privilégiées.

Une équipe d'animation

Un projet propre à chaque zone prioritaire sera défini, des objectifs et des moyens seront programmés, l'action s'étendra sur plusieurs années, mais il faudra éviter d'envisager une « assistance permanente » qui risquerait d'écarter la concertation de « ghettos scolaires ».

Le ministre insiste sur l'importance, dans la préparation de ces projets, d'une « étroite collaboration » entre les équipes éducatives des établissements concernés, les usagers, les élus locaux et d'autres partenaires de l'éducation, afin que « non seulement les enseignants mais l'ensemble des acteurs du système éducatif se saisissent des solutions à apporter ». Les conseils d'établissement se prononceront sur ces projets, qui ne devront pas constituer un simple renforcement des moyens traditionnels mais comporter des « mesures qualitatives » portant sur les personnels, les équipements, la pédagogie et le « climat scolaire ». Celui-ci sera amélioré par le développement des centres de

documentation et d'information, des foyers socio-éducatifs, du sport scolaire, par le renforcement du rôle des délégués d'élèves.

Les agents affectés dans les zones prioritaires devront être motivés et préparés à cet effet. Des actions seront décidées pour les adultes, les parents d'enfants en difficulté, les jeunes de seize à vingt ans qui n'ont pu suivre un projet suffisant de la scolarité obligatoire.

Enfin, une « équipe d'animation » sera mise en place pour chaque projet de zone prioritaire. Elle sera animée par des « compétences variées », et ne sera donc pas limitée au personnel enseignant. Cette équipe sera complétée par une autre, signalée elle aussi par M. Savary, et consacrée à l'utilisation des moyens nouveaux ouverts au budget 1982. Le ministre précise que « pour l'avenir, l'effort qualitatif et sélectif en faveur des zones prioritaires doit s'inscrire dans la généralisation des dispositions d'ordre quantitatif ». — C. V.

ORIENTATION : combattre les inégalités

« Les inégalités socio-culturelles se manifestent dans le domaine de l'orientation comme en matière d'éducation ». La note de service destinée à chaque chef d'établissement au cours de cette année scolaire a donc pour objectif de combattre ces inégalités pour « permettre à chaque jeune de reconstruire la formation de niveau le plus élevé compatible avec ses goûts, ses aspirations et ses capacités ». Cela, en associant « de manière la plus étroite possible les familles au déroulement de l'information, de l'orientation et de l'affectation », et notamment celles « qui jusqu'ici étaient restées à l'écart ».

Sur ce dernier point, le texte propose quatre mesures générales :

— Des actions d'information « ouvertes sur les réalités » doivent être préparées « en équipe » sous la responsabilité du chef d'établissement. La participation des délégués de parents et d'élèves est recommandée ;

— « Les choix et besoins d'orientation sont formulés par les parents d'élèves, mais il est indispensable que les jeunes expriment aussi leurs intentions en la matière. Un emplacement sera donc prévu pour recueillir les propositions préparatoires à l'orientation » ;

— La procédure d'appel devient « automatique ». En même temps que l'expression par écrit de son choix pour l'orientation qui a sa préférence, c'est-à-dire quinze jours avant le conseil de classe du troisième trimestre, l'appel susceptible d'intervenir au cas où les propositions de ce conseil seraient en désaccord avec les choix exprimés ;

— L'absence de notification des propositions du conseil. Si la famille refuse de choisir la forme de l'appel, cela signifie qu'elle accepte la future décision du conseil de classe. Ce recours à l'appel est étendu à chaque classe des lycées et collèges, et à l'enseignement professionnel (L.S.P.).

— L'affectation : des représentants des parents d'élèves participeront à la commission chargée d'affecter les élèves en fonction des décisions d'orientation.

D'autres mesures sont plus particulièrement destinées à améliorer le fonctionnement même de l'orientation. Des liaisons entre les collèges, les lycées et les L.S.P. sous forme, par exemple, de visites dans les différents établissements ou de rencontres entre les élèves, parents et personnels de ces établissements permettront ainsi une meilleure « connaissance réciproque ». D'autre part, pour éviter les abandons en cours d'études, les professeurs et le conseiller d'orientation devront chercher à avoir connaissance de ces intentions, puis rencontrer l'élève et ses parents afin d'envisager les moyens de le faire persévérer dans la formation choisie. Des aménagements pédagogiques ou de vie scolaire, par exemple.

Cette procédure devrait être mise en œuvre dès cette année scolaire en classe de cinquième, de troisième et de seconde.

L'issue de la classe de cinquième, l'élève qui n'est pas orienté en première année de préparation au C.A.P. (quatrième année préparatoire du L.S.P.), en classe préparatoire de niveau (C.P.P.N.) ou en classe préparatoire à l'apprentissage (C.P.A.) sans l'accord de la famille.

A chaque palier d'orientation, la procédure commence par un « dialogue » au cours du second trimestre : les familles font connaître leurs intentions qui, examinées par le conseil de classe du deuxième trimestre, servent de base au « dialogue » établi par le professeur principal et le conseiller d'orientation au cours du troisième trimestre. Dans ce cas, l'appel intervient sans délai ;

— Les conseils de classe de troisième, de seconde et de première année de préparation au C.A.P. (quatrième année préparatoire du L.S.P.), en cabinet du premier ministre, M. Chaban-Delmas (1980), il avait été nommé préfet du Lot-et-Garonne le 28 octobre 1977.

— Lorsque toutes les étapes de l'orientation sont terminées, l'affectation est faite par l'inspecteur d'académie, assisté d'une commission, en tenant compte des vœux des familles, des avis du conseil de classe et des possibilités d'accueil des établissements. — C. A.

FAITS ET JUGEMENTS

La langue attente

du baron Ferdinand Fourn

Montpellier. — La cour d'appel de Montpellier a constaté, mardi 5 janvier, qu'il y avait prescription pour ce qui concerne la plainte en diffamation de M. Jean Besset, directeur de la cave coopérative de la Blanquette de Limoux, contre le baron Ferdinand Fourn après la publication dans la presse régionale et nationale de communications émanant de ce dernier. M. Besset a été condamné à une première instance, le tribunal correctionnel de Carcassonne avait, le 19 août (le Monde du 21 août), constaté que l'action pénale était éteinte et avait estimé que, pour l'action civile, il convenait d'attendre la décision au fond de la cour d'appel de Toulouse saisi d'une procédure d'entraves à la liberté des enchères intentée par le baron Fourn.

M. Besset avait, en effet, acquis le domaine de la Tour de la Bado, propriété du baron Fourn en juillet 1978. Mais ce dernier, estimant que les enchères avaient été faussées, avait demandé à la justice de le faire annuler. Cette date, il attend, réclame, la justice de le faire annuler. M. Robert Bado, maître de Limoux (P.S.), a en effet, été inculpé d'entraves à la liberté des enchères le 27 septembre 1979. Un deuxième mandat d'arrêt a été ordonné, en mars 1981, par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Toulouse. — (Corresp.)

● Suicide d'un détenu. — Un détenu de nationalité algérienne, âgé de dix-huit ans, Mohamed Sabar Anani, s'est donné la mort, lundi 4 janvier dans sa cellule de la maison d'arrêt de Bourg-en-Bresse (Ain), en se pendant à l'aide d'un drap. Mohamed Sabar Anani a été arrêté en octobre 1981 après avoir commis un hold-up à Thoiry (Ain) et était en détention préventive.

Un séisme provoque

de légers dégâts dans

les Pyrénées-Atlantiques

Un tremblement de terre s'est produit le 3 janvier à 17 h 31 ms à 53 secondes dans les Pyrénées-Atlantiques. La secousse avait une magnitude de 5 (très voisine de celle du séisme qui avait secoué le sud de la France le 29 février 1980) et son épicentre est situé vraisemblablement entre Mauléon et Saint-Jean-Pied-de-Port, c'est-à-dire à une quarantaine de kilomètres vers l'ouest d'Arudy et à une vingtaine de kilomètres à l'ouest d'Arcté. Cette dernière localité avait beaucoup souffert du tremblement de terre du 3 août 1981.

Une réplique, beaucoup moins forte que la secousse principale, s'est produite à 18 h 21 mn. Celle-ci a provoqué des dégâts mineurs dans les localités proches de l'épicentre. En outre elle a été ressentie, notamment, à Oloron-Sainte-Marie, Hendaye et Pau en Gascogne, à Pamplonne et Saragosse en Espagne.

Depuis 1978, un réseau de sept stations sismologiques surveille en permanence la région située autour d'Arcté. Le séisme du 3 janvier s'est produit sur la périphérie occidentale de ce réseau.

● Trois cadres de Peugeot ont été relâchés, mardi 5 janvier, par la cour d'appel de Besançon (Doubs), qui confirme ainsi le jugement du tribunal correctionnel de Montbéliard. Ils avaient été cités en justice par la C.G.P. de l'entreprise de Sochaux pour avoir « confisqué », en novembre 1979, le produit d'une collecte de solidarité en faveur des victimes de l'asthme d'Althom de Belfort. Selon la cour d'appel, les cadres incriminés ont agi en vertu du règlement intérieur de l'usine et n'ont « ni disposé ni fouillé » de la somme saisie — environ 190 F — qu'ils avaient ramassés au bureau des objets trouvés.

MÉDECINE

A L'HOPITAL EDOUARD-HERRIOT DE LYON

Une panne de distribution d'air servait à l'origine du décès d'un malade

De notre correspondant régional

Lyons. — Une importante panne dans le circuit d'alimentation en air a affecté, dans la nuit du 20 au 21 novembre 1981, plusieurs services de l'hôpital Edouard-Herriot de Lyon. En dépit du bon fonctionnement du système d'alarme, il semble que cet incident soit à l'origine, quelques jours plus tard, du décès d'un malade. Une double enquête administrative et judiciaire a été ouverte et un référé a été engagé, sur l'initiative de la famille, auprès du tribunal administratif.

Transféré d'urgence au service de réanimation chirurgicale de l'hôpital Edouard-Herriot le 18 novembre dernier, à la suite d'une complication post-opératoire, un malade de soixante-quatre ans, atteint d'un cancer digestif, a sombré dans un coma irréversible trois jours plus tard. Le malade est mort le 10 décembre. La famille du défunt — qui tient à ce que l'anonymat soit respecté — a été immédiatement avisée qu'il y avait eu « un accident non médical ». Il s'agissait de la rupture temporaire d'alimentation en air des malades « Il y a eu une panne dans le système », reconnaît M. Gérard Mées, directeur de l'hôpital, qui précise cependant que « l'incident n'a pas été évité ».

Une enquête interne a permis de mieux localiser l'origine de la panne. Les spécialistes prévoient de nouvelles améliorations de l'installation, qui devra analyser « une panne bien sûr corrigée et qui n'a eu qu'une durée très limitée ».

Une autre explication, tout aussi prudente est avancée par le syndicat C.G.C. : « L'appareillage » — et ce terme est largement souligné — « il y a eu une incompréhension entre techniciens et médecins ».

La famille de la victime, dans une lettre très détaillée, interpelle la direction de l'hôpital sur des points précis : « S'agit-il d'une erreur technique ou humaine ? Les moyens de sécurité existent-ils et, si oui, pourquoi n'ont-ils

CLAUDE RÉGENT.

AU CONSEIL DES MINISTRES

NOMINATIONS AU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE LA DÉCENTRALISATION

M. THIERRY KAEPPLEIN, directeur des

transmissions et de l'Informatique

M. JEAN-MARC ERBES, directeur de

la formation de la police nationale

Le conseil des ministres du 6 janvier a nommé M. Jean-Marc Erbes directeur de la formation des personnels de la police nationale, que vient de créer M. Deferre (le Monde du 6 janvier).

(Né le 26 mai 1932, à Mulhouse (Haut-Rhin), M. Jean-Marc Erbes est diplômé d'études supérieures de droit et de philosophie. Il a été attaché de presse au cabinet du préfet de la Haute-Marne (1960), puis conseiller technique auprès du préfet de la Seine (1963), et chargé de mission auprès du préfet de la région Champagne-Ardenne (1968).

En 1971, M. Erbes est chef de cabinet du secrétaire d'Etat chargé du budget (M. Jean Taittinger), et, en 1974, conseiller technique au cabinet de M. Bernard Stasi, ministre des D.M.-T.M. Sous-directeur au ministère de la Justice et chargé, à ce titre, de la direction du personnel de l'administration pénitentiaire, en 1975, il devient, en 1978, inspecteur général de l'administration au ministère de l'Intérieur.)

M. RENE BARGETON, secrétaire

général pour l'administration de la

police de Paris

M. René Bargeton, sous-préfet

hors-classe en service détaché,

est nommé préfet, secrétaire

général pour l'administration de la

police de Paris.

(Né le 9 août 1927, à Argentat (Corrèze), licencié de lettres, diplômé de l'école pratique des hautes études, M. René Bargeton a commencé sa carrière comme archiviste en chef du Pas-de-Calais, puis, en 1954, comme sous-préfet, chef de cabinet au préfet du Pas-de-Calais, en 1964, puis comme sous-préfet de la Seine-Maritime en 1965, directeur du cabinet du député M. Saint-Quentin (Aisne) en 1968, directeur du cabinet du député M. Baudouin (P.C.) en 1970, puis, en 1972, délégué provincial au cabinet de M. Baudouin (P.C.). Sous-préfet détaché, en 1973, auprès du gouverneur général de l'Algérie, il assume les fonctions de sous-préfet de la direction de la Sécurité intérieure en Algérie avant d'être nommé, en 1978, sous-préfet de Riom, puis, en 1981, secrétaire général du Haut-Rhin, en 1981, sous-préfet de Montbéliard, et de devenir, en 1980, conseiller technique auprès de l'établissement public régional du Nord-Pas-de-Calais.)

SPORTS

SKI NORDIQUE. — La tradi-

tionnelle « tournée des quatre

tremplins », qui compte desor-

mais pour la Coupe du monde

de ski, s'est achevée le

6 janvier, à Bischofshofen (Aut-

riche), par la victoire de l'Alle-

mand de l'Est Manfred Denker

(951,4 points), qui occupe éga-

lement la première place au

classement de la Coupe du

monde, devant Franz Norz (948,4

points) et Roger Ruud (925,4 pts) et

Bergerud (907,9 pts). Le meilleur

Français sur les quatre tremplins

a été Gérard Collin, classé

soixante-deuxième avec 459 pts.

VOLLEY-BALL. — L'équipe de

Grenoble a pris, le 6 janvier,

une option pour la qualification

à la poule finale de la Coupe

du monde, en battant l'équipe

de coupe en battant devant son

public l'équipe suédoise de Fribourg

(3 sets à 1 (15-15, 15-7, 15-3,

15-7).

LES GÉNÉRAUX

SAUNIER ET LANG REÇOIVENT

LEUR QUATRIÈME ÉTOILE

Sur la proposition de M. Charles Hernu, ministre de la défense, le conseil des ministres du mercredi 6 janvier a approuvé les promotions et nominations suivantes dans les armées :

● TERRE. — Sont appelés au rang et à l'appellation de général de corps d'armée, les généraux de division Jacques Saunier et Jean-Paul Lang.

Est promu général de brigade, le colonel Robert Gascaldi, nommé commandant supérieur des forces armées de la Nouvelle-Calédonie.

Est nommé chef de mission auprès du chef d'état-major de l'armée de terre, le général de brigade Michel Larigot.

● ARMÉE. — Est promu ingénieur général de deuxième classe, l'ingénieur en chef Bertrand Cuny.

METHODES D'ENQUÊTES

Stage de Formation Permanente

du 15 au 19 Mars 1982 (30 heures)

Renseignements et inscriptions :

université paris 8 formation permanente

2, rue de la Liberté 93526 SAINT-DENIS CEDEX 02

Tél. 829 23 00

هكذا من الأصل

DECINE

L'HOSPITAL DONARD-HERRIOT DE LYON

La panne de distribution d'air
à l'origine du décès d'un malade

De notre correspondant régional

Un malade souffrant d'une affection cardiaque, admis à l'hôpital Donard-Herriot de Lyon, est décédé, mardi 27 décembre, à l'âge de 68 ans, des suites d'une crise cardiaque. Le décès est survenu à 14 heures, dans la chambre n° 12 du service de cardiologie, après une longue et difficile maladie. Le malade, M. J. B., âgé de 68 ans, souffrait d'une affection cardiaque depuis plusieurs années. Il avait été admis à l'hôpital le 15 décembre, pour une crise cardiaque. Les médecins de l'hôpital ont fait tout leur possible pour le sauver, mais il est décédé à 14 heures, à la suite d'une panne de distribution d'air dans sa chambre. Cette panne a été constatée à 13 heures 30, mais elle n'a été réparée qu'à 14 heures 15. Le décès est survenu à 14 heures, à la suite d'une crise cardiaque. Les médecins de l'hôpital ont fait tout leur possible pour le sauver, mais il est décédé à 14 heures, à la suite d'une panne de distribution d'air dans sa chambre. Cette panne a été constatée à 13 heures 30, mais elle n'a été réparée qu'à 14 heures 15. Le décès est survenu à 14 heures, à la suite d'une crise cardiaque. Les médecins de l'hôpital ont fait tout leur possible pour le sauver, mais il est décédé à 14 heures, à la suite d'une panne de distribution d'air dans sa chambre. Cette panne a été constatée à 13 heures 30, mais elle n'a été réparée qu'à 14 heures 15.

AU CONSEIL DES MINISTRES

MINISTRE DU MINISTRE DE L'INTERIEUR
ET DE LA DECENTRALISATION

Le ministre de l'Intérieur, M. J. B., a présidé, mardi 27 décembre, le conseil des ministres. Il a été décidé de...

Le ministre de l'Intérieur, M. J. B., a présidé, mardi 27 décembre, le conseil des ministres. Il a été décidé de...

DEFENSE

Le ministre de la Défense, M. J. B., a présidé, mardi 27 décembre, le conseil des ministres. Il a été décidé de...

Le Monde

LIVRES

TROIS PSYCHIATRES

Jacques Lacan, Harold Searles, Thomas Szasz : tous les trois, psychiatres de formation, ont été plus ou moins durablement marqués par la psychanalyse. Tous les trois ont également derrière eux une œuvre, souvent controversée, mais qui, d'une manière ou d'une autre, modifie le regard que nous portons sur Freud, sur la psychiatrie

mentale et sur les traitements psychiatriques. Sur bien des plans, ils s'opposent, et ce pourrait être un jeu de société, après les avoir lus, de se demander lequel d'entre eux on choisirait comme thérapeute. Et pour quelles raisons. Seul Freud, et à la rigueur sa fille Anne,

pouvait se dire « freudien » sans ridicule. Ce qui caractérise peut-être Szasz, comme Lacan ou Searles, c'est d'avoir suivi leur voie, sans se soucier d'une quelconque orthodoxie. Leur livre est le reflet de leur itinéraire personnel et non des modes, même si parfois ils ont contribué à les susciter.

Le pessimisme de Lacan

De Cornelius Castoriadis à François George, en passant par des analystes chevronnés comme André Green ou Didier Anzieu, les critiques n'ont pas été ménagées à Jacques Lacan, de son vivant. Elles concernaient aussi bien sa pratique des séances à temps variable que sa théorie du langage, son style, voire sa personne. Lacan divisait le monde analytique : on était pour ou contre avec la même passion. Il ne laissait jamais indifférent, en dépit de toutes les réserves qu'il suscitait, force est de reconnaître que, pour le meilleur comme pour le pire, il a marqué du socle de sa forte personnalité le mouvement psychanalytique français.



Dessein de CAGNAT.

Le séminaire de Lacan sur les psychoses, dans l'édition établie par Jacques-Alain Miller, est un véritable feu d'artifice. Conscrit à la paranoïa et, plus précisément, à un commentaire des *Mémoires* du président Schreber, il permet de saisir presque à vif le génie de Lacan et de comprendre la fascination qu'il a exercée sur son public. Ce séminaire se tenait en 1955, à Sainte-Anne. En lisant Lacan, on s'aperçoit que la paranoïa a toujours été au centre de ses intérêts depuis l'époque sartrienne où il partageait l'enthousiasme de Salvador Dali pour la méthode « paranoïaque critique ». Sa thèse de médecine était d'ailleurs intitulée « De la psychose paranoïaque dans ses rapports avec la personnalité ».

Si, pour Freud, la patrie de la psychanalyse était la névrose (des sciences humaines et la psychiatrie lui apparaissant comme des territoires à coloniser), la patrie de Lacan était, incontestablement, la paranoïa : c'est à partir d'elle qu'il a entrepris d'investir la psychanalyse. Pour Bergson, comme pour Blondin, il y a dans le délire quelque chose d'irréductible que l'intelligence est, par définition, destinée à manquer. C'est là, selon Lacan, un préjugé dangereux. Car, de deux choses l'une : ou le délire n'appartient à aucun

degré à notre domaine, à nous analystes, c'est-à-dire n'a rien à faire avec l'inconscient... ou bien il relève de l'inconscient. Un inconscient dont Lacan ne cesse de répéter qu'il est, dans son fond, structuré, tramé, tissé de langage.

Reconnaissons-le : on éprouve un certain malaise à voir la catégorisation du langage occuper toute

l'exercice plus déconcertant pour l'attention scientifique que de prendre connaissance, dans un bref laps de temps, des points de vue développés en psychanalyse par divers auteurs sur les mêmes sujets. Dès qu'interviennent les concepts fondamentaux, les contradictions y sont aussi flagrantes que permanentes. Cette observation, à la portée de chacun, suffit à montrer que la psychanalyse n'est pas, ne peut pas être scientifique, au sens traditionnel du terme. Elle autorise à peu près tous les discours — Dieu et Freud savent, par exemple, combien ceux de Lacan et de Searles diffèrent ! — en les soumettant néanmoins, me semble-t-il, à une exigence fondamentale : ouvrir, comme dit Lacan, les yeux sur cette évidence qu'il n'y a rien de plus exaltant que la réalité humaine.

« Si vous croyez avoir un moi bien adapté, ajoutez-lui l'intention de ses confères et auditeurs, reconnaissez ce qu'il y a à faire et ce qu'il y a à ne pas faire, tenir compte des réalités, il n'y a plus qu'à nous enlever loin d'ici. » Le plus loin possible.

Celui qui se défend contre la folie se condamne par là même à ne pas la comprendre. Lacan rappelle à ce propos une question toute bête, toute simple, mais de grande portée, du président Schreber à son psychiatre : « Est-ce que vous m'avez pas peur de temps en temps de devenir fou ? » Commentaire de Lacan : « Mais c'est ce que tout à fait vrai (...). Ne savons-nous pas, psychanalystes, que le sujet normal est essentiellement quelqu'un qui se met dans la position de ne pas prendre au sérieux la plus grande part de son discours intérieur ? (...) C'est pourquoi l'aliéné lucide pour beaucoup, et sans même qu'il se le dise, là où ce nous conduirait si nous commençons à prendre les choses trop au sérieux. »

ROLAND JACCARD.

(Lire la suite page 15.)

L'humanisme de Searles

HAROLD SEARLES est un humaniste : selon lui, la psychanalyse n'a aucune valeur si elle ne nous aide pas à partager les sentiments, les émotions, les angoisses, les délires — aussi dangereux ou monstrueux soient-ils — de nos semblables : il faut que le patient et son thérapeute parviennent à une certaine harmonisation de leurs personnalités respectives.

Longtemps, Harold Searles a travaillé à Chesham Lodge, une clinique psychanalytique près de Washington, où l'on accueillait des malades mentaux graves. Aujourd'hui, il forme des analystes à Washington. Son livre le plus saisissant : *Effort pour rendre l'autre fou* (éd. Gallimard). Il a placé au premier rang de ses préoccupations américaines, dans les super-théorèmes français, avec une morgue détestable, se gaussent volontiers. Ils leur reprochent leur indigence théorique, leur idéologie du Moi, l'accent mis sur l'empathie et leur incorrigible naïveté.

On aimerait pourtant que ces censeurs prennent le temps de lire et de méditer le dernier livre d'Harold Searles : le *Centre éternel*. Ce qu'il y a d'enthousiasme psychanalytique, à mon sens, dans cet ouvrage, c'est la manière dont l'auteur s'engage continuellement dans l'exploration de sa propre vie intérieure pour aider ses patients. Fortement influencé par Harry Stack Sullivan (1892-1949), dont l'œuvre immense n'a jamais été traduite en français, Searles soutient que le sentiment d'identité personnel de l'analyste constitue sa source la plus sûre d'informations concernant ses malades.

Quand il parle des schizo-

nes — le terme aux Etats-Unis a une extension beaucoup plus large qu'en Europe — ce n'est jamais pour se poser en thérapeute tout-puissant (on simplifie souvent derrière sa neutralité bienveillante), mais pour raconter une relation où deux individus tentent de se soigner mutuellement.

« Selon moi, écrit Searles, le patient est malade parce que et dans la mesure où ses tendances psychopathologiques ont subi des vicissitudes telles qu'elles sont restées insatisfaites ou même non reconnues, et que par conséquent il y a une relation de dépendance particulièrement forte de haine, d'envie et de compétition. »

La contribution théorique de Searles pourrait sommairement se résumer ainsi : plus un patient est malade, plus il est nécessaire, pour que son traitement réussisse, qu'il devienne, et qu'il soit implicitement reconnu comme un thérapeute pour son analyste. C'est même une nécessité absolue pour qu'il n'a pas pu « soigner » ni « guérir » ses propres parents.

Position profondément humaniste. Elle tranche avec celle de la plupart des auteurs qui voient dans les schizo-phrénies des parasites et mécomptes totalitaires l'existence de tendances destructrices, conscientes ou inconscientes, chez leurs malades. On trouvera également chez Searles des pages émouvantes sur sa propre analyse, ses craintes de devenir fou et, surtout, sur la gratitude qu'il éprouve à l'égard de ses patients. Voilà ce qu'on chercherait en vain chez Szasz ou Lacan.

R. J.

(Lire la suite page 15.)

L'insolence de Szasz

Si tel était le cas, la psychiatrie serait bien évidemment l'une des plus belles supercheries de notre siècle.

Dans *l'Éthique de la psychiatrie*, écrit en 1965, Szasz évalue encore positivement l'apport de Freud : dans le *Mythe de la psychiatrie*, le ton change : les cent pages consacrées au maître de Vienne tournent au réquisitoire, dont ce bref passage donne une pâle idée : « Toute la science de Freud consistait en fait à se servir d'un érotisme médical pour disperser impunément son mépris pour l'individu, et son traitement n'est qu'un moyen de le réduire à sa merci. »

On peut ne pas souscrire à certaines analyses vitriolées de Szasz — c'est mon cas — tout en prenant un réel plaisir à le lire. Car, outre qu'on ne s'ennuie jamais en sa compagnie, il faut bien admettre que l'insolence avec laquelle il parle des pères fondateurs de la psychiatrie et de la psychanalyse tranche heureusement avec les discours convenus, tantôt érudits, tantôt éblouissants, mais toujours compassés, de leurs disciples.

Ainsi, concernant la rupture entre Freud et Adler, Szasz la traite non comme une controverse scientifique, mais comme un combat pour la gloire et l'argent. Freud se comportant comme les premiers magnats de l'industrie américaine. « Si Freud avait été le détenteur des brevets de Coca-Cola, écrit-il, il y a de fortes chances pour qu'il ait été riche et puissant. »

Quant à la guérison, elle dépend, en dernier ressort, de la « volonté » qu'a le patient « de rester malade ou de se soigner ».

R. J.

(Lire la suite page 15.)

la feuilleton

« L'Élève d'Aristote », de Roger Nimier

La statue idéale de la jeunesse

J'ai pas mal connu Nimier, vers 1960. Nous avons mis Rouen en émoi, Blondin aidant. Nous nous sommes battus dans la neige, avec ou sans raison je ne sais plus. Une nuit, il m'a appelé, il se croyait malade du cœur, comme son ami Heacquet, un avocat qui portait la robe à la façon d'une soutane, et qui ne s'est jamais débarrassé de sa vie. Nimier m'a conduit sur des hauteurs : à Meudon, écouter la musquette de Céline, et le silence de Marcel Aymé, à Montmartre. Il parlait sans lever les yeux, ni bouger sa bouche boudoise. Il était question des adjectifs, dont on abuse toujours, et des cylindres ou des sœurs d'amis, dont il n'y a jamais assez. Il était de ces brutes désarmantes qui vous diraient des horreurs et se feraient haïr plutôt que de se sentir aimés, idéal décrit mûre (mon œil)...

Trêve d'anecdotes, ces machines de vieux. Nimier Roger est né en 1925. Il a perdu son père jeune : un coup à ne jamais grandir tout à fait, demandez à Mauriac, Sartre, Barthes et tant d'autres. Un gage de précocité, aussi. Après un détour par l'Allemagne agonisante, il a conquis Paris à la hussarde, en sept livres et quelques autos bruyantes. Les *Épées*, *Perfide*, le *Hussard bleu*, les *Enfants tristes* : autant d'histoires de bons jeunes gens rêvant de grandeur, contre une époque qui avait son compte d'héroïsme. Tandis que s'élevait l'engagement sartrien sur fond de centisme chrétien, il a remis en honneur le nihilisme dont on tire les styles drus, et ses champions quelque peu fourvoyés, Montherlant, Morand, Jouhandeau.

Après le demi-échec d'*Histoire d'un amour* (1963), Nimier a observé le silence que lui conseillait Chardonne. De nouveaux romans seraient-ils sortis de cette pause ? Un arbre de l'autoroute de l'Ouest, en 1962, a décidé qu'on n'en saurait rien. Seul le critique s'est manifesté durant ces huit dernières années. Ce sont ses articles d'ailleurs, disséminés entre *Opéra*, *Arts*, la *N.R.F.* et le *Bulletin de Paris*, qu'un universitaire auteur d'une thèse sur Nimier, Marc Dambre, a réunis sous le titre : *L'Élève d'Aristote*.

par Bertrand Poirot-Delpech

A placer entre le *Grand d'Espagne* (1950) et *Journées de lecture* (1965), ce recueil survole toute l'histoire littéraire, avec une prédilection pour Alexandre et César, le Versailles de Louis XIV (un texte que devraient lire tous les lycéens qui abordent le classicisme, ou qu'on trimbale au château), Mme de Sévigné, Joubert, Stendhal, Mérimée. Traitées avec l'insolence que permettent la vraie érudition et, parfois, l'amitié, les contemporains préférés sont, outre les rescapés de l'épuration dont Nimier a abrégé la quarantaine, Mauriac, Proust, Giono, Marcel Aymé, Léautaud...

Si on en doutait encore, *L'Élève d'Aristote* montre qu'en parlant des autres les critiques les plus distants parlent d'abord d'eux-mêmes. Le style des grands moralistes qu'affectionne Nimier n'exclut l'aveu qu'en apparence. Impossible n'est pas français. Les généralités les plus glacées suent la confiance, quand elles ne la crient pas. En écrivant que Mme de la Mole est « désirable comme l'est parfois l'ennemi », Nimier renseigne moins sur Mathilde, ou Stendhal, que sur lui, et autant que les témoins rassemblés, toujours par Dambre, dans les *Cahiers Nimier* n° 2.

Une légende tend à s'effacer, avec ces lectures. Cinglant en paroles, l'enfant terrible des littéraires l'était exceptionnellement par écrit. On ne retiendra, comme roserie dont il eût gagné à s'abstenir, que celle envers Camus : « Nous ne ferons pas la guerre avec ses poulains. » Vis-à-vis de Simone Weil et de Saint-Exupéry, tournés dans le même sac « spiritualiste », sa hargne s'apparente à celle de ses maîtres Bernanos et Bontang. Croyant, Nimier ? Plutôt pétri de religiosité, comme Joubert, mais à coup sûr monarchiste tarouche, élitiste abominant les révolutions, les républiques, les urnes, et autres inventions de barbus médiocres qui vous font l'égal, voyez-vous ça, de votre épier...

(Lire la suite page 15.)

“Un livre de sagesse”

“Quel que soit votre problème, votre souci, votre ambition, Vialatte a réponse à tout”

GABRIELLE ROLIN “LE MONDE”

ALEXANDRE VIALATTE

ALMANACH DES QUATRE SAISONS

Julliard

J.-P. COLIGNON : « La Ponctuation, art et finesse » (chez l'auteur, 25, avenue Ferdinand-Buisson, 75016 Paris, 22 F + frais d'envoi : 3 F en P.N.U., 5 F en « lettre »).

P.-V. BERTHIER et J.-P. COLIGNON : « Le Lexique du français pratique » (dictionnaire des difficultés orthographiques, grammaticales et typographiques, noms communs/noms propres), (éditions Solar, environ 65 F).

GALLIMARD *nrf*

5, rue des Italiens, 75421 PARIS Cedex

Thuilleier : il n'existe pas de science pure. » L'adjectif « pure » a santé.

L'humanité

Le monde d'aujourd'hui est un monde de violence, de terreur, de mort. C'est un monde où l'homme se bat pour la survie, où il se bat pour la liberté, où il se bat pour la justice. C'est un monde où l'homme se bat pour la paix, où il se bat pour l'amour, où il se bat pour la fraternité. C'est un monde où l'homme se bat pour la vie, où il se bat pour la mort, où il se bat pour l'éternité.

Le monde d'aujourd'hui est un monde de violence, de terreur, de mort. C'est un monde où l'homme se bat pour la survie, où il se bat pour la liberté, où il se bat pour la justice. C'est un monde où l'homme se bat pour la paix, où il se bat pour l'amour, où il se bat pour la fraternité. C'est un monde où l'homme se bat pour la vie, où il se bat pour la mort, où il se bat pour l'éternité.

Le concept de l'écriture

Le monde d'aujourd'hui est un monde de violence, de terreur, de mort. C'est un monde où l'homme se bat pour la survie, où il se bat pour la liberté, où il se bat pour la justice. C'est un monde où l'homme se bat pour la paix, où il se bat pour l'amour, où il se bat pour la fraternité. C'est un monde où l'homme se bat pour la vie, où il se bat pour la mort, où il se bat pour l'éternité.

Le monde d'aujourd'hui

Le monde d'aujourd'hui est un monde de violence, de terreur, de mort. C'est un monde où l'homme se bat pour la survie, où il se bat pour la liberté, où il se bat pour la justice. C'est un monde où l'homme se bat pour la paix, où il se bat pour l'amour, où il se bat pour la fraternité. C'est un monde où l'homme se bat pour la vie, où il se bat pour la mort, où il se bat pour l'éternité.

Le monde d'aujourd'hui

Le monde d'aujourd'hui est un monde de violence, de terreur, de mort. C'est un monde où l'homme se bat pour la survie, où il se bat pour la liberté, où il se bat pour la justice. C'est un monde où l'homme se bat pour la paix, où il se bat pour l'amour, où il se bat pour la fraternité. C'est un monde où l'homme se bat pour la vie, où il se bat pour la mort, où il se bat pour l'éternité.

Le monde d'aujourd'hui

Le monde d'aujourd'hui est un monde de violence, de terreur, de mort. C'est un monde où l'homme se bat pour la survie, où il se bat pour la liberté, où il se bat pour la justice. C'est un monde où l'homme se bat pour la paix, où il se bat pour l'amour, où il se bat pour la fraternité. C'est un monde où l'homme se bat pour la vie, où il se bat pour la mort, où il se bat pour l'éternité.

Le monde d'aujourd'hui

Le monde d'aujourd'hui est un monde de violence, de terreur, de mort. C'est un monde où l'homme se bat pour la survie, où il se bat pour la liberté, où il se bat pour la justice. C'est un monde où l'homme se bat pour la paix, où il se bat pour l'amour, où il se bat pour la fraternité. C'est un monde où l'homme se bat pour la vie, où il se bat pour la mort, où il se bat pour l'éternité.

portrait

Henri Michaux et le grand secret

« Je vous écris du bout du monde »

Le siècle des folies et des fureurs aura été aussi celui des créateurs solitaires. Henri Michaux appartient à cette espèce en voie d'extinction. Qui est-il ? Une ombre-profil ou bien, sur la photo prise par Brassat, rien qu'une main tenant un stylo ? « Je suis né troué », est la tête d'un poème d'Éluard. Michaux, c'est une voix tantôt assourdie, tantôt hurlante, et qui vient de loin. « Je vous écris du bout du monde »

(Plume). D'un portrait morcelé, nous retiendrons la naissance à Namur en 1899 ; la lecture de mystiques comme Ruybroek ou de « démons » comme Lautréamont, ces « copains de génie » (La nuit venue) ; les voyages du matelot et du poète autour du monde à partir de 1920 ; autant de contributions à l'arpentage de l'espace du dedans ; le foudroyant malheur sous les espèces de la mort de l'aimée par suite de brûlures en 1948 (« Tu ne vas pas être comme les autres qui jettent plus ou moins signe, s'agrippent dans le silence »), inspire-t-il dans *Nous deux en*

cora) ; les expériences hallucinogènes, les expositions picturales, les récompenses refusées. Et puis, encore et toujours, écrire, créer avec « des mots qui n'appartiennent pas encore à des phrases, des mots (...) dont on pourra se servir soi-même à sa façon ».

Et un peu plus loin, dans ce même texte de 1980 intitulé « De quelques renseignements sur cinquante-neuf années d'existence », Michaux divulgue, derrière la biographie divulguée, l'ambition originaire : la recherche de l'essentiel, c'est-à-dire du

« secret qu'il a depuis sa première enfance soupçonné d'exister quelque part et dont l'existence n'est que son enlèvement ». Cette quête sera tout au long inscrite dans un itinéraire de chemins et de ruptures, dans une vie menée comme un voyage d'exploration et de découverte, un déchiffrement des sites, des choses, des sensations, des rêves, des mots. De ces errances réelles et imaginaires, tous les livres porteront trace, de *Fables des origines* à *Potemkine d'angle*. La voix de Michaux, c'est un ton absolument personnel pour révéler les expériences rapportées dans la dimension de l'étrangeté et de l'humour, avec cette attitude opiniâtre, affaiblie, qu'aura monsieur Plume, son double fictif, pour affronter l'hostilité du monde, à ce monde fermé, centré, et comme pendu au bout d'une ficelle.

Jamais art ne concentra tant d'impressionnisme, de panique combattue, de pouvoirs évocatoires. Le poème est ce lieu où se nouent le mental et le sensoriel, le vécu et le dit, comme en témoignent les pulsations de « Mon sang », dans *Le train intérieur* :

« Dans la tour, dans l'obscur, dans la transe
Il construit mes châteaux,
Dans des toiles, dans des
Il les ténue ».

La poésie est pratiquée comme un exorcisme de l'horreur ; le langage est un labyrinthe où se déroule une lutte sans merci. Mais voici qu'avec *Potemkine d'angle* se rend sensible une sorte de leçon, dite sur le ton qui sied à celui qui n'en fait ni ne s'en fait accroire : « Fâché d'en sortir, je suis finalement sorti en toi pour que ton style ne puisse plus s'arrêter. » A la fin, « si près de soi », la voix se tait sur l'absurde et indécible secret.

SERGE KOSTER.

Du dessin à l'écriture

La transgression majeure qui, depuis les premiers poèmes, travaille l'œuvre de Michaux, c'est sans doute celle qui relie l'écriture et le dessin. On s'étonne de voir les fous passer sans discontinuer de la lettre à l'image, et vice-versa. Les psychiatres présentent même cette indistinction comme un trait typique de la schizophrénie. Mais n'est-ce pas justement la ségrégation entre le langage figuratif et le langage verbal que nous devons questionner ou mettre en question comme une marque limitative de notre être et de notre être culturel ? — ségrégation qui se trouve aussi bien mise en cause dans les pictogrammes des enfants, des fous et des « primitifs » que dans le langage de préférence de Michaux, n'affirmait-il pas : « Écrire, et dessiner sont identiques en leur fond » ?

Certes, un Occidental cultivé ne saurait transgresser la frontière entre les mots et les figures sans commencer par la

reconnaître et l'assumer — ce qu'illustreront à contrario les attitudes dérisoires des lettrés ou des auteurs de calligrammes. Aussi bien Michaux s'abandonne-t-il de toute dévotion à l'écriture de cette frontière. Mais il s'y traîne des chemins de contrebasse de plus en plus subtils. Ainsi, près de la moitié de ce recueil est consacrée à des peintures d'allongés que le poète décrit et commente sans nous en donner d'illustrations — disons plus précisément qu'il tient la gageure de reproduire ces dessins par le seul truchement des mots. Il se fait paradoxalement l'illustrateur (verbal) d'un texte (plastique) qui nous est soustrait. Et, encore une fois, c'est dans un espace étrangement inexploré qu'il nous engage, celui de la réception de l'œuvre d'art — qui devrait faire elle aussi l'objet d'une esthétique.

Ce sont les regards qui font les tableaux », affirmait Marcel Duchamp. Ainsi Michaux met-il les lecteurs en demeure

de reconnaître les images subtilisées, et de rebrousser en quelque sorte le chemin de contrebasse qui a abouti au texte.

Il n'est pas indifférent que ces commentaires s'appliquent à des œuvres d'allongés. En effet, les personnes les plus réticentes à ce genre de travaux sont celles qui en feraient aussitôt le caractère pathologique. Pourquoi présentons-nous si intuitivement la folie, sans pourtant en avoir aucune connaissance s'appliquant à des œuvres d'allongés. Sans doute parce que son expression révèle nos propres potentialités psychologiques. D'où la stratégie perverse d'Henri Michaux, qui amène le lecteur à halluciner l'œuvre dérobée et à s'engager presque sans le savoir dans cet espace paradoxal où poésie et folie communiquent.

MICHEL THÉVOZ.

TROIS PSYCHIATRES

Le pessimisme de Lacan

(Suite de la page 13.)

Limpides, ces réflexions de Lacan, et pertinentes, bien sûr. Pourtant, souvent, il s'empare de brouiller les pistes, et navigue dans le flou et l'énigmatique. C'est qu'il redoute d'être compris, le fondement même du discours humain étant, selon lui, le malentendu. Cette obscurité est-elle permise à ses auditeurs de rester dans une position pro-

blématique, laissant toujours la porte ouverte à une rectification progressive.

Sur ce point, il estime être fidèle à Freud et le proclame expressément lors d'une conférence tenue pour le centenaire de sa naissance, en 1956. Lacan observe, ce qui est contestable, que le sens du mystère ne manque jamais dans la pensée de Freud : c'est son début, son mi-

lieu, sa fin. « Je crois qu'il ne laisse pas disparaître, nous perdons l'essentiel même de la démarche sur laquelle toute analyse doit être fondée ».

Ces pages sur Freud sont passionnantes, car plus d'une fois l'impression vous effleure que c'est de lui, Lacan, qu'il parle ; notamment lorsqu'il décrit l'homme, dans la perspective freudienne, comme un sujet pris et torturé par le langage.

L'inspiration de Freud, comme de Lacan — mais ne pourrait-on pas en dire autant de tous les psychanalystes ? — est pessimiste. « Freud nie, affirme Lacan, toute tendance au progrès. Il est fondamentalement antihumaniste, pour autant qu'il y ait dans l'humanisme ce que le romantisme qui voudrait faire de l'esprit la fleur de la vie ».

Réaliste et tragique, mais, contrairement à Freud, plus métaphysicien que psychologue, Lacan nous enseigne que la relation de compréhension est un mirage incohérent et que, dans l'ordre du sens, rien ne peut être véritablement saisi. La principale différence entre le psychologue et nous ne serait-ce pas qu'il parle dans une langue qu'il ignore, alors que nous, nous croyons la connaître ?

ROLAND JACCARD.

Searles

(Suite de la page 13.)

Autre plaisir que procurer la lecture de Searles : il évite autant que possible le jargon psychanalytique ou psychanalytique ; il parle de choses simples comme la tristesse, l'ennui, l'impuissance, le désespoir ou l'envie de tuer. Mais il ne dissimule rien qu'il vit, ce qu'il ressent, en se réfugiant derrière le rôle « sain » du psychiste conventionnel. De plus il n'entend rien « prouver », car il sait que, pour l'essentiel, le travail psychanalytique fait appel à l'intuition, et que celui-ci dépend trop de données intraduisibles en mots, parlées ou écrites, pour que les arguments ou les exemples cliniques emportent l'adhésion.

Sur un point précis, enfin, et

d'importance, aussi bien Searles que Lacan approuveraient, je crois, Searles : il s'agit de la forme qu'il donne à sa condamnation des hôpitaux psychiatriques. « C'est l'une de nos grandes tragédies actuelles, écrit-il, que des centaines de milliers de personnes passent leur vie entière dans de gigantesques hôpitaux psychiatriques, vivant en grande partie dans un cocon chimérique et se sentant, derrière leurs portes métalliques, nous sentons, sans le formuler, que n'importe laquelle de ces personnes, si nous la laissons faire, deviendrait partie de nous-mêmes, plus que nous n'osons le permettre. » — R. J.

★ LE CONTRE-TRANSFERT d'Harold Searles. Traduit de l'américain par R. Bost, Gallimard, 264 pages, 360 F.

vient de paraître

Romans
MICHEL PEYRAMAURE : *Potemkine* de Noé. — A la rentrée scolaire de 1913, dans un petit village de basse Cornée, arrive une jeune institutrice de l'école laïque. Elle s'installe en conflit avec le curé, champion de l'école libre. Par l'histoire de la vieillesse laïque, et la base. (Gallimard, 300 p.)

Lettres étrangères
ARITHA VAN HERT : *Je suis et le monde*. — À travers le récit du monde à la vie comparée, le roman d'une solitude acceptée. Grand Prix canadien du premier roman 1978. Traduit de l'anglais par Marie-Louise Delorme. (Laffont, coll. « Pavillons », 240 p.)

ADOLFO BLOY CASARES : *Le Héros des femmes*. — Onze nouvelles à mi-chemin du rêve et de

la réalité du romancier argentin, ami de Borges, auteur de *Invención de Moral*. Traduit de l'espagnol par Françoise Rosset. (Laffont, coll. « Pavillons », 242 p.)

Poésie
PIERRE ALBERT-BIROU : *Poésie 1927-1937*. — Ce recueil réunit les suites des *Poèmes de l'année* et de *Cycle des douces poèmes de l'année*. (Gallimard, 115 p.)

Critique littéraire
NICOLE FERRELL-CAVERVIERE : *L'Image de Louis XIV dans la littérature française de 1660 à 1715*. — L'histoire d'une civilisation, avec ses remous et ses libérations, ses nostalgies et ses espérances, retracée à partir de l'analyse de Roi-Soleil en tant que thème littéraire. (Presses universitaires de France, 440 p.)

Biographie
JEAN RABAUT : *Jean Jaurès*. — Un portrait fervent d'une des grandes figures du mouvement ouvrier, militant infatigable en faveur de l'unité du socialisme français. Préface de Michel Rocard. (Librairie académique Perrin, 296 p.)

Spiritualité
PIERRE DUMITRIU : *Zéro ou le point de départ*. — L'acte de l'écriture d'un Romain en exil qui s'écrit de livre pour livre « qui ne s'écrit à rien » et pour ceux « qui ne savent pour quoi vivre ». (Cerf, 144 p.)

Témoignage
ROGER QUILLIOT : *Une échappée de moi-même*. — Le témoignage de Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement et maire

de Clermont-Ferrand, sur la vie quotidienne, les ambitions et les déceptions, les combats d'un premier magistrat municipal. (Éditions Horvath, Rouanne, 192 p.)

Philosophie
RAYMOND POLIN : *Hobbes, Dieu et les hommes*. — Une interprétation, fidèle à la rationalité de Hobbes, d'une pensée souvent colonisée par le mysticisme. (P.U.F., 236 p.)

Essais
ANNE HENRY : *Marcel Proust*. — Les théories esthétiques de Proust résumées dans le débat esthétique international de son époque. (Éd. Klincksieck, 390 p.)

EMMANUEL LEVINAS : *À l'au-delà du sujet*. — Lectures et discours philosophiques par l'auteur de *De saint Augustin*. (Éd. de Minuit, 234 p., 65 F.)

La statue idéale de la jeunesse

(Suite de la page 13.)

Presque tous les écrivains restent, pour une part d'eux-mêmes, du côté de l'adolescence. Chez Nimier, cela éclate à chaque ligne. Des auteurs étudiés, il retient en priorité ce qu'ils disent de cette patrie perdue. De Shakespeare : « En France, les jeunes gens se montrent tristes comme la nuit, pour le plaisir de la chose. » De Gide : « On ne mûrit pas ; notre désir est sans remède. » Il sait gré à Gide d'avoir souligné non les droits, mais les « moyens » de la jeunesse, en tête desquels « un silence obstiné ». Le *Singe en hiver* de son ami Blondin, Nimier y voit « un homme perdu comme l'homme peut l'être quand il devient grand garçon ».

Ce culte de l'enfance s'explique si on le compare à celui de son ami Stephen Hecquet. Paul Renard, dans les *Cahiers Nimier*, situe bien la personnalité et l'œuvre de cet avocat oublié (1919-1965). Aussi disert que Nimier pouvait rester muet, cet autre enfant terrible des *Offices*, côté Palais de Justice, cachait sous un flot de paradoxes, de provocations (« Faut-il réduire les femmes en esclavage ? ») et de fausses confidences (« Daniel, les Collégiens ») une frayeur de séminariste devant les choses du cœur et du corps. Éternel boy-scout, il rêvait d'un couvent sans foi, où s'affronteraient fraternellement des monstres d'intelligence pure et de sainteté. La postérité retiendrait ce genre de songerie roide.

Nimier n'opposait pas si follement les absolus de l'enfance aux compromis de l'âge mûr. Mais il conservait un souvenir inconsolable du temps où l'on disserte sur les sentiments avant de les avoir éprouvés, où l'on caresse la gloire comme une cousine, avec les mêmes rougissements. Il ne se fera jamais à l'idée qu'en réalité les grands destins se bâtissent avec une proportion inévitable de tricheries. Veut-il triompher, d'ailleurs ? Comme les héros de Malraux, il n'évase la puissance que comme un moyen de se dépenser. Il a de la force à revendre, ceux qui lui ont serré la main le savent. Il agit pour lui de tempérer ce trop-plein d'énergie par on ne sait quel désespoir méthodique.

SANS doute est-ce là que se cache la « blessure » aperçue par Morand, et que ni l'indifférence feinte ni la taquinerie ne parvenaient à voiler. Les oracles freudiens parlent d'instinct de mort sublimé à grand-peine et retourné contre soi. Ils notent ce trait déchirant, s'agissant d'Alexandre : « Un enfant élevé par sa mère ne peut plus s'appeler un enfant. » Ils surprendront ce refus secret, parlant de Joyce : « L'artiste doit sortir fermement de la vie, mais un des moyens les plus simples est de n'y pas entrer. »

Le fait est que Nimier supporte mal la vie d'au-delà de l'enfance ; celle où il faut accepter de conquiesce ce à quoi l'on tient. Quoique lui donne trop de joie, ou seulement favorise le contact, encourage le sarcasme. Le plaisir de perdre lui semble « naturel aux esprits un peu fiers ». Le malheur « élève », dit-il à propos de Stendhal. Et s'agissant de Maurice Scève : « Le Ciel se gagne, l'épée vaincue à la main. »

Par chance, l'épée du mousquetaire Nimier est une des meilleures plumes de l'après-guerre ; et sa défaite, une victoire de la littérature.

S. POIROT-DELPECH.

★ L'ÉLÈVE D'ARISTOTE, de Roger Nimier. Introduction et notes de Marc Dambre, Gallimard, 236 pages, 62,50 F.
★ CAHIERS NIMIER n° 2, hiver 1981, 236 pages, 45 F. Distribution : « Distique », 1, rue des Fossés-Saint-Jacques, 75005 Paris.

GRAND PRIX NATIONAL DE POÉSIE

Francis PONGE

Le parti pris des choses
Le grand recueil

Lyres, 1.1

Méthodes, 1.11

Pièces, 1.111

Pour un Malherbe

Tome premier

Douze petits écrits

Le parti pris des choses

Poèmes

La rage de l'expression

Le peintre à l'étude, La Seine

Le Savon

Nouveau recueil

L'Atelier contemporain

GALLIMARD nrf

VIENT DE PARAÎTRE

CATALOGUE GÉNÉRAL 1982
Librairie J. Vrin

PHILOSOPHIE - HISTOIRE - ÉTUDES MUSULMANES
SCULPTURE ET ARTS PLASTIQUES DU 20^{ème} SIECLE
SPORT - LITTÉRATURE - PSYCHOLOGIE - PÉDAGOGIE
HISTOIRE DES SCIENCES
CRIMINOLOGIE

envoi gratuit sur demande

6, PLACE DE LA SORBONNE - 75005 PARIS

lettres étrangères

Les paradis calcinés de Mircea Eliade

De l'extase au mythe du surhomme.

DANS le second volume de son *Journal*, Mircea Eliade exprime le souhait qu'en France, pays qu'il aime et où il a vécu, on le connaisse en tant qu'auteur d'une œuvre globale et non seulement comme exégète des mythes ou simple conteur. C'est chose faite aujourd'hui. Déjà, en 1976, dans le *Cahier de l'Herne* qu'il lui avait consacré, Constantin Tâmbulescu s'était efforcé de faire découvrir au public français « une partie des productions littéraires de l'historien des religions qui rejoignent, en profondeur, ses écrits historiques ». Peu après, des proses insolites furent traduites du roumain, *Mademoiselle Christine* et *Le Serpent* (l'Herne), suivis par un recueil de nouvelles, *Uniformes de général* (Gallimard) et par la réédition de deux textes parus pour la première fois en France, en 1956, *Misère* et *Serapion* et *Le Secret du docteur Honigberger* (Stock), véritables modèles du genre fantastique. Aujourd'hui, paraissent un roman édité en 1938 à Bucarest et deux longues nouvelles, terminées l'une à Paris en 1976, l'autre à Chicago l'année dernière. Ces récits nous permettent de suivre le cheminement de l'écrivain, ses errances, leur aboutissement.

Le maître d'œuvre

Une légende roumaine, que nous retrouvons ailleurs sous des formes différentes, raconte qu'un maître maçon ne parvenait pas à terminer son chef-d'œuvre, une superbe église byzantine : les murs qu'il dressait dans la journée s'écroulaient pendant la nuit. Une voix lui dit qu'il peut mener à terme son ouvrage s'il consent à y emmurer son épouse. Le maçon obtempère. Depuis, l'édifice défie le temps.

Eliade s'est peut-être inspiré de ce conte pour écrire *Noëce au paradis*, son meilleur roman en raison de l'économie de la conception et de la pertinence

analyse du sentiment amoureux. Dans un refuge de montagne, deux amis, Mavrodin et Hasnas, évoquent pendant une longue nuit le souvenir d'une femme, Idéna, qui les a aimés tous les deux à des moments différents de sa vie. Mavrodin, écrivain, mène à Bucarest la vie solitaire d'un dandy touché par la grâce, qui se partage entre ses plaisirs égoïstes et la création. Sa rencontre avec Idéna, belle, jeune, pleine d'esprit, a changé sa vie. Il l'a épousée. Elle a voulu un enfant. Déchiré entre l'exigence de son œuvre et un amour qu'il jugeait trop terrestre, Mavrodin a quitté sa femme. Quand pointe

l'aube, Hasnas lui apprend qu'Idéna est morte. En sacrifiant son épouse, Mavrodin est devenu un vrai maître écrivain. Ce texte sur l'amour s'apparente à un discours prononcé sur la passion qui serait dit par un grand conteur russe. Belles images de Bucarest avec ses lacs et jardins, belles images des Carpates enneigées qui semblent se mirer dans les canaux vénitiens où se promènent les deux amoureux. En filigrane, à travers Mavrodin, se dessine la silhouette de l'auteur. Ce roman est celui d'un choix douloureux qui, comme les deux autres romans d'amour d'Eliade, *La Nuit bengali* et *Forêt*

interdit (Gallimard), raconte la quête d'un impossible paradis. Double, comme Janus, Eliade a une face tournée vers le jour et l'autre vers la nuit. La nuit est présente dans presque tous ses textes de fiction, alors que son activité de savant se déroule, selon lui, sous un signe diurne. Sans doute, en 1939, quand il publiait en Roumanie *Misère* et *Le Secret du docteur Honigberger*, l'écrivain connaissait-il déjà les travaux des grands physiciens sur la quatrième dimension, sur le temps et sur la relativité. Cependant, c'est l'Inde, où il séjourna de 1928 à 1932, qui lui a inspiré ces récits où les héros errent dans le temps comme des touristes égarés. Rasseurons-nous, Eliade ne recourt pas, pas encore, aux astres des auteurs de la trop habile science-fiction. Son fantastique se nourrit de la vie quotidienne au-delà de laquelle l'écrivain sait nous faire entrevoir le sacré, la promesse d'une contrée magique où il semble vouloir nous conduire afin que, touristes égarés, nous devenions immortels.

De cette immortalité et de l'avenir de l'humanité, il est question dans les deux derniers écrits d'Eliade, *Le Temps d'un centaure* et *Dayan*. Ils nous ont déjà, malgré l'excellente traduction d'Alain Parait. Trop d'ingrédients, intrigues policières peu crédibles, artifices trop visibles, annulent l'effet d'ensorcellement auquel le conteur nous a habitués. Nous quittons *Alice au pays des merveilles* pour entrer dans le territoire terrifiant du docteur Polamour.

Dans *Le Temps d'un centaure*, un professeur acquiert le pouvoir

Un flâneur de l'éternité

Le premier tome du *Journal* de Mircea Eliade couvre la période de 1945 à 1960. Le second volume relate les événements de 1970 à 1978, années de considération académique d'un infatigable chercheur et d'un écrivain important. Eliade nous raconte ses voyages qui le mènent des ruines précolombiennes d'Amérique centrale aux monuments sauvés par l'UNESCO en Nubie, des Baléares en Scandinavie, des États-Unis à Rome et Paris. Il évoque ses camarades de jeunesse, Ionesco et Cioran et crayonne les portraits de ses amis de l'âge mûr, Jung, Dumézil, Bellow, Corbin ou Ricoeur. Il nous parle de ses rencontres avec les compatriotes restés en Roumanie, de ses interrogations de romancier. La nostalgie qu'il éprouve pour son pays mythique et réel à la fois est très amoureuse de même que le bonheur qu'il ressent d'être lu et aimé par les jeunes de l'époque.

Flâneur impavide sur le boulevard de l'éternité mais attentif à l'enfer des événements, sollicité par son Eden sans lieu et sans nom, mais à l'écoute de la moindre rumeur qui court dans la cité, incomparable exégète du symbole religieux

mais affaibli par le plus inéluctable désordre de son corps, tel apparaît l'écrivain. Il vit cette dualité sans déchirement apparent. Il semble survivre de haut le bruit et la fureur de son siècle, mais il est profondément engagé dans le drame de ce temps. Son détachement est rigoureusement contrôlé. Ses goûts, ses sympathies, ses haines, sont exprimés avec toute la force de sa superbe subjectivité par des notes fulgurantes, d'une grande précision, par des listes ou, plus subtilement, par des oublis.

« Je n'admire que ceux qui persistent à créer tout comme si notre monde avait devant lui un millénaire de paix. Ils sont à l'image du poète qui composait ses vers sur un baril de poudre, tout en sachant qu'il pourrait sauter mais n'avait qu'une idée, écrire de la façon la plus parfaite possible : c'est le pari que l'auteur de ces mémoires, ballotté entre l'histoire et l'éternité, se propose de gagner. »

— FRAGMENTS DE JOURNAL II (1970-1978), de Mircea Eliade, traduit du roumain par C. Grigoresco, Gallimard, collection « Du Monde Entier », 435 p., 120 F.

La botanique de Leo Lionni

CHACUN de nous, étant enfant, a fait l'expérience suivante un jour de fièvre : déchiffrer, dans le papier mural, des fleurs imaginaires, situées hors du temps et de l'espace, et cependant vivantes. Leo Lionni, qui appartient à la seconde vague du futurisme italien, a fait de cette expérience un traité : *La Botanique parallèle*. C'est un enchantement.

Il existe, propose Lionni, deux cotés à la halle où s'épanouissent les fleurs : la botanique courante, avec sa mythologie un peu simple, ses certitudes et ses doutes, et une autre botanique, soumise, onirique, génératrice de récits légendaires et de contes fabuleux. Lui-même nous introduit non pas dans une botanique parallèle, mais dans un « univers » parallèle, avec des savants de renommée mondiale, des peuplades étudiées par les ethnologues, des linguistes à la Brisset : un univers à la Lewis Carroll.

Tout se passe comme si les fleurs peintes que la fièvre de l'enfant anime existaient bel et bien. A la suite de l'auteur, nous scrutons les drilles et les tourlous, les bourgeoises et les étrangères, les soûler et les artistes, tous éléments de nos nouveaux jardins, les véritables.

Leo Lionni est né à Amsterdam en 1910. Fou de peinture et de récits, il compose des albums remarquables, qui séduisent toujours la jeunesse. Il fut un temps aux États-Unis, où il dirigea la revue *Fortune*.

La Botanique parallèle est un traité qui se lit comme une fantaisie à la Henri Michaux. Le lecteur a l'impression d'y apprendre ce qu'il échappe au savoir. Et c'est là l'essentiel.

HUBERT JUIN.

★ LA BOTANIQUE PARALLÈLE par Leo Lionni — dessins de l'auteur — traduit de l'italien par Philippe Gauthier. Pandore éditions, 199 pages, 48, Cours Mirabeau, 13100 Aix-en-Provence.

LA PEDAGOGIE PAR OBJECTIFS

Stage de Formation Permanente du 15 au 18 Mars 1982 (24 heures)

Renseignements et inscriptions :

université paris 8 formation permanente

2, rue de la Liberté 93526 SAINT-DENIS CEDEX 02

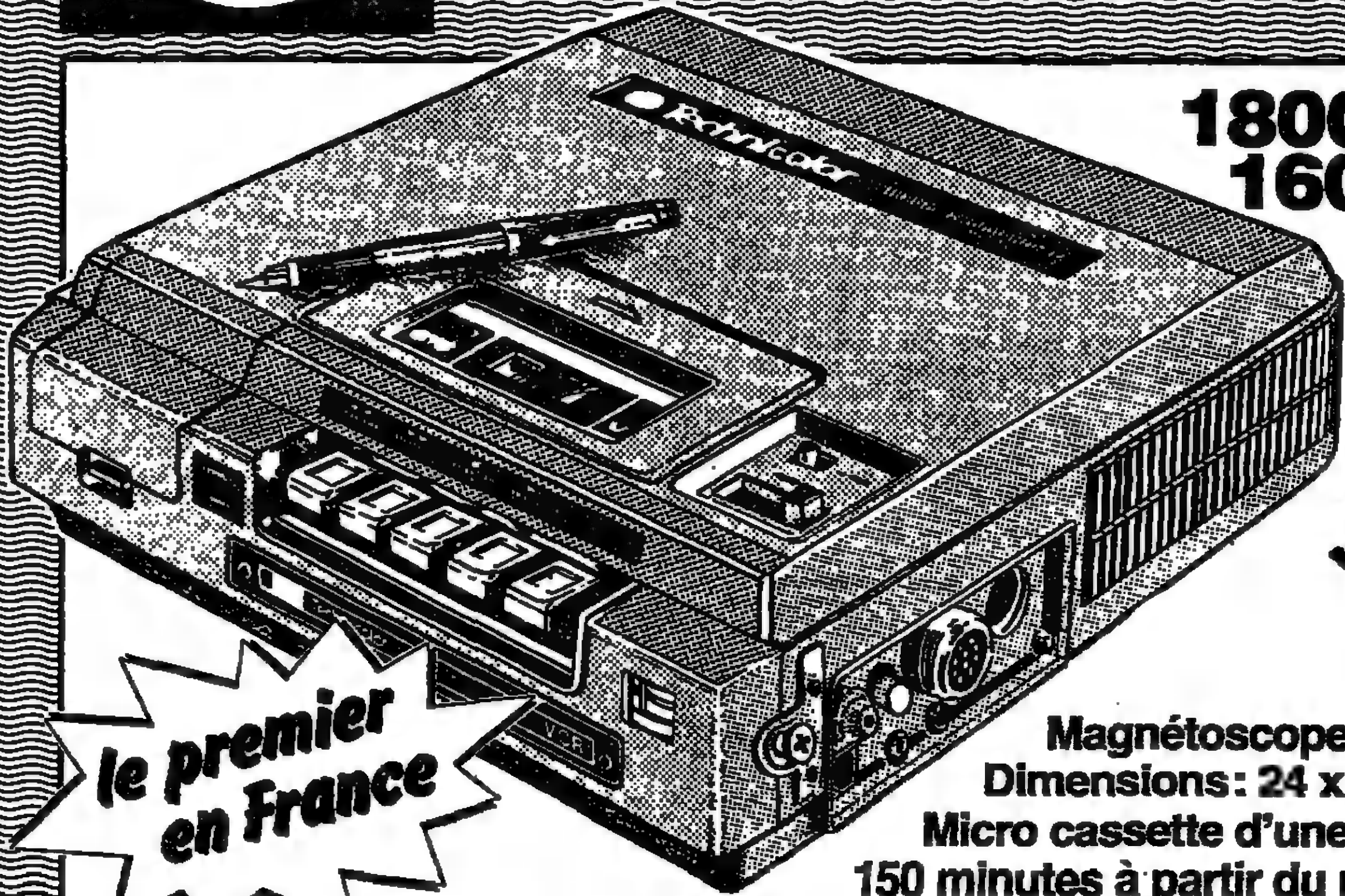
Tél. 829.23.00



expert

TV - HIFI - VIDEO

1800 magasins en Europe
160 magasins en France



le premier en France

le magnétoscope "poids plume"
3 kg. 200 (avec batterie et cassette)



Magnétoscope portable à micro cassettes.
Dimensions : 24 x 26 x 7 cm.
Micro cassette d'une durée de 30 et 45 minutes,
150 minutes à partir du mois d'avril - Tuner en option.

EURE ET LOIR
• JANVILLE
BARBOSA - 61 Route Nationale
OISE
• COMPIEGNE
TEM - 41 Cours Guynemer
• NOYON
TELE CONFORT - 12 av. de Paris
SEINE ET MARNE
• VILLEPARISIS
RENAUD - 185 av. A. Croizat

• CHAMPEAUX
T.R.T. - 3 rue de la Ferronnerie
• BRIE COMTE ROBERT
CHOUARD - 3 rue de l'Eglise
YVELINES
• VERSAILLES
AUDITORIUM II - 18 rue au Pain
• SAINT GERMAIN
AUDITORIUM SINALEC -
75 rue au Pain
ESSONNE

• BRUNOY
CHOUARD - 6 rue Philisbourg
• VAL D'YERRES
CHOUARD - Cité Claf Euromarché
• MONTGERON
HEIM - 95 av. de la République

SEINE ST DENIS
• PAVILLONS SOUS BOIS
RADIO GARGAN - 50 av. Victor Hugo
• MONTREUIL
TELE JOSS HIFI VIDEO -

39 rue de la Solidarité
VAL DE MARNE
• VITRY
PHOTO MG -
5 rue de l'abbé Roger Dery
• VINCENNES
TELE JOSS HIFI VIDEO -
172 rue de Fontenay
VAL D'OISE
• PONTAISE
Jacques DECOBERT -

26 av. du Mal de Latre de Tassigny
FRANCONVILLE
EXPERT - Avenue des Marais -
Centre Claf de l'Épine Guyon
• ARGENTEUIL
TELE PRECIS MENAGER -
155 avenue M. Cachin
• ERMONT
T.L.T. - 2 rue des Calais
• PERSAN
EXPERT - Centre Commercial
"Les Arcades de Persan".

ARCHITECTURE

Exposition Edwin Lutyens à Londres

MAISONS DE POUPÉES

En temps de crise, quand les grands chantiers se font rares, les architectes peuvent toujours dessiner des maisons de poupées. La plus illustre d'entre elles reste celle que conçut après la première guerre mondiale Edwin Lutyens, le dernier grand architecte de l'empire britannique, en hommage à la reine Mary.

Deux pleines années de travail, la collaboration de soixante artistes et plus de deux cent cinquante artisans furent nécessaires pour la réalisation de ce sublime chef-d'œuvre du littéarisme, chargé de témoigner (à l'échelle d'un pouce par pied) du train de vie d'un riche English gentleman. Elle est un des fleurons de la superbe rétrospective que Londres consacre à celui qui édifie des dizaines de châteaux et de villas patriciennes jusqu'à ce que les « super taxes » du gouvernement de Lloyd George ruinent à jamais, après 1909, l'aristocratie anglaise.

La maison de poupées de la reine était entièrement meublée; l'ascenseur et la plomberie fonctionnaient; la bibliothèque comportait des dizaines d'ou-

vrages infimes, reliés en pleine peau et spécialement rédigés pour la circonstance par les meilleurs plumes de l'époque; rien ne manquait, ni la vaisselle finement ciselée, ni le minuscule stylo à encre, ni les clubs de golf, ni l'exquis album de timbres-poste miniature qui enchanta particulièrement la reine.

Et voici qu'en cette époque de nostalgie, la revue *Architectural Design* lance un grand concours international pour la réalisation d'une maison de poupées. Du Japon aux Amériques, et de toute l'Europe, on annonce la participation des plus fameuses architectes contemporaines. Dire que naguère encore les prétendaient faire des villes et de « grands » ensembles... *Small is beautiful*, et cela fera au moins rire les gosses.

FRANÇOIS CHASLIN.

* *Doll's house competition*. Projets à rendre avant le 31 mars 1982. *Architectural Design*, 42 Leinster Gardens, London W.2.

* Exposition Edwin Lutyens. Hayward Gallery, South Bank, London. Jusqu'au 31 janvier.

INSTITUT

A l'Académie des sciences morales et politiques

Ethique et pratique

La première séance de l'année de l'Académie des sciences morales et politiques s'est ouverte lundi 4 janvier par la passation des pouvoirs. M. Henri Guilleux a transmis son fauteuil présidentiel à M. Suzanne Bastid, première femme sans doute à exercer une charge de ce genre à l'Institut, et M. Jean Cazenave a accédé à la vice-présidence.

On a entendu ensuite M. Alfred Grosser sur « La présence de l'éthique dans la pratique de toute analyse de la société », sujet qui ne va pas sans complexité ni contradictions dans tous les domaines. Cette ambiguïté éclaire dans les notions, qui devraient être solidaires de vérité et de liberté, et aussi de justice.

Des antagonismes peuvent surgir entre la loi, l'ordre légitime et la violence. Ainsi la loi est protection du faible contre le fort et ce même temps « légitimation de l'inégalité et même de la domination du fort sur le faible », elle « exprime et structure l'ordre à protéger parce qu'il est protecteur », et « l'ordre à transformer ». Et puis le vrai conflit porte sur la relation entre cet ordre (politique) et l'organisation de la vie économique, ce qui ne va pas sans difficultés, voire sans heurts. Jusqu'à la violence, repoussée par la plupart des citoyens, mais qui est

« payante », ne fût-ce que sur le plan de la publicité.

Qui dit publicité, dit influence. Est-elle compatible avec la liberté? Mais si on renonce à vouloir soi-même exercer une influence, « ce n'est pas respecter la liberté de l'autre (...), c'est abdiquer ». Une illustration flagrante en est donnée par la télévision.

« Le langage conservateur, a exposé M. Alfred Grosser, consiste habituellement à dire que la liberté actuelle du téléspectateur doit être pleinement respectée, même s'il réclame des émissions vides; l'enfant, l'adolescent, l'étudiant, eux, il faut passer sur leur liberté, puisqu'ils ne savent pas ce qu'ils devraient vouloir. Le langage progressiste consiste à rejeter la « dictature des taux d'audience » et à vouloir imposer au téléspectateur les émissions culturelles qu'il ne désire pas (...). En fait, la tension entre le respect de la liberté présente et le respect de la liberté plus complète à provoquer par l'influence est au cœur de toute action effectuée au nom d'un engagement moral se réclamant de la liberté ».

* Le texte intégral de cette communication parut au mois d'avril dans la *Revue des travaux de l'Académie* (Gauthier-Villars éditeur).

MUSIQUE

AGENDA

Les festivals de l'été

— MAI FLORENTIN (9 mai-4 juillet) : *The Rake's Progress*, le *Rossini* et le *Baiser de la fin*, de Stravinski, *Macbeth*, création de Sciarino, les *Fanciulli* de Giovanni de Prokofiev, de Vinci, le *Réveur*, création de Pezzati, les *Aborigènes*, de Takemitsu - Berio - Nordheim.

— GLYNDEBOURNE : Soixante-quatre représentations de cinq opéras (du 24 mai au 12 août) : nouvelles productions de *L'Amour des trois oranges*, par Frank Coraso, direction Mahini, et de *L'Opéra de Gluck*, par Peter Hall, direction Leppard. Reprises du *Barbier de Séville*, du *Chevalier à la rose* et de *Don Giovanni*.

— BAYREUTH : Nouvelle mise en scène de *Parzifal*, par Götz Friedrich, direction James Levine, et reprises de *Tristan*, du *Vaisseau fantôme*, des *Maîtres-Chanteurs* et

Lohengrin (du 25 juillet au 28 août).

— SALZBOURG : nouvelles mises en scène de *Fidelio*, par Leopold Lindberg, direction Lorin Maazel, et de *Costi fan tutte*, mise en scène Michael Hampe, direction Ricardo Mutz; reprises de *Falstaff*, la *Flûte enchantée*, *Arlane à Naxos* et des *Contes d'Hoffmann* (du 25 juillet au 30 août).

— EDIMBOURG (août - septembre) : le Mai florentin présentera *Il Zite in Galera*, de Leonardo Vinci, *Manon Lescaut*, de Puccini, *Macbeth*, de Salvatore Sciarrino, tandis que l'Opéra de Dresde jouera *Arlane à Naxos* et *l'Enlèvement au sérail*.

— LYON (Festival Berlioz, 18-28 septembre) : *Benvenuto Cellini*, *Te Deum* et *l'Enfance du Christ*.

PETITES NOUVELLES

Le dernier Festival international du film contre le racisme et pour l'unité entre les peuples aura lieu du 11 au 21 mars à Amiens, ainsi que dans une trentaine de villes et villages de Picardie.

Quatorze films seront en compétition. Des hommages aux cinéastes algériens et indiens sont prévus, ainsi qu'une rétrospective du cinéma antiraciste et l'étude de six films racistes.

Le festival Vive le cinéma français reprend, après une année d'interruption, organisé par la salle de Ragnolet, le Cinéma, du 12 au 25 janvier. Il comprendra deux rétrospectives (Paul Gréaud et Georges Franju) ainsi que des inédits (signés Christian Drieland, Jean-Claude Brisson, Jean-Pierre Rosette, etc.) de nombreux courts métrages et un bal.

* *Cinéma* : 6, rue Hoche, 93170 Bagnolet.

Le centre des impôts de Nemours

(Suite de la première page)

Ailleurs, ce type de professionnel existe pourtant : qu'on songe, pour la Grande Bretagne, à Rogers, à Foster, à Ove Arup and partners; qu'on songe à l'Allemagne et à la Suisse, obsédées par le bien-construit, et dont les revues regorgent de dessins de détails impeccables, de coupes minutieuses où tout est médité et résolu, d'éléments, d'écrits, vivants comme une planche d'anatomie.

Alors qu'en France les constructions semblent fagotées par on ne sait quel hasard, à quelques centimètres près, coulées en béton ou dressées en parpaings, matériaux qui ont leurs qualités, certes, (et même leurs beautés) mais qui sont rudes, grossiers, approximatifs, d'autres pays européens ont ordonné une tradition modernisée et savent employer l'acier et la verre et toute cette architecture industrialisée qui est pourtant née ici et qu'avait magnifiquement enseignée Jean Prouvé, le grand tilière.

L'édifice de Nemours est un acte de foi, un engagement total, aveugle, sans la moindre faiblesse, un acte-type comme le Bauhaus de Gropius et Rogers a pu l'être à une autre échelle. « L'architecture est nécessairement moderne, proclame Deslaugiers, l'air le net, le fini parfait et non le bricolage. » Son bâtiment est une belle auto, une machine lumineuse, une parfaite organisation de poutres, de tubes d'inox, de surfaces d'acier laqué, de vitres, de joints de néoprène, de panneaux de polyester, de pièces filettées et boulonnées, vissées et clipsées : de la belle ouvrage, de la mécanique précise.

vaste diagramme spatial, au hasard des nécessités fonctionnelles, sortent de la façade en porte-à-faux, y retournent, traversent un pan vitré avec délicatesse, longent des couloirs généraux, bifurquent sur la trame, se tangentent mutuellement, se relèvent sans heurt, avec une continuité dérivante.

Des couleurs contrastées soulignent la logique du plan : un jaune orangé, un rouge très vif, un bleu, un vert de machine-outil. De grandes surfaces vitrées mêlent leurs éclats à la brillante des laques; tout est net, reflète, lumière et précision. A l'orée de la forêt, à quelques dizaines de mètres de là, un autre édifice joue lui aussi de la lumière, de la sobriété et de l'honnêteté constructive : c'est le nouveau musée de la préhistoire de la France de Roland Simoulet, récemment inauguré (le *Monde* daté 17-18 mai 1981). Mais l'un est âpre, dépouillé, d'un béton à la rudesse presque monastique, tandis que l'autre est un produit industriel nickelé. L'honnêteté, en architecture, même à tout... et c'est bien ainsi.

FRANÇOIS CHASLIN.

* Centre régional d'information de la direction générale des impôts, avenue J.-F. Kennedy à Nemours. François Deslaugiers, architecte.

Le Grand Prix de la critique architecturale est décerné au Monde

Le Grand Prix de la critique architecturale pour 1981 a été décerné à notre journal par un jury réuni le mercredi 6 janvier sous la présidence de M. Jean-Pierre Dupont, directeur de l'architecture au ministère de l'Urbanisme et du Logement. Ce Grand Prix distingue six de nos collaborateurs : Michèle Champenois, François Chaslin, André Chastel, Frédéric Edelmann, André Férigier et Jacques Michel. Le communiqué du ministère précise que les auteurs de la rubrique, ont, « avec des sensibilités et des perspectives différentes, rendu compte de l'activité architecturale autant que fait d'actualité que comme phénomène de représentation de la société ».

Créé à l'occasion de la campagne des Mille jours pour l'architecture, lancée en 1979 par M. Michel d'Ornano, alors ministre de l'Environnement et du Cadre de vie, le premier Grand Prix avait été remis en mars 1980 à deux lauréats : M. Françoise Choay, pour son livre *La Règle et le Modèle*, publié aux Editions du Seuil; M. Teri Wehndemisch, pour un film de télévision réalisé par Antenne 2 et intitulé *Un petit déjeuner au Bauhaus*.

Le T.N.P. se trouve dans l'obligation d'insérer les républicains de *Wolpelo, Wolpelo*, par Tadeusz Kantor et le Critique de Cracovie, prévues du 12 au 15 janvier, la situation polonaise rendant impossible aujourd'hui la venue en France de cette compagnie.

ARTS

Des livres sur Picasso

Pour un centenaire

Le centenaire de la naissance de Picasso a apporté à nos maisons de livres biographiques. Ils parlent moins de l'art que de l'homme. L'ouvrage de Josep Palau i Fabre, un habitué du peintre malgache, dont il a déjà fait l'archéologie de l'œuvre en Catalogne, reprend cette fois en détail l'itinéraire de sa vie, en rectifiant erreurs et approximations qui se sont établies de livre en livre par le passé. C'est un monument de l'œuvre : 560 pages pour la seule période allant de 1881 à 1907, c'est-à-dire des années de formation au premier tableau cubiste, les *Desmoiselles d'Avignon*, où, à vingt-six ans, Picasso change le cours de la peinture. Ce livre témoigne de la vénération du public espagnol pour le peintre-héros, bien qu'il ignore tout ou presque de son œuvre, puisqu'il a fallu attendre la récente exposition du centenaire au Musée d'art moderne de Madrid pour voir la première rétrospective Picasso en Espagne.

Les œuvres de jeunesse étant au Musée de Barcelone, Madrid a tout fait pour récupérer *Guernica*, le tableau-symbole du drame espagnol en 1936, légué au peuple. On sait qu'il est à présent au Cason du Buen Retiro du Prado, installé dans une atmosphère de mausolée sous la garde de surveillants armés. (*Le Monde* du 12 septembre 1981). L'odyssée de ce tableau peint, il y a quarante-cinq ans, pour le pavillon d'Espagne à l'Exposition universelle de Paris en 1937 est racontée dans un livre (en espagnol) de Rafael Fernandez-Quintanilla, diplomate et

ancien attaché culturel à l'ambassade de Paris, qui faisait partie de la commission chargée d'apporter *Guernica* à Madrid pour en faire, cette fois, un symbole de la réconciliation nationale.

Pierre Daix est un des connaisseurs les plus documentés de l'œuvre de Picasso. Il a dans un livre de 130 pages de grand format judicieusement illustré qui rappelle son ouvrage de tout premier ordre *Picasso, une vie de peintre*, paru en 1978, effectué un survol rapide mais dense et sérieux qui dit le meilleur de ce qu'il faut savoir sur Picasso. Quand on a une biographie, d'une tentative d'analyse de la pensée de Picasso à travers l'œuvre et le comportement de l'homme, ses principaux pôles d'intérêt. Poète et philosophe, Joseph Charié s'appuie notamment, dans ce texte sans illustrations, sur les mots de Picasso à propos de l'art, conversations et entretiens parus depuis 1923, qu'il reproduit d'ailleurs en fin d'ouvrage. Ils montrent que pour Picasso, seule comptait l'émotion que « l'œuvre, disait-il, me fait faire ce qu'elle veut... Elle vient de loin... ».

JACQUES MICHEL.

* *Picasso, 1881-1907*, par Josep Palau i Fabre, 560 p., illustrées.

* *La odisea del Guernica*, de Picasso, par Rafael Fernandez-Quintanilla, 240 p., Edit. Planeta, Madrid.

* *Picasso*, par Pierre Daix, 130 p., illustrées, Sumogy éditeur.

* *Picasso*, par Joseph Charié, 259 p., Buchet-Chastel éditeur.

THÉÂTRE

« L'ENGEANCE » AU T.N.P. DE VILLEURBANNE

La machine infernale

Que se passe-t-il quand une truite — rose et bien lavée, mais enfin une vraie truite vivante — pénètre sur scène juste comme débute le concert d'un pianiste en veste blanche. Le public éclate de rire, le pianiste s'arrête, se munit d'un balai de paille. Un jeune homme vêtu de noir qui déambulait par là va chercher le propriétaire de la truite. C'est Olivier Perrier qui poursuit son vagabondage en terre bourgeoise — terre et culture, — dont la première étape a été en 1976 *Mémoires d'un bonhomme*.

Il ne s'agit plus aujourd'hui de remonter le cours de l'histoire paysanne, mais de faire partir l'animal incongru. Seulement, le personnage que représente Olivier Perrier est un « jargon », une sorte de gâtelier à qui il ne suffit pas d'ababuler et d'enjoliver. Il invente tout ce qu'il faut pour compliquer l'importance de sa situation.

Ainsi, pour faire partir la truite, il commence par l'enfermer dans un enclos qu'il monte avec des morceaux de bois apportés par un jument. Puis il fabrique un long brancard qui casse. De temps en temps, interrompant à peine son travail, il raconte une histoire sous le regard accablé du pianiste Sylvain Gaudellette, avec qui il partage un léger casse-croûte. Puis il se met en devoir, aidé par le jeune homme en noir, d'élever une machine invraisemblable, faite de cordes, de poulies, de potences, qui rappelle les étranges instruments à mort qu'on mettait en place, parfois pendant des années, ceux qui, de leur suicide, font une œuvre d'art baroque. Et

c'est effectivement la mort que poursuit le jargon, tout au moins la folie.

Au long de son travail fébrile, il se dépouille peu à peu de ses vêtements. Il est en chemise quand il a enfin assemblé la plate-forme sur laquelle il fait grimper la truite et que la jument soulève en tournant. Quand il fait glisser le tout sur un fond de charrette trop petit et que tout s'effondre, il s'effondre lui aussi. Il enlève sa chemise, il est en maillot rouge. Enfermé dans l'enclos, il se peint en rouge, burgoisnant une dernière histoire dans un langage incompréhensible. Alors, le jeune homme vêtu de noir fait venir un char de carnaval orné d'os tendant le cou, et trouve d'un cercle où se love le jargon rouge, que le jeune homme noir emmène non sans avoir tiré de l'aventure une philosophie dont il dit l'essentiel, d'abord en arabe, puis en français.

Abdallah Badis est tout à fait remarquable de simplicité souveraine, d'authenticité. Olivier Perrier est à la fois inquiet et touchant par la manière dont sa mécanique personnelle s'affole et se dégingolent, tandis qu'il construit sa machine absurde. Si le spectacle était construit avec la même impitoyable précision, il serait l'un des plus bizarres et des plus forts vus depuis longtemps. Tel quel, il patine encore un peu. Sans doute il s'ajustera d'ici sa reprise, au début de février.

COLETTE GODARD.

* T.N.P. à Villeurbanne — 20 h 15 jusqu'au 9 janvier — et du 2 au 13 février.

CINÉMA

« American Pop », de Ralph Bakshi

Héros animés

La voilà, enfin, le film d'animation que nous attendions. Depuis le temps que le genre se voulait adulte sans parvenir à sortir de l'adolescence, Ralph Bakshi, avec *American Pop*, lui donne sa maturité. Ce n'est pas tout à fait une surprise de la part du créateur de *Fritz le Chat*, *Flippy City* et du Seigneur des anneaux.

Bakshi raconte ici, à travers quatre générations d'une famille de Juifs russes immigrés, l'histoire et l'évolution de la musique populaire aux Etats-Unis du début du siècle à nos jours. Mais surtout, par-delà la musique, *American Pop* est une chronique sociale.

Plus encore que les différents styles musicaux qui se succèdent (du divertissement burlesque au punk-rock en passant par les musiciens, le swing, le jazz, le be-bop, le rock'n roll, le folk, le psychédélic-rock, le hard-rock), ce sont les modes, le langage, les attitudes, leur correspondant, qui donnent le ton et la couleur des périodes évoquées, il est étonnant de voir comment Bakshi a réussi à marquer les époques simplement dans la façon de marcher de ses personnages. De très brèves interventions filmées illustrent enfin les

guerres qui ont marqué les Etats-Unis.

Mieux qu'un observateur ou en historien, car son film est gavi de sentiments et d'émotions, Ralph Bakshi a retranscrit les mythes de la culture américaine, tous les clichés qui ont nourri nos rêves américains à travers le cinéma. Ses personnages sont traités comme des acteurs (procédé du *rotoscope*), leurs expressions, leur façon de parler, Ralph Bakshi a tout capté, tout rendu dans le moindre détail : les tics, les accents, l'humour, les coutumes des minorités. Il faut les entendre parler avec l'accent italo-américain, on croirait Robert de Niro dans un film de Scorsese. Tout est là, la musique, le sexe, la drogue, l'hémoglobine, les meilleurs moments du cinéma hollywoodien sont réunis ici autour de véritables héros, porteurs de mythes, animés de vie, parcourus de vibrations. Peu importe finalement si l'époque du rock'n roll est abordée plus légèrement que celle du folk ou du psychédélic-rock.

ALAIN WAIS.

* Voir les films nouveaux. Diéque *American Pop* : Arabella Eurodisc 203-737-320.

VARIÉTÉS

Renaud à l'Olympia

Renaud s'est installé bravement à l'Olympia pour trois semaines. Il s'appuie sur un orchestre solide, où le guitariste Serge Sald lui fait des merveilles, il s'enracine derrière son micro, et, avec deux choristes masculins, passe en revue son univers.

« Tous les systèmes sont dégueulasses » et la Marseillaise, « même en reggae », le fait « gerber ». En uniforme loubard, aujourd'hui désormais naturalisé banlieusard, comme à ses débuts il était Titi parisien, Renaud crache sans distinction sur les flics, le fric, l'Hexagone, les « tronches de rats » et « l'opéra bourgeois ». Un révolté à ce qu'il est. Pas délicat, sauf le cœur. Anti-communiste, anti-fasciste, anti-n'importe quoi.

Coluche et Reiser semblent les parrains de cette terreur à tête de mignon goyoché. Il ne fait peur à personne, Renaud. Devenu la référence d'une génération qui aime bien rire bête et méchant, il draine dans ses chansons tout un brio-brac contemporain. Peu importe qu'il soit sincère ou non, ce dont il parle existe, et son répertoire tient debout, même s'il n'est pas très varié. — Cl. D.

* Olympia, 21 heures.

Voyagez au Canada grâce aux ondes courtes

en écoutant quotidiennement les émissions de

Radio Canada International

vers l'Europe

Pour recevoir gratuitement l'horaire de nos émissions, écrivez-nous à:

Radio Canada International (L.M.)

C.P. 6000

Montréal, Canada H3C 3A8

Nom _____

Adresse _____

LÉGION D'HONNEUR

Le Journal officiel du 7 janvier publie la liste des nominations et promotions dans l'ordre de la Légion d'honneur. Il s'agit de la promotion traditionnelle, dite du 1^{er} janvier, qui, cette année, est publiée avec quelques jours de retard (le Monde du 2 janvier).

GRAND CROIX

Est élevé à la dignité de grand croix M. François Jacob, chef du service de génétique microbienne à l'Institut Pasteur, prix Nobel.

GRAND OFFICIER

Sont élevés à la dignité de grand officier :
M. Guy Debory, professeur titulaire à l'université Panthéon-Sorbonne (Paris-I) ; Alfred Kastler, directeur de recherches titulaires au C.N.R.S., prix Nobel ; Armand Salacrou, auteur dramatique ; Jean-Louis Vigier, ancien sénateur, ancien président du conseil municipal de Paris.

Premier ministre

Sont promus commandeurs :
M. Henri Michel, président du comité d'honneur de la deuxième guerre mondiale ; Charles Sadron, professeur honoraire.
Sont promus officiers :
M. Jean-Paul Allama, directeur du service des comptes rendus analytiques du Sénat ; Christian Cassan, ancien directeur de théâtre ; Marcel Frison, premier adjoint au maire de Lille ; Robert Legat, chef du bureau des marchés ; Edmond Zuber, président d'un office public d'aménagement et de construction.

Sont nommés chevaliers :
M. André Catinieux, chef de service aux télécommunications ; René Etienne, P.-D.G. de banque ; Georges Orliou, docteur en médecine ; Mgr Louis Kuchel, évêque de Meaux ; M. Roger Lamy, directeur d'usine ; Jean Royou, conseiller général et maire ; Gaston Bouchet, directeur d'un théâtre populaire ; Mlle Colette Richard, apiste, épéiste, escrimeuse.

Grande Chancellerie de la Légion d'honneur

Est promu commandeur :
M. Marcel Gry, préfet honoraire, ancien ambassadeur de France à Madagascar.

Sont promus officiers :
M. Albert Delaune, secrétaire d'une section d'entraide de la Légion d'honneur ; Max Gille, directeur des services fiscaux honoraire ; Marie, Bourard Labuthe, payeur principal en retraite ; Léon Nègre, président d'une section d'entraide de la Légion d'honneur ; Jean Nicot, avocat général honoraire à Paris ; Charles Valéry, président d'une section de la Légion d'honneur.

Sont nommés chevaliers :
M. Alcide Baccaloni, secrétaire général honoraire de la mairie d'Antibes ; Marcel Bisch, inspecteur général honoraire à la S.E.C.F. ; Mme Denise Gabrier, épouse Riche

ron, sœur-femme, surveillante générale en retraite ; M. Henry Gadet, administrateur en chef honoraire de la France d'outre-mer ; Roger Conan, chef d'équipe de la marine en retraite ; Ernest Garret, officier de paix principal honoraire ; Juste Gauthier, ingénieur principal honoraire à la S.E.C.F. ; Michel Hugues, inspecteur départemental honoraire de l'éducation nationale ; Lucien Leboucq, directeur du travail honoraire ; Jean Pierucci, attaché honoraire de la France d'outre-mer ; Clément Boudin, chargé de mission honoraire au ministère du budget ; Marcel Tanguy, directeur d'école honoraire.

Communication

Sont promus officiers :
M. Jean Galt, conseiller technique d'un journal de province ; Louis-Jean, Antoine Galmur, président-directeur général du groupe Bayard-Presses.
Sont nommés chevaliers :
Mme Germaine Baccin, née Bon, technicienne de gestion et d'administration à P.E.T. ; Alice Claire Goussier, épouse Riche, secrétaire générale du centre de formation et de perfectionnement des journalistes ; M. Louis Mollon, directeur adjoint à la S.E.P. ; Denis Périot, dit Périot-Davies, journaliste.

Industrie

Sont promus officiers :
M. Roger Faucher de Corn, secrétaire général du conseil général des mines au ministère ; Marc Orlin, vice-président délégué de la chambre syndicale des constructeurs d'automobiles ; André Tomkowiak, président de l'Institut de développement industriel.
Sont nommés chevaliers :
M. Bernard Blanchard, directeur général adjoint de société ; Pierre Barra, magistrat chargé de la sous-direction des affaires juridiques et contentieuses au ministère ; Paul Sourlier, directeur général du bureau de recherches géologiques et minières ; Marie, Jean, Paul Girard, P.-D.G. d'une société ; Henri Koblenz, directeur de la maison des fêtes de l'école des mines de Douai ; Rodolphe Messier, directeur administratif et financier d'une société ; Emile Noël, chef de service dans une société ; Mlle Denise Paris P.-D.G. d'une société.

Energie

Est promu officier :
M. Pierre Courville, directeur de laboratoire au C.E.A.
Sont nommés chevaliers :
M. Maurice Bourjel, président du groupe de travail sur les aspects institutionnels et procéduriers de la politique énergétique ; Willy Chassan, géologue, ingénieur-conseil ; Alexis Destruys, secrétaire général des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais ; Pierre Jacquard, directeur, délégué à l'innovation du groupe C.E.A. ; Adolphe Sacksteder, chef parson aux Houillères de Lorraine ; Jean Soustra, secrétaire général de la Fédération P.O. de l'énergie électrique et gazière.

Intérieur et décentralisation

Sont promus commandeurs :
M. Roger Courbey, vice-président du comité économique et social d'Ile-de-France ; Bernard Couderc, préfet, directeur général de la police nationale.

Sont promus officiers :
M. Bernard Bergot, préfet honoraire ; Marc Billaud, inspecteur général honoraire de la police ; Albert Chochanski, secrétaire en chef de la sous-préfecture de Clamart ; Léon Constant, ancien conseiller général du Nord ; Maxime Javelly, ancien sénateur des Alpes-de-Haute-Provence ; Georges Kloufon, vice-président du conseil général de l'Aisne, maire d'Eschirrolles ; Jean Lagarde, ancien maire de Lorient ; Jean-Claude Le Blond, administrateur civil honoraire ; Camille Labretton, maire d'Arzac-Marmont ; Georges Le Sidaner, sous-préfet honoraire ; Jean Perier, préfet de police de Paris ; Lucien Triand, président du tribunal administratif de Poitiers.

Sont nommés chevaliers :
M. Walter Amalmon, maire de Beaulieu ; Léopold Auguste, ancien maire de Froppie-les-Bains (Drôme) ; Pierre Benoit, préfet de l'Ardèche ; Jacques Berthelot, médecin des hôpitaux ; Jean Bongard, ancien maire de Saint-Ferréol ; Louis Bordes, ancien conseiller général de la Seine-Saint-Denis ; Robert Brunsard, commissaire principal, chef de la brigade dite « anti-gang » ; Henri Clément, conseiller général de la Nièvre ; André Chusseau, ancien conseiller général de la Haute-Vienne ; Georges Couderc, brigadier-chef à Saint-Etienne ; David Cuiviller, ancien maire de Perrières-la-Petite (Nord) ; Jean-François Damour, vice-président de la Fédération nationale des sapeurs-pompiers ; Bernard Deshayes, chef d'entreprise de Seine-Maritime ; Michel Destoumès, maire de Mollets-et-Mas (Landes) ; Mgr Henri Donze, évêque de Tarbes et de Lourdes.

M. Pierre Douze, brigadier-chef honoraire ; Camille Farjon, adjoint au maire de Saint-Jean-le-Vieux (Vendée) ; Pierre Favreau, secrétaire général de la ville d'Issoudun ; Jean Jambon, conseiller général de la Gironde, maire de Camps-sur-l'Isle ; Emile Kammann, ministre officiant du culte israélite à Paris ; Roger Lacroix, conseiller général de Seine-et-Marne ; maire de Chalon-sur-Saône ; Bernard Lamy, chef des transmissions à la préfecture de l'Essonne ; Raymond Laroche, chef de service à la préfecture du Puy-de-Dôme ; Basilien Lecia, délégué pour les affaires courtes auprès du ministre ; Roland Leconte, brigadier-chef ; Henri Lefebvre, conseiller général du Nord, maire de Candry ; Mlle Paulette Lepert, directrice à la préfecture du Nord ; M. Raoul Lombard, adjoint au maire d'Avignon ; Lucien Menage, commissaire divisionnaire ; Alexandre Octave, maire de Dommarin (Nièvre) ; Pierre Oudot, maire de Bourgoin-Jallieu (Isère) ; M. Bernard Pineda, conseiller gé-

néral de l'Aube ; Gabriel Rodet, maire de Rochepot (Orne) ; Jean-Pierre Rodier, sous-préfet d'Asp ; Jean-Marie Rogel, ancien secrétaire général de la mairie de Clermont-Ferrand ; Antonia Saint-Michel, maire de Tarnac ; Henri Scognamiglio, président du conseil général des Landes ; Paul Silvani, ancien vice-président du comité économique et social de la Corse, correspondant du Monde à Ajaccio ; René Sirat, grand rabbin de France ; Jean Soule, conseiller général de la Haute-Loire, maire de La Chomette ; Mgr Jean-François Strelt, évêque de Nevers ; Mme Thérèse Tysyandre, sténodactygraphe ; M. Robert Thivaut, secrétaire général de la mairie de Romagnat (Puy-de-Dôme) ; Gaston Viena, conseiller général du Val-de-Meuse, maire d'Orly ; André Xenoni, ancien maire de Saint-Gingolph (Haute-Savoie).

Educational nationale

Est promu commandeur :
M. François Luchaire, professeur à l'université Paris-I.
Sont promus officiers :
M. Gabriel Bets, inspecteur général ; Pierre Chabrol, attaché principal d'administration, I.U.T. de Vannes ; Robert Claude, professeur à l'université de Limoges ; Bernard Depin, attaché d'administration au L.E.P. de Rouen ; Jacques Droc, ancien professeur à l'université Paris-IV ; Octave Fimbel, conseiller médical pour l'académie de Toulouse ; François Légar, maître-assistant à Toulouse-II ; Raymond Millot, attaché d'administration à Lyon ; Georges Millot, professeur à Strasbourg-I ; Adolphe Pasaut, professeur à Bordeaux-I ; Paul Philippin, professeur de collège à Mantes ; Pierre Picard, inspecteur général de l'administration ; Fernand Seguin, sous-directeur au ministère ; Eugène Tavenaux, ancien professeur à Nancy-II.

Sont nommés chevaliers :
M. Raymond Allain, maître ouvrier au lycée de Guimpe ; Raffaele Antuori, technicien principal université Paris-VI ; Mmes Yvonne Bernard, épouse Boucard, professeur de collège à La Vaucluse ; Gisèle Bordier, épouse Aumerier, maître-assistant université de Dijon ; M. Philippe Bressant, inspecteur d'académie ; Pierre Cabanis, président de l'université de Clermont-Ferrand ; Mlle Marguerite Chariot, inspecteur de l'administration ; M. Joseph Citron, professeur de lycée L.E.P. dans l'académie de Clermont-Ferrand ; Yves Cohen, professeur à Paris-XI ; Paul Eugène Corget, professeur du lycée Arc-de-Meyran d'Alsace-Provence ; Paul Costas, ingénieur divisionnaire, conseiller technique au recteur de Dijon ; Georges Couton, professeur à Lyon-II ; M. Etienne Dallmaso, professeur à Paris-VII ; Mlle Madeleine Dasse, proviseur du lycée de Saintes ; M. Michel Derche, conseiller de l'enseignement technologique de l'académie de Créteil ; André Desamps, inspecteur départemental à Aras ; Georges Dewas, inspecteur principal de l'enseignement technique de Lyon ; Mme Denise Dubois, épouse Clermenceux, proviseur du

lycée Valentin-Labbé de Lons ; M. Clément Dumont, directeur d'école honoraire ; Jacques Fort, professeur à l'université de Poitiers ; Jean Giraud, chargé de cours à Grenoble-II ; Gabriel Godet, inspecteur général ; Mme Louise Humbert, épouse Médraux, proviseur du L.E.P. de Romagnat ; M. Pierre Le Truand, technicien à l'école supérieure de mécanique de Nantes ; Yves Mahé, inspecteur d'académie ; Gaston Mialaret, professeur à l'université de Caen ; Pierre Motard, proviseur du lycée Montesquiers de Bordeaux ; Michel Nidaus, professeur à l'Institut national polytechnique de Lorraine ; Jean Nicolas, chef de travaux, assistant des hôpitaux, université de Limoges ; René Orselli, professeur à Montpellier-I ; Jacques Palu, professeur au lycée Laure-Gaut de Férignol ; Charles Valéguin, conseiller pédagogique d'adaptation honoraire ; Arvin Pérennigier, professeur au L.E.P. de Bron ; Mme Françoise Poulhes, épouse Bouteiller, attaché

d'administration au C.N.O. ; M. Robert Quereux, inspecteur principal de l'enseignement technique à Nantes ; Georges Roy, technicien principal à Aix-Marseille-II ; Scott Sibar, assistant associé honoraire à Paris-V ; Robert Romilly, professeur de collège du Loiret ; Lucien Senecat, inspecteur principal de l'enseignement technique à Lyon ; Paul Soumlet, inspecteur de l'enseignement technique à Orléans-Tours ; Pierre Tucco-Chala, professeur à la faculté des lettres de Pau ; Pierre Tschary, proviseur du lycée François-Bazin, de Charleville-Mézières.

Relations

avec le Parlement

Est promu officier :
M. Paul Amiot, secrétaire général de la questure de l'Assemblée nationale.
Est nommé chevalier :
M. Roger Camy, instituteur retraité.

Faible représentation des femmes et « rattrapage » en promotion des personnes nommées avant 1969 : telles sont les principales caractéristiques de la promotion de la Légion d'honneur du 1^{er} janvier 1982.

Parmi les cinq cent soixante et onze personnes citées (contre six cent trente-cinq le 1^{er} janvier 1981), chacun retiendra tel ou tel nom, mais il est probable que la nomination de M. Georges Séguin (chevalier, au titre du ministère du travail) sera très commentée. D'autres noteront que la gauche a nommé ou promu quatre évêques (M. SS., Bercier, Donze, Kuehn et Strelt) ainsi que le grand rabbin de France, M. Sirat.

Les amateurs de faits divers souligneront la nomination du commissaire Robert Broussard, patron de la célèbre brigade anti-gang. D'autres, enfin, salueront la nomination, au titre du ministère de la santé, de M. Emmanuel Viria, doyen des greffés du cœur.

La promotion du 1^{er} janvier 1982 est marquée par une grande discrétion de la représentation féminine : cinquante-deux nominations ou promotions (9,1 % de l'ensemble) contre soixante et onze (11 %) l'an dernier. La palme du sixième revient assurément au ministère de la justice : aucune femme n'a

été retenue cette année dans son contingent.

Il est vrai que le seul ministère absent de cette promotion est celui... des droits de la femme. Pour des raisons administratives, dit-on. En principe, ce ministère disposerait d'un contingent de quatre décorations. Peut-être y aura-t-il, avant le 8 mars, Journées internationales des femmes, une petite promotion féminine pour compenser cette absence surprenante.

La gauche au pouvoir semble avoir entrepris de « rattraper » légèrement des membres de la Légion d'honneur nommés avant 1968 et qui, depuis, n'avaient bénéficié d'aucune promotion : 30,4 % des promotions concernent des légionnaires qui, depuis vingt-trois ans, n'avaient pas été cités. L'an dernier, 25 % des promus étaient dans ce cas.

Depuis la création de l'ordre national du Mérite, en 1963, le nombre des nominations dans l'ordre de la Légion d'honneur est, chaque année, en diminution par rapport à l'année antérieure. A l'époque, le nombre total des légionnaires dépassait les trois cent mille. L'objectif était de le ramener progressivement à cent vingt-cinq mille. En avril 1981, on comptait un peu moins de deux cent cinquante mille membres de la Légion d'honneur.

Happy New Year

from Johnnie Walker

LIQUIDA

POUR TO

Jeudi 4.50.

LÉGION D'HONNEUR

CARNET

Relations avec le Parlement

Justice

Préfecture

Travail

Enseignement

Intérieur

Armée

Marine

Aéronautique

Industrie

Agriculture

Commerce

Travaux publics

Transports

Postes

Électricité

Équipement

Urbanisme

Environnement

Coopération

Europe

Asie

Afrique

Océanie

Amérique

Autres

Justice

Préfecture

Travail

Enseignement

Intérieur

Armée

Marine

Aéronautique

Industrie

Agriculture

Commerce

Travaux publics

Transports

Postes

Électricité

Équipement

Urbanisme

Environnement

Coopération

Europe

Asie

Afrique

Océanie

Amérique

Autres

Réceptions

Naissances

Fiançailles

Mariages

Décès

Obituaires

Échos

Notes

Informations

Actualités

Économie

Culture

Art

Science

Sport

Loisirs

Éducation

Santé

Environnement

Coopération

Europe

Asie

Afrique

Océanie

Amérique

Autres

Year

Année

1962

1961

1960

1959

1958

1957

1956

1955

1954

1953

1952

1951

1950

1949

1948

1947

1946

1945

1944

1943

1942

1941

1940

1939

1938

1937

1936

1935

1934

1933

1932

1931

1930

1929

1928

1927

1926

1925

1924

1923

1922

1921

1920

1919

1918

1917

1916

1915

1914

1913

1912

1911

1910

1909

1908

1907

1906

1905

1904

1903

1902

1901

1900

1899

1898

1897

1896

1895

1894

1893

1892

1891

1890

1889

1888

1887

1886

1885

1884

1883

1882

1881

1880

1879

1878

1877

1876

1875

1874

1873

1872

1871

1870

1869

1868

1867

1866

1865

1864

1863

1862

1861

1860

1859

1858

1857

1856

1855

1854

1853

1852

1851

1850

1849

1848

1847

1846

1845

1844

1843

1842

1841

1840

1839

1838

1837

1836

1835

1834

1833

1832

1831

1830

1829

1828

1827

1826

1825

1824

1823

1822

1821

1820

1819

1818

1817

1816

1815

1814

1813

1812

1811

1810

1809

1808

1807

1806

1805

1804

1803

1802

1801

1800

1799

1798

1797

1796

1795

1794

1793

1792

1791

1790

1789

1788

1787

1786

1785

1784

1783

1782

1781

1780

1779

1778

1777

1776

1775

1774

1773

1772

1771

1770

1769

1768

1767

1766

1765

1764

1763

1762

1761

1760

1759

1758

1757

1756

1755

1754

1753

1752

1751

1750

1749

1748

1747

1746

1745

1744

1743

1742

1741

1740

1739

1738

1737

1736

1735

1734

1733

1732

1731

1730

1729

1728

1727

1726

1725

1724

1723

1722

1721

1720

1719

1718

1717

1716

1715

1714

1713

1712

1711

1710

1709

1708

1707

1706

1705

1704

1703

1702

1701

1700

1699

1698

1697

1696

1695

1694

1693

1692

1691

1690

1689

1688

1687

1686

1685

1684

1683

1682

1681

1680

1679

1678

1677

1676

1675

1674

1673

1672

1671

1670

1669

1668

1667

1666

1665

1664

1663

1662

1661

1660

1659

1658

1657

1656

1655

1654

1653

1652

1651

1650

1649

1648

1647

1646

1645

1644

1643

1642

1641

1640

1639

1638

1637

1636

1635

1634

1633

1632

1631

1630

1629

1628

1627

1626

1625

1624

1623

1622

1621

1620

1619

1618

1617

1616

1615

1614

1613

1612

1611

1610

1609

1608

1607

1606

1605

1604

1603

1602

1601

1600

1599

1598

1597

1596

1595

1594

1593

1592

1591

1590

1589

1588

1587

1586

1585

1584

1583

1582

1581

1580

1579

1578

1577

1576

1575

1574

1573

1572

1571

1570

1569

1568

1567

1566

1565

1564

1563

1562

1561

1560

1559

1558

1557

1556

1555

1554

1553

1552

1551

1550

1549

1548

1547

1546

1545

1544

1543

1542

1541

1540

1539

1538

1537

1536

1535

1534

1533

1532

1531

1530

1529

1528

1527

1526

1525

1524

1523

1522

1521

1520

1519

1518

1517

1516

1515

1514

1513

1512

1511

1510

1509

1508

1507

1506

1505

1504

1503

1502

1501

1500

1499

1498

1497

1496

1495

1494

1493

1492

1491

1490

1489

1488

1487

1486

1485

1484

1483

1482

1481

1480

1479

1478

1477

1476

1475

1474

1473

1472

1471

1470

1469

1468

1467

1466

1465

1464

1463

1462

1461

1460

1459

1458

1457

1456

1455

1454

1453

1452

1451

1450

1449

1448

1447

1446

1445

1444

1443

1442

1441

1440

1439

1438

1437

1436

1435

1434

1433

1432

1431

1430

1429

1428

1427

1426

1425

1424

1423

1422

1421

1420

1419

1418

1417

1416

1415

1414

1413

1412

1411

1410

1409

1408

1407

1406

1405

1404

1403

1402

1401

1400

1399

1398

1397

1396

1395

1394

1393

1392

1391

1390

1389

1388

1387

1386

1385

1384

1383

1382

1381

1380

1379

1378

1377

1376

1375

1374

1373

1372

1371

1370

1369

1368

1367

1366

1365

1364

1363

1362

1361

1360

1359

1358

1357

1356

1355

1354

1353

1352

1351

1350

1349

1348

1347

1346

1345

1344

1343

1342

1341

1340

1339

1338

1337

1336

1335

1334

1333

1332

1331

1330

1329

1328

1327

1326

1325

1324

1323

1322

1321

1320

1319

1318

1317

1316

1315

1314

1313

1312

1311

1310

1309

1308

1307

1306

1305

1304

1303

1302

1301

1300

1299

1298

1297

1296

1295

1294

1293

1292

1291

1290

1289

1288

1287

1286

1285

1284

1283

1282

1281

1280

1279

1278

1277

1276

1275

1274

1273

1272

1271

1270

1269

1268

1267

1266

1265

1264

1263

1262

1261

1260

1259

1258

1257

1256

1255

1254

1253

1252

1251

1250

1249

1248

1247

1246

1245

1244

1243

1242

1241

1240

1239

1238

1237

1236

1235

1234

1233

1232

1231

1230

1229

1228

1227

1226

1225

1224

1223

1222

1221

1220

1219

1218

1217

1216

1215

1214

1213

1212

1211

1210

1209

1208

1207

1206

1205

1204

1203

1202

1201

1200

1199

1198

1197

1196

1195

1194

1193

1192

1191

1190

1189

1188

1187

1186

1185

1184

1183

1182

1181

1180

1179

1178

1177

1176

1175

1174

1173

1172

1171

1170

1169

1168

1167

1166

1165

1164

1163

1162

1161

1160

1159

1158

1157

1156

1155

1154

1153

1152

1151

1150

1149

1148

1147

1146

1145

1144

1143

1142

1141

1140

1139

1138

1137

1136

1135

1134

1133

1132

1131

1130

1129

1128

1127

1126

1125

1124

1123

1122

1121

1120

1119

1118

1117

1116

1115

1114

1113

1112

1111

1110

1109

1108

1107

1106

1105

1104

1103

1102

<

INFORMATIONS « SERVICES »

TRANSPORTS

Voyager en train les mains libres

Voyager en train les mains libres, en n'emportant avec soi qu'un sac ou une petite valise, c'est possible. Il suffit de savoir à quelles conditions on peut confier ses autres bagages à la S.N.C.F.

Sur présentation de son titre de transport, tout voyageur (adultes et enfants d'au moins quatre ans) peut enregistrer trois colis ou objets distincts à condition que le poids de chacun d'entre eux ne dépasse pas 30 kilos. Exceptions à cette règle : les motocyclettes non serties à l'immatriculation et les voitures de malades, enregistrées sans limitation de poids, contre le paiement d'une taxe de 54 F pour les motocyclettes, de 9 F pour les voitures de malades, blessés ou invalides. La taxe d'enregistrement des bagages ordinaires est de 18 F.

On peut également, dans la plupart des localités desservies par la S.N.C.F., faire enregistrer ou livrer ses bagages à domicile. Il est alors perçu un droit de 12 F par objet ou colis à chaque opération, enlèvement et livraison. Il faut pour cela prévenir à l'avance la gare de départ, ou à Paris le centre de renseignements téléphoniques (téléphone : 281-50-50).

La S.N.C.F. achemine les bagages « le plus rapidement possible » : habituellement en vingt-quatre heures pour les bagages remis et retirés en gare (quarante-huit heures en période de pointe) sur les lignes directes (1).

Sur les autres lignes, ce délai est de cinq jours (jours de remise non compris), quelles que soient les conditions de remise et de livraison, à domicile ou en gare. Si ces délais ne sont pas respectés, on peut demander sans formalité le remboursement des frais de transport à la S.N.C.F. Les bicyclettes enregistrées sont transportées dans les mêmes conditions que les autres bagages.

Toutefois, il est possible sur les trajets à courte et moyenne distance (consulter l'indicateur S.N.C.F.) de transporter gratuitement son vélo comme un simple bagage à main à condition d'en assurer soi-même le chargement, le déchargement et la surveillance.

Les gares peuvent également enregistrer directement des bagages à destination des localités desservies par des services routiers ou des réseaux secondaires.

Chiens et chats

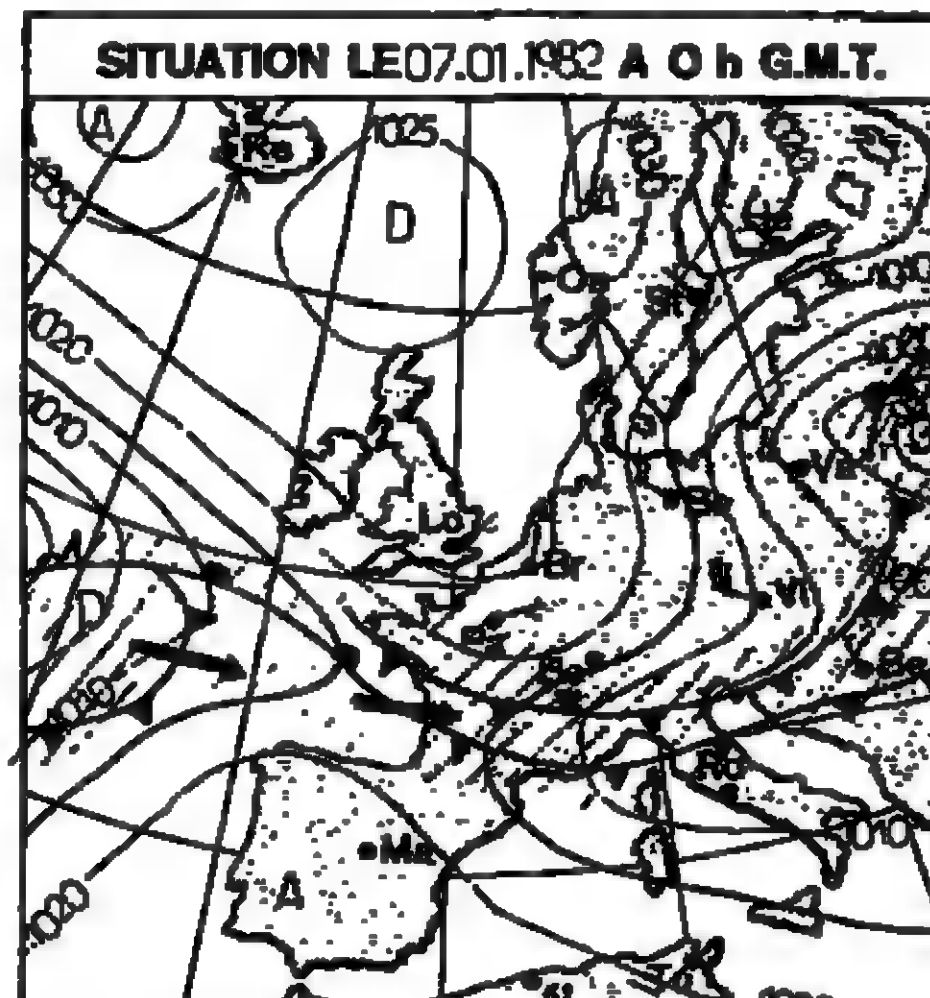
Les chiens et les chats animaux domestiques sont admis (en principe muselés) dans les compartiments, à condition de ne pas gêner les autres voyageurs. Dans le cas contraire, ils sont transportés dans un fourgon. Les chiens de petite taille sont enfermés dans un contenant ne dépassant pas 45 x 30 x 25 cm. La taxe fixe applicable est de 11 F pour un trajet n'excédant pas 99 km et de 16 F pour un parcours plus long. Pour les animaux de grande taille, il est perçu le prix d'un billet de seconde classe à demi tarif. Arrivé à destination, on peut laisser ses bagages en dépôt dans une consigne manuelle moyennant un droit de 6 F par période de vingt-quatre heures. Attention : ce prix peut être doublé pour les objets encombrants. Les consignes automatiques de petite dimension coûtent 3 F, les plus grandes 5 F.

Une précaution s'impose : ne pas y déposer d'objets de valeur. Les consignes automatiques sont en effet encore trop souvent dévalisées. Et il n'existe aucune possibilité de recours dans ce cas. La S.N.C.F. n'étant pas responsable des objets déposés dans les consignes automatiques. On l'aura compris : mieux vaut payer quelques francs de plus et confier ses bagages à la surveillance d'un préposé. Dans ce cas, la responsabilité de la S.N.C.F. en cas d'incident de parcours est également limitée. Mais, dans de nombreuses gares, on peut faire assurer ses bagages en souscrivant une assurance complémentaire auprès de la Compagnie européenne d'assurance.

PHILIPPE DUMONT.

(1) La liste des liaisons directes est à la disposition des voyageurs dans chaque gare.

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le jeudi 7 janvier à 6 heures et le vendredi 8 janvier à 24 heures :

Le courant océanique perturbé aura hâlé à nouveau notre pays et au contact des masses d'air différenciées des précipitations importantes se produiront.

Vendredi une zone pluvio-neigeuse se situant le matin sur la Bretagne, le sud du Bassin parisien, le Massif Central, les Alpes et la Méditerranée s'étendra dans la journée au nord et à l'est de la France : des chutes de neige et des formations de verglas précéderont les pluies.

Un temps plus doux et plus variable avec alternance d'averses et d'éclaircies s'établira progressivement sur l'Ouest, le Sud-Ouest et le golfe du Lion.

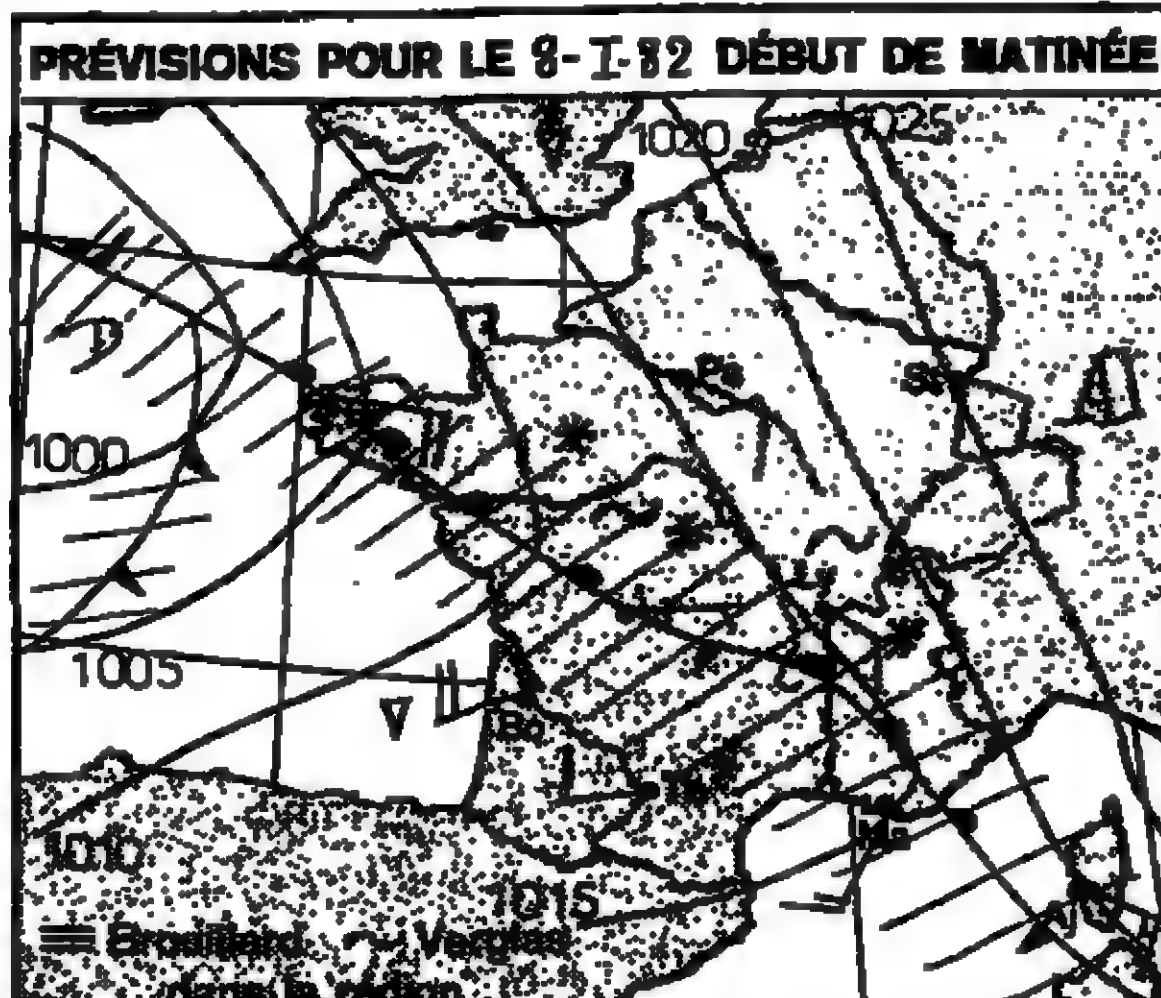
Les vents seront assez forts. Ils souffleront du sud-est sur le nord et l'est du pays, du sud-ouest ailleurs.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le 7 janvier 1982 à 7 heures de 1 026,9 millibars, soit 770,2 millibars de mercure.

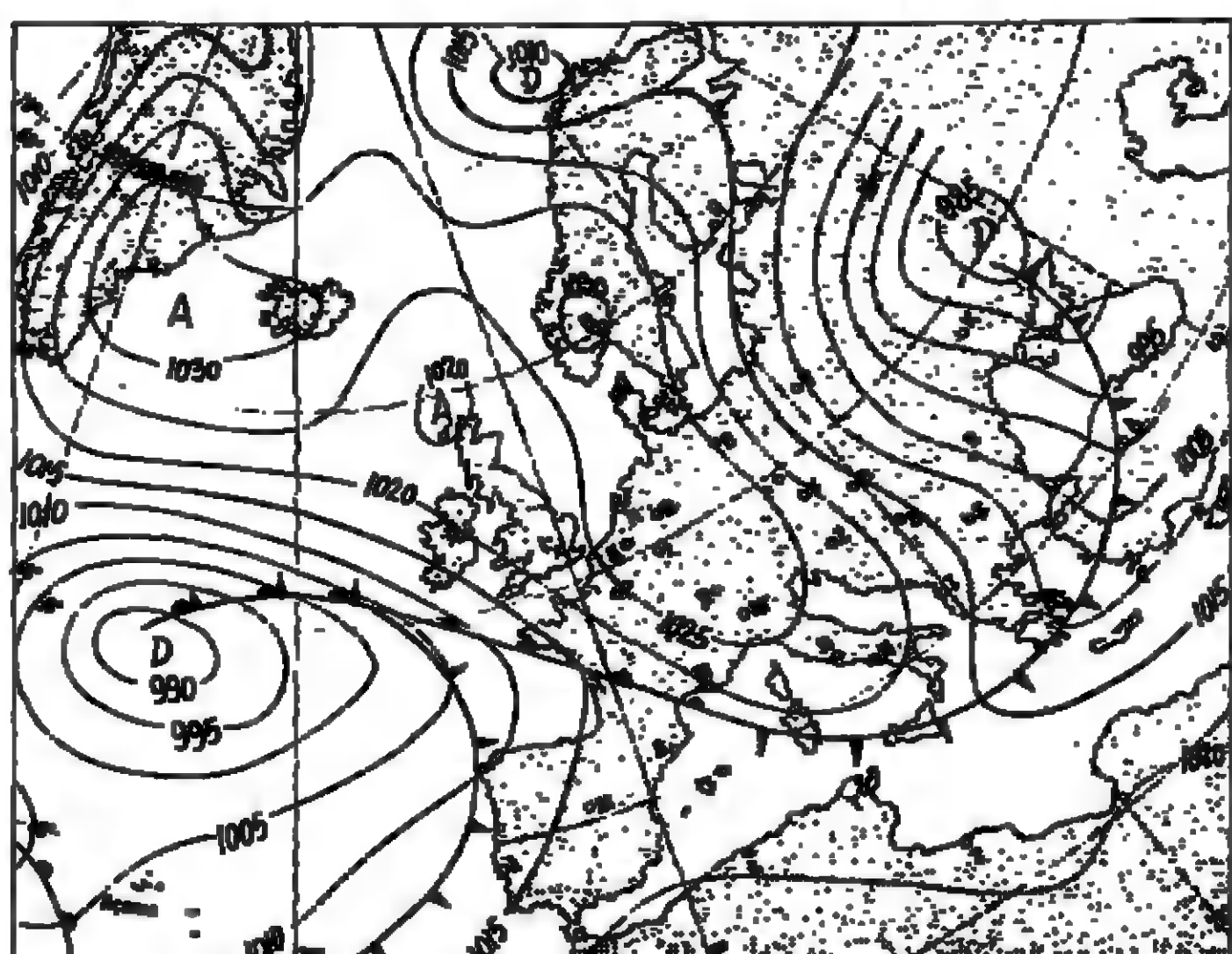
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 6 janvier ; le second, le minimum de la nuit du 6 au 7 janvier) :

Ajaccio, 17 et 11 degrés ; Biarritz, 17 et 13 ; Bordeaux, 15 et 10 ; Bourges, 9 et -3 ; Brest, 10 et -1 ; Caen, 6 et -2 ; Clermont-Ferrand, 8 et -1 ; Dijon, 10 et -5 ; Grenoble, 8 et -1 ; Lille, 1 et -5 ; Lyon, 9 et -1 ; Marseille-Marseille, 17 et 7 ; Nancy, 9 et -8 ; Nantes, 8 et -1 ; Nice-Côte d'Azur, 19 et 8 ; Paris-Le Bourget, 7 et -3 ; Pau, 19 et 13 ; Perpignan, 22 et 17 ; Rennes, 10 et -2 ; Strasbourg, 10 et -6 ; Tours, 10 et -1 ; Toulouse, 17 et 18.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 20 et 8 degrés ; Amsterdam, -1 et -6 ; Athènes, 16 et 7 ; Berlin, -1 et -7 ; Bonn, -1 et -11 ; Bruxelles, 0 et



PRÉVISIONS POUR LE 8 JANVIER, A 0 HEURE (G.M.T.)



mètres sur le Massif Central vers 1 500 mètres ; 10 centimètres vers 1 800 mètres sur la Corse. Les chutes de neige humide et lourde sur les Alpes du Nord ont été importantes ces derniers jours et on relève souvent plus de 2 mètres de neige au-dessus de 2 000 mètres. De nombreuses plaques à vent sont apparues rendant le manteau neigeux très instable. Sur les Alpes du Sud, on observe également une bonne épaisseur de neige.

Pour la fin de la semaine, le temps sera encore très modéré. Il neigera au-dessus de 1 800 mètres sur les Pyrénées et la Corse et au-dessus de 1 200 mètres dans le Massif Central et les Alpes. Seules les Vosges bénéficieront dimanche d'un temps plus clément mais froid.

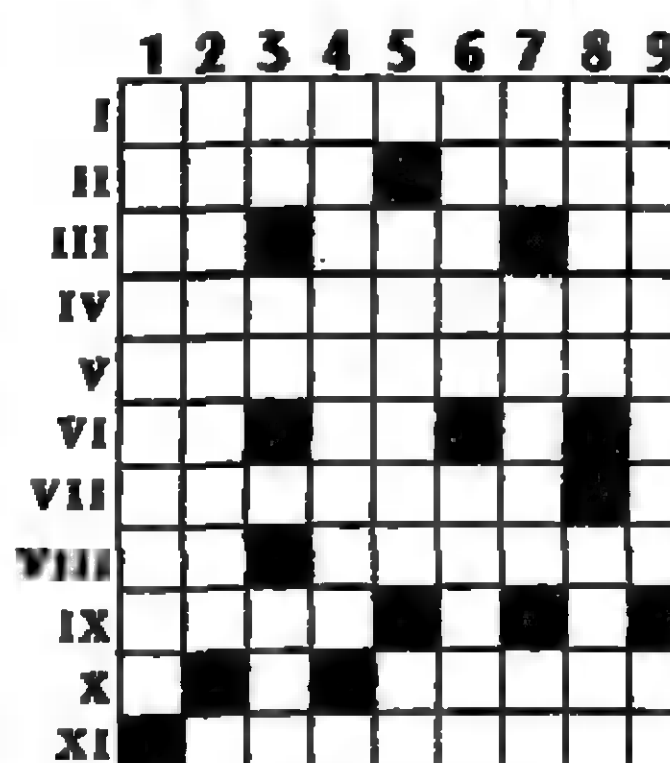
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

L'ÉTAT DE LA NEIGE EN FRANCE

L'épaisseur du manteau neigeux est importante sur les Vosges, le Jura et on observe 60 à 80 centimètres sur les Pyrénées vers 1 800 mètres ; 60 cent-

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3099



HORIZONTALEMENT

I. L'un refroidit sur la route, l'autre réchauffe la maison. - II. Leur lourdeur allège le cœur du paysan. Promesse de situation élevée pour celui qui fait carrière dans la marine. - III. Possessif. Rase. Personnel. - IV. Ancêtres de César et de Marius. - V. Il en pleuvait à Waterloo, ce qui contrastait avec le soleil d'Austerlitz. - VI. Deux cinquièmes d'un tiers. Personnel. - VII. Air poétique ne manquant pas de fraîcheur. - VIII. Est mieux à sa place au Louvre qu'à la Samaritaine. Hypoderme. - IX. Organisation internationale d'apprentis sorciers. - X. Cité glorieuse évoquant Sambre et Meuse. - XI. Sa largeur de vue n'est pas contestable.

VERTICALEMENT

I. Avant guerre, on ne parlait d'elle qu'en physique ; il y en a maintenant une dont on parle en histoire. - 2. Tel un sujet faisant plus de flemme que de flamme. - 3. Duplicateur. Lu en marge. Quand la masse se soulève dans le monde ouvrier, il y est pour quelque chose. - 4. Moyen de parade contre les liaisons dangereuses. - 5. Cousin du cousin. Le drame d'Hiroshima. - 6. Vieux Grec très regardant ayant calculé beaucoup. Le grand prix de l'étoile. - 7. Abusé. Grand, il ne passe pas. Possessif. - 8. Appellation non contrôlée. Certains l'adorent, d'autres le prennent en grippe. - 9. Objectif visé par un aigle. Façon de taper dans la caisse.

Solution du problème n° 3098

Horizontalement

I. Fromage. - II. Repère. As. - III. Ipéca. Lit. - IV. Ger. File. - V. Irascible. - VI. Date. Eres. - VII. Ebiseler (cf. « chant »). - VIII. Los. - IX. Bénitiers. - X. Sou. Nue. - XI. Ci. Nattes.

Verticalement

1. Frigide. Bac. - 2. Repérable. - 3. Opérations. - 4. Mec. Session. - 5. Ara. Tua. - 6. GE. Fiel. - 7. Librement. - 8. Allier. Rue. - 9. Pâtes. Ases.

GUY BROUTY.

DANSES ANCIENNES - La Direction départementale Temps libre, Jeunesse et Sports de Paris organise avec l'appui du CAFAPS un cycle de danses anciennes du XIX^e siècle (polka, valse, mazurka, scottish, galop, quadrille), en janvier, février et mars 1982, tous les lundis de 18 h 45 à 20 h 15, au lycée Saint-Louis, 44, boulevard Saint-Michel, 75006 Paris. Participation : 200 F (assurance comprise).

* 25, rue de Valenciennes, 75006 Paris. Tél. : 359-01-69, postes 208 et 217.

FORMATION PERMANENTE

DIRECTION DE FORMATION - L'A.F.E.C.

(Association de formation et d'enseignement continu) organise trois stages : 1) ouvrir une boutique : Paris, 5 semaines, les 11 janvier, 15 mars, 19 avril 1982 ; 2) création d'entreprises en hôtellerie-restauration : Lyon, 9 mois, à compter du 1^{er} février ; 3) direction de PME : Paris, 14 semaines, à partir du 25 janvier.

* A.F.E.C., 91, rue Lafayette, 75009 Paris. Tél. : 281-38-76.

COMMUNICATION HUMAINE

- L'Université populaire de Paris organise du 11 au 15 janvier, à Paris, un séminaire « Autonomie personnelle et communication humaine ».

* Michel Taveras, 30, allée de Léo-Sapier, 78110 Le Vésinet. Tél. : 071-57-17.

PARIS EN VISITES

SAMEDI 9 JANVIER

« Hôtel de Clugny raconté aux jeunes », 14 h 30, 6, place Paul-Painlevé, M^e Brossier.
« Ecosse », 14 h 30, métro Saint-Denis, Porte de Paris, M^e Meyniel.
« Rodin », 15 h, 77, rue de Valenciennes, M^e Bachelier.
« Hôtel de Sully », 15 h, 62, rue Saint-Antoine, M^e Bouquet des Chaux.
« Hôtel Caillard », 15 h, 1, place de Général-Catroux, M^e Penac (Caisse nationale des monuments historiques).
« Festes du gothique », 16 h 45, Grand Palais, M^e Anquet.
« Exposition Turner », 15 h, 26, rue des Francs-Bourgeois (Approche de l'art).
« Crypte de Notre-Dame », 15 h, Paris (Arcs).
« Messager », 15 h, Grand Palais (Fart pour tous).
« La France-Magasin », 15 h, 16, rue Cadet (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
« La presse 1881-1944 », 15 h et 17 h, 123, rue Saint-Martin, M. Camry.
« Hôtel de Mondragon », 15 h, 3, rue d'Anin, M^e Ferrand.
« Hôtel Potocki », 15 h, 27, avenue de Friedland, M^e Hager.
« Hôtel Biron », 15 h, métro Varenne, M^e Haulier.
« Maison de Balzac », 15 h, 47, rue Raynoud (Histoire et Archéologie).
« Festes du gothique », 10 h 30, Grand Palais (P.-Y. Jaslet).
« La Madeleine et son quartier », 15 h, métro Madeleine (Lutèce-Vivantes).
« Les chefs-d'œuvre du musée », 16 h, musée du Louvre.
« Le couvent des Carmes », 15 h, métro Saint-Sulpice (Réaurection du passé).
« L'île de la Cité », 14 h 30, Pont-Neuf, M. Romann.

« Un célèbre centre d'acupuncture », 15 h, 12, rue de Pontlieu (Tourisme culturel).
« Le Marais », 14 h 30, 2, rue de Sévigné (Le Vieux Paris).
« Festes du gothique », 11 h, Grand Palais (Visages de Paris).

CONFÉRENCES

15 h, amphithéâtre Bachelard, Sorbonne, 1, rue Victor-Cousin, G. et G. Berthelemy : « Quel faire de la créativité en chacun de nous... ».
15 h, 12, rue du Renard, M. Schmitt : « Etre heureux » (Cercle d'études du Message du Graal).
15 h, Palais de la découverte, avenue Franklin-D-Roosevelt, M. A. Patel : « Utilisation de coraux en chirurgie orthopédique ».
18 h 30 et 21 h, Centre Chailion-Galliera, 28, avenue George-V : « Côte d'Ivoire, Jeune Afrique » (grand reportage) (projection).

Soldes de Soldes

LA SOLDERIE

Votre boutique de soldes de prêt-à-porter de luxe féminin

vous invite

du 5 au 9 janvier

A SES JOURNÉES

EXCEPTIONNELLES

40 % de démarque

85, RUE LA BOÉTIE. 359-18-01

Le Monde

DIMANCHE

Au sommaire du numéro du 10 janvier

- Les Français vus du Portugal.
- Les banques misent sur le paiement électronique.
- La bataille des photocopies.

- Signes : la patrie en danger.

- L'autogestion au quotidien.

- Combien touche un parlementaire en retraite ?

- Des moutons dans la forêt.

- Californie : l'école du courrier du cœur.

- La prophétesse américaine du féminisme se bat pour la famille.

- La chronologie du mois de décembre 1981.

Une nouvelle d'Edouard Brasey
« Siegfried Idyll »

Une nouvelle rubrique hebdomadaire :
L'actualité du disque

loterie nationale			LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER TOUS CUMULS COMPRIS, AUX BILLETS ENTIERS		
TRANCHE DES ROIS					
TIRAGE N° 1 DU 8 JANVIER 1982					
TERMI- NAISONS	FINALES ET NUMEROS	SOMMES À PAYER	TERMI- NAISONS	FINALES ET NUMEROS	SOMMES À PAYER
		F.			F.
1	1	100	7	37	200
	301	600		037	300
	901	600		217	300
	3 061	2 000		407	500
	2 281	2 000		697	500
	62 951	10 000		4 427	2 000
92 351	10 000	37 077	10 000		
2	22	200		62 417	10 000
	052	200		231 227	1 000 000
	672	500			
3	313	1 000	8	8	100
	293	200		208	400
	793	200	708	600	
	4 863	2 000			
4	308	500	9	09	200
	5 438	2 000		019	200
	05 388	10 000		339	300
				799	300
				0 169	2 000
5	0 105	2 000		2 999	2 000
	9 885	2 000		01 379	10 000
	06 205	10 000		01 969	10 000
6	356	500	0	90	200
	69 256	10 000		640	300
	266 916	1 000 000		1 660	2 000
PROCHAIN TIRAGE TRANCHE DE JANVIER DES SIGNES DU ZODIACUE					
LE 13 JANVIER 1982 A AUXERRE (Yonne)					
LOTTO					
23 38 40 42 48 49					
TIRAGE N° 1					
NUMERO COMPLEMENTAIRE 29					
PROCHAIN TIRAGE LE 13 JANVIER 1982 VALIDATION JUSQU'AU 12 JANVIER APRES-MIDI					
LOTTERIE NATIONALE TIRAGE DU 6 JANVIER 1982 - N° 1					

ARLEQUIN													
RÉSULTATS OFFICIELS DU TIRAGE N° 2													
DU 6 JANVIER 1982													
Finale et numéros		Les sommes à payer sont indiquées tous cumulés compris pour un billet entier											
6		Tous les billets terminés par 6 gagnent 70 F dans toutes les séries											
42		Tous les billets terminés par 24 gagnent 200 F dans toutes les séries Tous les billets terminés par 42 gagnent 300 F dans toutes les séries											
		Numéros gagnants dans toutes les séries						Sommes à payer					
789		0789	1789	2789	3789	4789	5789	6789	7789	8789	9789	F.	4 000
		0798	1798	2798	3798	4798	5798	6798	7798	8798	9798		400
		0879	1879	2879	3879	4879	5879	6879	7879	8879	9879		400
		0887	1887	2887	3887	4887	5887	6887	7887	8887	9887		400
		0878	1878	2878	3878	4878	5878	6878	7878	8878	9878		400
611		0887	1887	2887	3887	4887	5887	6887	7887	8887	9887		400
		0116	1116	2116	3116	4116	5116	6116	7116	8116	9116	870	
		0161	1161	2161	3161	4161	5161	6161	7161	8161	9161	800	
		0611	1611	2611	3611	4611	5611	6611	7611	8611	9611	4 400	
2263	Numéros gagnants	Sommes à payer				Numéros gagnants	Sommes à payer						
		Série 9		Autres séries			Série 9		Autres séries				
		F.	F.		F.	F.		F.	F.				
	2236	20 070	4 070	3238	20 070	4 070							
	2263	3 010 000	32 000	3262	20 000	4 000							
	2236	20 070	4 070	3622	20 000	4 000							
	2362	20 000	4 000	6223	20 000	4 000							
	2623	20 000	4 000	6232	20 000	4 000							
	2632	20 000	4 000	6222	20 000	4 000							
	2632	20 000	4 000	6222	20 000	4 000							
Prochain Arlequin : le 20 Janvier 1982 à PARIS - tirage à 18 h 50													
1982 - LOTTERIE NATIONALE - TIRAGE DU 6 JANVIER 1982 - N° 2													

Le Monde

économie

SOCIAL

EN DÉPIT DE CERTAINES CONTESTATIONS EN SON SEIN

La C.G.T. réaffirme sa position sur la crise polonaise

Le rapport de M. Gensous, secrétaire confédéral, sur la « situation politique », et notamment la Pologne, a été largement adopté, mercredi 3 janvier, par la commission exécutive de la C.G.T. (cent membres). Neuf voix contre et trois abstentions (1) ont été décomptées. « Rien de neuf », a commenté

M. Georges Ségué, secrétaire général, en apprenant, devant la presse, les résultats du vote.

Après avoir, le numéro 1 de la C.G.T. avait expliqué que le débat au sein de la commission exécutive avait été « très animé, très large, très sérieux ». Notant que de nombreux syndiqués s'interrogent sur « les raisons pour lesquelles un pays comme la Pologne en arrive à cette situation », il a souligné, en revanche, qu'une large majorité des syndiqués C.G.T. approuvent l'attitude du bureau confédéral, qui traduit « le sentiment moyen général des syndiqués ». M. Ségué a également souligné

la liberté d'expression des syndicats C.G.T., en ajoutant toutefois : « A partir du moment où un mouvement d'opposition concertée devient une opposition organisée qui veut agir en tant que tendance, cela constitue une infraction à la règle démocratique et il appartient donc au congrès et aux instances dirigeantes d'apprécier ». M. Ségué a, enfin, déclaré que la demande d'arbitrage, au sein du Conseil économique et social de M.M. Bohl et Maynad, soit une sanction. Il est normal, a-t-il indiqué, que ces deux personnes, ayant démissionné du bureau, ne soient pas renouvelés ce mandat lorsqu'il vient à échéance.

Solidarnosc a contesté le régime

souligne le rapport adopté par la commission exécutive

Dans son rapport à la commission exécutive, consacré pour moitié à la Pologne, M. Pierre Gensous rappelle d'abord la position de la C.G.T. sur les origines de la crise polonaise de 1980.

« Nous disons alors qu'il fallait se pencher sur les origines de la crise de la gestion économique du pays (...), entrainant une dégradation de la situation des travailleurs et de la population, aggravée encore par les répercussions de la crise des pays capitalistes. Mais nous faisons remarquer que cela ne devait pas constituer l'effort principal pour reconstruire un pays presque totalement détruit par la guerre, ni les acquis sociaux importants. »

« A des erreurs de gestion, nous ajoutons la dégradation de la situation des travailleurs et de la population, généralisée, qui a conduit à la dégradation de la situation économique et de la situation sociale. »

« (...) Ce qui se passait en Pologne nous confirme dans l'opinion, que nous avions bien fait, de réfléchir dans le sens où nous avons fait, sur les perspectives du socialisme pour la France et le rôle des syndicats. Notre approche de la question qui tenait compte de l'expérience vécue par les travailleurs, des difficultés de la France et de notre mouvement ouvrier et syndical, nous a permis de constater que la situation économique a continué de se dégrader, comme se dégrade le rapport entre les principales forces sociales, allant jusqu'à la rupture entre Solidarité et le pouvoir. Solidarité représente la proposition gouvernementale de création d'une entente nationale qui aurait permis selon le gouvernement d'élargir les bases de l'exercice du pouvoir. Solidarité dénie alors la volonté du régime, d'organiser un référendum contre lui pour le 15 février prochain, de déclarer la grève générale.

« C'est l'aggravation brutale qui conduit aux mesures du 13 décembre. »

« Dans cette évolution difficile et complexe dont la racine se situe dans des erreurs qui ne

font pas unilatérales, il n'est pas possible de faire abstraction de forces extrêmes qui ont poussé à la confrontation ouverte. Ces forces sont une réalité, nous l'avons constaté et dit clairement dans notre retour de Pologne.

Le rapporteur ajoute : « Des gens » ont appelé « au sabotage et à la destruction d'installations industrielles. »

« (...) Ce qui se passait en Pologne nous confirme dans l'opinion, que nous avions bien fait, de réfléchir dans le sens où nous avons fait, sur les perspectives du socialisme pour la France et le rôle des syndicats. Notre approche de la question qui tenait compte de l'expérience vécue par les travailleurs, des difficultés de la France et de notre mouvement ouvrier et syndical, nous a permis de constater que la situation économique a continué de se dégrader, comme se dégrade le rapport entre les principales forces sociales, allant jusqu'à la rupture entre Solidarité et le pouvoir. Solidarité représente la proposition gouvernementale de création d'une entente nationale qui aurait permis selon le gouvernement d'élargir les bases de l'exercice du pouvoir. Solidarité dénie alors la volonté du régime, d'organiser un référendum contre lui pour le 15 février prochain, de déclarer la grève générale.

« C'est l'aggravation brutale qui conduit aux mesures du 13 décembre. »

« Dans cette évolution difficile et complexe dont la racine se situe dans des erreurs qui ne

font pas unilatérales, il n'est pas possible de faire abstraction de forces extrêmes qui ont poussé à la confrontation ouverte. Ces forces sont une réalité, nous l'avons constaté et dit clairement dans notre retour de Pologne.

Le rapporteur ajoute : « Des gens » ont appelé « au sabotage et à la destruction d'installations industrielles. »

« (...) Ce qui se passait en Pologne nous confirme dans l'opinion, que nous avions bien fait, de réfléchir dans le sens où nous avons fait, sur les perspectives du socialisme pour la France et le rôle des syndicats. Notre approche de la question qui tenait compte de l'expérience vécue par les travailleurs, des difficultés de la France et de notre mouvement ouvrier et syndical, nous a permis de constater que la situation économique a continué de se dégrader, comme se dégrade le rapport entre les principales forces sociales, allant jusqu'à la rupture entre Solidarité et le pouvoir. Solidarité représente la proposition gouvernementale de création d'une entente nationale qui aurait permis selon le gouvernement d'élargir les bases de l'exercice du pouvoir. Solidarité dénie alors la volonté du régime, d'organiser un référendum contre lui pour le 15 février prochain, de déclarer la grève générale.

« C'est l'aggravation brutale qui conduit aux mesures du 13 décembre. »

« Dans cette évolution difficile et complexe dont la racine se situe dans des erreurs qui ne

font pas unilatérales, il n'est pas possible de faire abstraction de forces extrêmes qui ont poussé à la confrontation ouverte. Ces forces sont une réalité, nous l'avons constaté et dit clairement dans notre retour de Pologne.

Le rapporteur ajoute : « Des gens » ont appelé « au sabotage et à la destruction d'installations industrielles. »

« (...) Ce qui se passait en Pologne nous confirme dans l'opinion, que nous avions bien fait, de réfléchir dans le sens où nous avons fait, sur les perspectives du socialisme pour la France et le rôle des syndicats. Notre approche de la question qui tenait compte de l'expérience vécue par les travailleurs, des difficultés de la France et de notre mouvement ouvrier et syndical, nous a permis de constater que la situation économique a continué de se dégrader, comme se dégrade le rapport entre les principales forces sociales, allant jusqu'à la rupture entre Solidarité et le pouvoir. Solidarité représente la proposition gouvernementale de création d'une entente nationale qui aurait permis selon le gouvernement d'élargir les bases de l'exercice du pouvoir. Solidarité dénie alors la volonté du régime, d'organiser un référendum contre lui pour le 15 février prochain, de déclarer la grève générale.

« C'est l'aggravation brutale qui conduit aux mesures du 13 décembre. »

« Dans cette évolution difficile et complexe dont la racine se situe dans des erreurs qui ne

Une position plus critique à l'égard de l'action économique du gouvernement

(Suite de la première page.)

A propos des événements graves qui se déroulent en Pologne, la C.G.T. maintient ferme sa position, c'est-à-dire son refus de soutenir le régime polonais, aux libertés et à Solidarité. Au contraire, ce syndicat est justifié, étant même accusé d'avoir contesté le régime. Et le texte voté par la C.E. ne fait aucune allusion à la libération des syndicalistes emprisonnés.

« (...) Nous devons à présent, plus que jamais, nous retourner vers les travailleurs pour les appeler à exiger au niveau des entreprises la négociation et la satisfaction de leurs revendications sur la réduction du temps de travail, dans des conditions qui permettent d'obtenir un meilleur salaire et des conditions de travail. »

« (...) Nous devons à présent, plus que jamais, nous retourner vers les travailleurs pour les appeler à exiger au niveau des entreprises la négociation et la satisfaction de leurs revendications sur la réduction du temps de travail, dans des conditions qui permettent d'obtenir un meilleur salaire et des conditions de travail. »

« (...) Nous devons à présent, plus que jamais, nous retourner vers les travailleurs pour les appeler à exiger au niveau des entreprises la négociation et la satisfaction de leurs revendications sur la réduction du temps de travail, dans des conditions qui permettent d'obtenir un meilleur salaire et des conditions de travail. »

« (...) Nous devons à présent, plus que jamais, nous retourner vers les travailleurs pour les appeler à exiger au niveau des entreprises la négociation et la satisfaction de leurs revendications sur la réduction du temps de travail, dans des conditions qui permettent d'obtenir un meilleur salaire et des conditions de travail. »

« (...) Nous devons à présent, plus que jamais, nous retourner vers les travailleurs pour les appeler à exiger au niveau des entreprises la négociation et la satisfaction de leurs revendications sur la réduction du temps de travail, dans des conditions qui permettent d'obtenir un meilleur salaire et des conditions de travail. »

« (...) Nous devons à présent, plus que jamais, nous retourner vers les travailleurs pour les appeler à exiger au niveau des entreprises la négociation et la satisfaction de leurs revendications sur la réduction du temps de travail, dans des conditions qui permettent d'obtenir un meilleur salaire et des conditions de travail. »

« (...) Nous devons à présent, plus que jamais, nous retourner vers les travailleurs pour les appeler à exiger au niveau des entreprises la négociation et la satisfaction de leurs revendications sur la réduction du temps de travail, dans des conditions qui permettent d'obtenir un meilleur salaire et des conditions de travail. »

« (...) Nous devons à présent, plus que jamais, nous retourner vers les travailleurs pour les appeler à exiger au niveau des entreprises la négociation et la satisfaction de leurs revendications sur la réduction du temps de travail, dans des conditions qui permettent d'obtenir un meilleur salaire et des conditions de travail. »

« (...) Nous devons à présent, plus que jamais, nous retourner vers les travailleurs pour les appeler à exiger au niveau des entreprises la négociation et la satisfaction de leurs revendications sur la réduction du temps de travail, dans des conditions qui permettent d'obtenir un meilleur salaire et des conditions de travail. »

« (...) Nous devons à présent, plus que jamais, nous retourner vers les travailleurs pour les appeler à exiger au niveau des entreprises la négociation et la satisfaction de leurs revendications sur la réduction du temps de travail, dans des conditions qui permettent d'obtenir un meilleur salaire et des conditions de travail. »

« (...) Nous devons à présent, plus que jamais, nous retourner vers les travailleurs pour les appeler à exiger au niveau des entreprises la négociation et la satisfaction de leurs revendications sur la réduction du temps de travail, dans des conditions qui permettent d'obtenir un meilleur salaire et des conditions de travail. »

« (...) Nous devons à présent, plus que jamais, nous retourner vers les travailleurs pour les appeler à exiger au niveau des entreprises la négociation et la satisfaction de leurs revendications sur la réduction du temps de travail, dans des conditions qui permettent d'obtenir un meilleur salaire et des conditions de travail. »

« (...) Nous devons à présent, plus que jamais, nous retourner vers les travailleurs pour les appeler à exiger au niveau des entreprises la négociation et la satisfaction de leurs revendications sur la réduction du temps de travail, dans des conditions qui permettent d'obtenir un meilleur salaire et des conditions de travail. »

« (...) Nous devons à présent, plus que jamais, nous retourner vers les travailleurs pour les appeler à exiger au niveau des entreprises la négociation et la satisfaction de leurs revendications sur la réduction du temps de travail, dans des conditions qui permettent d'obtenir un meilleur salaire et des conditions de travail. »

« (...) Nous devons à présent, plus que jamais, nous retourner vers les travailleurs pour les appeler à exiger au niveau des entreprises la négociation et la satisfaction de leurs revendications sur la réduction du temps de travail, dans des conditions qui permettent d'obtenir un meilleur salaire et des conditions de travail. »

« (...) Nous devons à présent, plus que jamais, nous retourner vers les travailleurs pour les appeler à exiger au niveau des entreprises la négociation et la satisfaction de leurs revendications sur la réduction du temps de travail, dans des conditions qui permettent d'obtenir un meilleur salaire et des conditions de travail. »

« (...) Nous devons à présent, plus que jamais, nous retourner vers les travailleurs pour les appeler à exiger au niveau des entreprises la négociation et la satisfaction de leurs revendications sur la réduction du temps de travail, dans des conditions qui permettent d'obtenir un meilleur salaire et des conditions de travail. »

critiques. Double langage encore lorsque soulignant la liberté d'expression des syndicats au sein de l'organisation, M. Ségué lance un avertissement aux contestataires, soupçonnés d'organiser, à ce jour, une « tendance » au sein de la C.G.T. qui serait alors sévèrement condamnée.

« (...) Nous devons à présent, plus que jamais, nous retourner vers les travailleurs pour les appeler à exiger au niveau des entreprises la négociation et la satisfaction de leurs revendications sur la réduction du temps de travail, dans des conditions qui permettent d'obtenir un meilleur salaire et des conditions de travail. »

« (...) Nous devons à présent, plus que jamais, nous retourner vers les travailleurs pour les appeler à exiger au niveau des entreprises la négociation et la satisfaction de leurs revendications sur la réduction du temps de travail, dans des conditions qui permettent d'obtenir un meilleur salaire et des conditions de travail. »

« (...) Nous devons à présent, plus que jamais, nous retourner vers les travailleurs pour les appeler à exiger au niveau des entreprises la négociation et la satisfaction de leurs revendications sur la réduction du temps de travail, dans des conditions qui permettent d'obtenir un meilleur salaire et des conditions de travail. »

« (...) Nous devons à présent, plus que jamais, nous retourner vers les travailleurs pour les appeler à exiger au niveau des entreprises la négociation et la satisfaction de leurs revendications sur la réduction du temps de travail, dans des conditions qui permettent d'obtenir un meilleur salaire et des conditions de travail. »

« (...) Nous devons à présent, plus que jamais, nous retourner vers les travailleurs pour les appeler à exiger au niveau des entreprises la négociation et la satisfaction de leurs revendications sur la réduction du temps de travail, dans des conditions qui permettent d'obtenir un meilleur salaire et des conditions de travail. »

« (...) Nous devons à présent, plus que jamais, nous retourner vers les travailleurs pour les appeler à exiger au niveau des entreprises la négociation et la satisfaction de leurs revendications sur la réduction du temps de travail, dans des conditions qui permettent d'obtenir un meilleur salaire et des conditions de travail. »

« (...) Nous devons à présent, plus que jamais, nous retourner vers les travailleurs pour les appeler à exiger au niveau des entreprises la négociation et la satisfaction de leurs revendications sur la réduction du temps de travail, dans des conditions qui permettent d'obtenir un meilleur salaire et des conditions de travail. »

« (...) Nous devons à présent, plus que jamais, nous retourner vers les travailleurs pour les appeler à exiger au niveau des entreprises la négociation et la satisfaction de leurs revendications sur la réduction du temps de travail, dans des conditions qui permettent d'obtenir un meilleur salaire et des conditions de travail. »

« (...) Nous devons à présent, plus que jamais, nous retourner vers les travailleurs pour les appeler à exiger au niveau des entreprises la négociation et la satisfaction de leurs revendications sur la réduction du temps de travail, dans des conditions qui permettent d'obtenir un meilleur salaire et des conditions de travail. »

« (...) Nous devons à présent, plus que jamais, nous retourner vers les travailleurs pour les appeler à exiger au niveau des entreprises la négociation et la satisfaction de leurs revendications sur la réduction du temps de travail, dans des conditions qui permettent d'obtenir un meilleur salaire et des conditions de travail. »

« (...) Nous devons à présent, plus que jamais, nous retourner vers les travailleurs pour les appeler à exiger au niveau des entreprises la négociation et la satisfaction de leurs revendications sur la réduction du temps de travail, dans des conditions qui permettent d'obtenir un meilleur salaire et des conditions de travail. »

« (...) Nous devons à présent, plus que jamais, nous retourner vers les travailleurs pour les appeler à exiger au niveau des entreprises la négociation et la satisfaction de leurs revendications sur la réduction du temps de travail, dans des conditions qui permettent d'obtenir un meilleur salaire et des conditions de travail. »

« (...) Nous devons à présent, plus que jamais, nous retourner vers les travailleurs pour les appeler à exiger au niveau des entreprises la négociation et la satisfaction de leurs revendications sur la réduction du temps de travail, dans des conditions qui permettent d'obtenir un meilleur salaire et des conditions de travail. »

« (...) Nous devons à présent, plus que jamais, nous retourner vers les travailleurs pour les appeler à exiger au niveau des entreprises la négociation et la satisfaction de leurs revendications sur la réduction du temps de travail, dans des conditions qui permettent d'obtenir un meilleur salaire et des conditions de travail. »

« (...) Nous devons à présent, plus que jamais, nous retourner vers les travailleurs pour les appeler à exiger au niveau des entreprises la négociation et la satisfaction de leurs revendications sur la réduction du temps de travail, dans des conditions qui permettent d'obtenir un meilleur salaire et des conditions de travail. »

« (...) Nous devons à présent, plus que jamais, nous retourner vers les travailleurs pour les appeler à exiger au niveau des entreprises la négociation et la satisfaction de leurs revendications sur la réduction du temps de travail, dans des conditions qui permettent d'obtenir un meilleur salaire et des conditions de travail. »

« (...) Nous devons à présent, plus que jamais, nous retourner vers les travailleurs pour les appeler à exiger au niveau des entreprises la négociation et la satisfaction de leurs revendications sur la réduction du temps de travail, dans des conditions qui permettent d'obtenir un meilleur salaire et des conditions de travail. »

« (...) Nous devons à présent, plus que jamais, nous retourner vers les travailleurs pour les appeler à exiger au niveau des entreprises la négociation et la satisfaction de leurs revendications sur la réduction du temps de travail, dans des conditions qui permettent d'obtenir un meilleur salaire et des conditions de travail. »

LA COORDINATION SYNDICALE C.G.T. POUR LA POLOGNE AFFIRME ÊTRE REPRÉSENTÉE DANS QUARANTE A CINQUANTE VILLES EN FRANCE

La Coordination syndicale C.G.T. pour la Pologne et Solidarité, qui a tenu une conférence de presse à Paris, mercredi 3 janvier, puis réuni certains de ses sympathisants, a fait le bilan de son action en faveur des syndicalistes polonais.

La pétition de soutien à Solidarité a été signée par environ trois mille syndiqués et sera remise prochainement au bureau confédéral de la C.G.T. Ces prises de position — opposées à celles de l'état-major confédéral — ont aussi recueilli l'approbation de six fédérations (manœuvres, spectacle, personnel pénitentiaire, police, officiers de la marine marchande, syndicat maritime), de vingt-deux syndicats nationaux et de quinze syndicats régionaux et d'environ quatre cents sections de syndicats formés dans quarante à cinquante grandes villes (Marseille, Lyon,

Lille, Metz, Nancy, Bordeaux, Rennes, etc.). Le collectif national a, d'autre part, annoncé la tenue d'un meeting, le 12 janvier, à la Bourse du travail à Paris, pour marquer, avec des représentants de Solidarité et neuf membres de la commission exécutive C.G.T., la solidarité concertée avec la Pologne. Vingt-cinq mille francs récoltés lors de collectes seront alors remis aux militants polonais séjournant en France.

« Les contestataires » ont conduit leur conférence de presse en affirmant que les problèmes posés à la C.G.T. à l'occasion de l'état de siège en Pologne (position du bureau confédéral, absence de débat, analyse de la situation dans les pays socialistes) ne pourront pas être escomptés au cours du quarantième et ultime congrès, qui se tiendra en juin 1982.

« Le fait que les libertés démocratiques ne se partagent pas », a souligné M. Godard, tandis qu'un autre responsable cégétiste affirmait que les militants avaient « des exigences de plus en plus grandes » et de « pouvoir plus supporter le « stalinisme attardé » du bureau confédéral.

Atelier de poterie

« LE CRU ET LE CUIT »

accueil en groupe les amateurs de 3 à 83 ans 5, RUE LAFAYETTE, PARIS-8 Téléphone (01 47) 707-85-84

MAQUETTISTES

Copies couleurs

Qualité photographique professionnelle.

FORMAT 21x29,7 ou 29,7x42 DELAI 24 H. URGENCES 8 MINUTES ETRAVE 38 AV. DAUMESNIL PARIS-12* 347.21.32

JOURNÉES D'ÉTUDES CECOD les 14 et 15 janvier 1982

Dont le thème sera :

Le magasin : image de marque et communication visuelle.

Inscriptions, renseignements : CECOD, 19 rue de Calcutta 75005 Paris Tél. 281.91.33

APPEL D'OFFRES

PROGRAMME D'HYDRAULIQUE VILLAGEOISE EN HAUTE-VOLTA (Département du Centre)

Programme réalisé dans le cadre du programme d'hydraulique villageoise et pastorale de la C.E.A.O.

Maître d'œuvre : Direction de l'E.E.R. Financement : C.C.C.E. Seules les entreprises relevant de la zone franc peuvent participer à ces appels d'offres.

Appel d'offres pour les forages et leur équipement : Réalisation en 18 mois de 400 forages dont 320 seront équipés et pourvus de pompes à motricité humaine. Ces forages seront fondés dans le socle selon la technique du marbre fond-tou, exécutés en petit diamètre et équipés d'une colonne en P.V.C. (113-125 mm.) 3 campagnes sont prévues : du 1-4-82 au 15-7-82 ; du 1-10-82 au 15-7-83 ; du 1-10-83 au 31-12-83

Appel d'offres pour la fourniture de pompes à motricité humaine : Il porte sur la fourniture et l'installation de 320 pompes à motricité humaine et la formation du personnel d'entretien.

Retrait et consultation des dossiers d'appels d'offres : Clôture des appels d'offres : 29 janvier 1982 - 17 h. 30 (heure locale). Prix des dossiers : Forages : 300 FF ou 25 000 F CFA et Pompes : 200 FF ou 10 000 F CFA (Paiement par chèque à l'ordre de la Direction de l'E.E.R.)

Retrait des dossiers : Ambassade de Haute-Volta 159, boulevard Haussmann - 75008 PARIS Direction de l'E.E.R. OTAGADOUGOU.

Consultation des dossiers : auprès de l'E.E.R. ou du B.E.G.M. B.P. 6009 - 45060 ORLANS CEDEX.

QUAND LA C.G.C. SE DRESSE SUR SES ERGOTS

« Encadrement de France, debout ! » : ce slogan figure sur les dix mille affiches placardées dans la région parisienne par la Confédération française de l'encadrement C.G.C. — nouvelle dénomination de la Confédération générale des cadres — pour annoncer la « grande réunion d'information » qu'elle organisera le 28 janvier, porte de Pantin, au nouvel hippodrome de Paris. Ces affiches sont illustrées d'un coq bicolor en bataille, « vieux symbole gaulliste, cri de guerre et bon inalié, droit sur ses ergots », précise la C.G.C. Ce volatile, quelque peu déprimé, veut symboliser la vigilance de la Confédération à l'endroit du gouvernement socialiste, auquel elle reproche péle-mêle la « diminution du pouvoir d'achat », du personnel d'encadrement, « l'absence d'une stratégie industrielle », la stagnation des investissements, mais aussi l'aggravation du chômage, l'inflation, le déficit de la balance commerciale, phénomènes devenus structurels dans l'économie française. La C.G.C. attend « de quinze mille à vingt mille personnes » à cette réunion, dont le principe avait été décidé en novembre dernier — six mois après le 10 mai — pour sensibiliser l'opinion sur « les risques maintenant évidents d'une grave détérioration de la situation économique et sociale ».

« Encadrement de France, debout ! » : ce slogan figure sur les dix mille affiches placardées dans la région parisienne par la Confédération française de l'encadrement C.G.C. — nouvelle dénomination de la Confédération générale des cadres — pour annoncer la « grande réunion d'information » qu'elle organisera le 28 janvier, porte de Pantin, au nouvel hippodrome de Paris. Ces affiches sont illustrées d'un coq bicolor en bataille, « vieux symbole gaulliste, cri de guerre et bon inalié, droit sur ses ergots », précise la C.G.C. Ce volatile, quelque peu déprimé, veut symboliser la vigilance de la Confédération à l'endroit du gouvernement socialiste, auquel elle reproche péle-mêle la « diminution du pouvoir d'achat », du personnel d'encadrement, « l'absence d'une stratégie industrielle », la stagnation des investissements, mais aussi l'aggravation du chômage, l'inflation, le déficit de la balance commerciale, phénomènes devenus structurels dans l'économie française. La C.G.C. attend « de quinze mille à vingt mille personnes » à cette réunion, dont le principe avait été décidé en novembre dernier — six mois après le 10 mai — pour sensibiliser l'opinion sur « les risques maintenant évidents d'une grave détérioration de la situation économique et sociale ».

« Encadrement de France, debout ! » : ce slogan figure sur les dix mille affiches placardées dans la région parisienne par la Confédération française de l'encadrement C.G.C. — nouvelle dénomination de la Confédération générale des cadres — pour annoncer la « grande réunion d'information » qu'elle organisera le 28 janvier, porte de Pantin, au nouvel hippodrome de Paris. Ces affiches sont illustrées d'un coq bicolor en bataille, « vieux symbole gaulliste, cri de guerre et bon inalié, droit sur ses ergots », précise la C.G.C. Ce volatile, quelque peu déprimé, veut symboliser la vigilance de la Confédération à l'endroit du gouvernement socialiste, auquel elle reproche péle-mêle la « diminution du pouvoir d'achat », du personnel d'encadrement, « l'absence d'une stratégie industrielle », la stagnation des investissements, mais aussi l'aggravation du chômage, l'inflation, le déficit de la balance commerciale, phénomènes devenus structurels dans l'économie française. La C.G.C. attend « de quinze mille à vingt mille personnes » à cette réunion, dont le principe avait été décidé en novembre dernier — six mois après le 10 mai — pour sensibiliser l'opinion sur « les risques maintenant évidents d'une grave détérioration de la situation économique et sociale ».

« Encadrement de France, debout ! » : ce slogan figure sur les dix mille affiches placardées dans la région parisienne par la Confédération française de l'encadrement C.G.C. — nouvelle dénomination de la Confédération générale des cadres — pour annoncer la « grande réunion d'information » qu'elle organisera le 28 janvier, porte de Pantin, au nouvel hippodrome de Paris. Ces affiches sont illustrées d'un coq bicolor en bataille, « vieux symbole gaulliste, cri de guerre et bon inalié, droit sur ses ergots », précise la C.G.C. Ce volatile, quelque peu déprimé, veut symboliser la vigilance de la Confédération à l'endroit du gouvernement socialiste, auquel elle reproche péle-mêle la « diminution du pouvoir d'achat », du personnel d'encadrement, « l'absence d'une stratégie industrielle », la stagnation des investissements, mais aussi l'aggravation du chômage, l'inflation, le déficit de la balance commerciale, phénomènes devenus structurels dans l'économie française. La C.G.C. attend « de quinze mille à vingt mille personnes » à cette réunion, dont le principe avait été décidé en novembre dernier — six mois après le 10 mai — pour sensibiliser l'opinion sur « les risques maintenant évidents d'une grave détérioration de la situation économique et sociale ».

« Encadrement de France, debout ! » : ce slogan figure sur les dix mille affiches placardées dans la région parisienne par la Confédération française de l'encadrement C.G.C. — nouvelle dénomination de la Confédération générale des cadres — pour annoncer la « grande réunion d'information » qu'elle organisera le 28 janvier, porte de Pantin, au nouvel hippodrome de Paris. Ces affiches sont illustrées d'un coq bicolor en bataille, « vieux symbole gaulliste, cri de guerre et bon inalié, droit sur ses ergots », précise la C.G.C. Ce volatile, quelque peu déprimé, veut symboliser la vigilance de la Confédération à l'endroit du gouvernement socialiste, auquel elle reproche péle-mêle la « diminution du pouvoir d'achat », du personnel d'encadrement, « l'absence d'une stratégie industrielle », la stagnation des investissements, mais aussi l'aggravation du chômage, l'inflation, le déficit de la balance commerciale, phénomènes devenus structurels dans l'économie française. La C.G.C. attend « de quinze mille à vingt mille personnes » à cette réunion, dont le principe avait été décidé en novembre dernier — six mois après le 10 mai — pour sensibiliser l'opinion sur « les risques maintenant évidents d'une grave détérioration de la situation économique et sociale ».

« Encadrement de France, debout ! » : ce slogan figure sur les dix mille affiches placardées dans la région parisienne par la Confédération française de l'encadrement C.G.C. — nouvelle dénomination de la Confédération générale des cadres — pour annoncer la « grande réunion d'information » qu'elle organisera le 28 janvier, porte de Pantin, au nouvel hippodrome de Paris. Ces affiches sont illustrées d'un coq bicolor en bataille, « vieux symbole gaulliste, cri de guerre et bon inalié, droit sur ses ergots », précise la C.G.C. Ce volatile, quelque peu déprimé, veut symboliser la vigilance de la Confédération à l'endroit du gouvernement socialiste, auquel elle reproche péle-mêle la « diminution du pouvoir d'achat », du personnel d'encadrement, « l'absence d'une stratégie industrielle », la stagnation des investissements, mais aussi l'aggravation du chômage, l'inflation, le déficit de la balance commerciale, phénomènes devenus structurels dans l'économie française. La C.G.C. attend « de quinze mille à vingt mille personnes » à cette réunion, dont le principe avait été décidé en novembre dernier — six mois après le 10 mai — pour sensibiliser l'opinion sur « les risques maintenant évidents d'une grave détérioration de la situation économique et sociale ».

« Encadrement de France, debout ! » : ce slogan figure sur les dix mille affiches placardées dans la région parisienne par la Confédération française de l'encadrement C.G.C. — nouvelle dénomination de la Confédération générale des cadres — pour annoncer la « grande réunion d'information » qu'elle organisera le 28 janvier, porte de Pantin, au nouvel hippodrome de Paris. Ces affiches sont illustrées d'un coq bicolor en bataille, « vieux symbole gaulliste, cri de guerre et bon inalié, droit sur ses ergots », précise la C.G.C. Ce volatile, quelque peu déprimé, veut symboliser la vigilance de la Confédération à l'endroit du gouvernement socialiste, auquel elle reproche péle-mêle la « diminution du pouvoir d'achat », du personnel d'encadrement, « l'absence d'une stratégie industrielle », la stagnation des investissements, mais aussi l'aggravation du chômage, l'inflation, le déficit de la balance commerciale, phénomènes devenus structurels dans l'économie française. La C.G.C. attend « de quinze mille à vingt mille personnes » à cette réunion, dont le principe avait été décidé en novembre dernier — six mois après le 10 mai — pour sensibiliser l'opinion sur « les risques maintenant évidents d'une grave détérioration de la situation économique et sociale ».

« Encadrement de France, debout ! » : ce slogan figure sur les dix mille affiches placardées dans la région parisienne par la Confédération française de l'encadrement C.G.C. — nouvelle dénomination de la Confédération générale des cadres — pour annoncer la « grande réunion d'information » qu'elle organisera le 28 janvier, porte de Pantin, au nouvel hippodrome de Paris. Ces affiches sont illustrées d'un coq bicolor en bataille, « vieux symbole gaulliste, cri de guerre et bon inalié, droit sur ses ergots », précise la C.G.C. Ce volatile, quelque peu déprimé, veut symboliser la vigilance de la Confédération à l'endroit du gouvernement socialiste, auquel elle reproche péle-mêle la « diminution du pouvoir d'achat », du personnel d'encadrement, « l'absence d'une stratégie industrielle », la stagnation des investissements, mais aussi l'aggravation du chômage, l'inflation, le déficit de la balance commerciale, phénomènes devenus structurels dans l'économie française. La C.G.C. attend « de quinze mille à vingt mille personnes » à cette réunion, dont le principe avait été décidé en novembre dernier — six mois après le 10 mai — pour sensibiliser l'opinion sur « les risques maintenant évidents d'une grave détérioration de la situation économique et sociale ».

« Encadrement de France, debout ! » : ce slogan figure sur les dix mille affiches placardées dans la région parisienne par la Confédération française de l'encadrement C.G.C. — nouvelle dénomination de la Confédération générale des cadres — pour annoncer la « grande réunion d'information » qu'elle organisera le 28 janvier, porte de Pantin, au nouvel hippodrome de Paris. Ces affiches sont illustrées d'un coq bicolor en bataille, « vieux symbole gaulliste, cri de guerre et bon inalié, droit sur ses ergots », précise la C.G.C. Ce volatile, quelque peu déprimé, veut symboliser la vigilance de la Confédération à l'endroit du gouvernement socialiste, auquel elle reproche péle-mêle la « diminution du pouvoir d'achat », du personnel d'encadrement, « l'absence d'une stratégie industrielle », la stagnation des investissements, mais aussi l'aggravation du chômage, l'inflation, le déficit de la balance commerciale, phénomènes devenus structurels dans l'économie française. La C.G.C. attend « de quinze mille à vingt mille personnes » à cette réunion, dont le principe avait été décidé en novembre dernier — six mois après le 10 mai — pour sensibiliser l'opinion sur « les risques maintenant évidents d'une grave détérioration de la situation économique et sociale ».

« Encadrement de France, debout ! » : ce slogan figure sur les dix mille affiches placardées dans la région parisienne par la Confédération française de l'encadrement C.G.C. — nouvelle dénomination de la Confédération générale des cadres — pour annoncer la « grande réunion d'information » qu'elle organisera le 28 janvier, porte de Pantin, au nouvel hippodrome de Paris. Ces affiches sont illustrées d'un coq bicolor en bataille, « vieux symbole gaulliste, cri de guerre et bon inalié, droit sur ses ergots », précise la C.G.C. Ce volatile, quelque peu déprimé, veut symboliser la vigilance de la Confédération à l'endroit du gouvernement socialiste, auquel elle reproche péle-mêle la « diminution du pouvoir d'achat », du personnel d'encadrement, « l'absence d'une stratégie industrielle », la stagnation des investissements, mais aussi l'aggravation du chômage, l'inflation

AFFAIRES

Tabur Marine, numéro un de la planche à voile entre dans le groupe Bic

La société Tabur Marine, rachetée au groupe Tabur en 1978 par le baron Bich et propriété personnelle de ce dernier, vient d'être cédée pour 15 millions de francs au groupe Bic S.A. dont le baron est P.-D. G. Tabur Marine, qui prend le nom de Bic

WATERMAN ET PÉQUIGNET S'ASSOCIENT POUR L'HABILLAGE ET LA COMMERCIALISATION DE MONTRES

La société Waterman, numéro un français du stylo, et la firme horlogère Emile Péquignet ont décidé de s'associer pour créer ensemble une nouvelle entreprise, la Société des montres Waterman (S.M.W.). Cette société sera chargée d'habiller les mouvements fournis par Péquignet et de commercialiser sous la marque Waterman les modèles de montres ainsi terminés. Elle se procurera la plus grande partie des boîtiers nécessaires à cet habillage auprès de la société Burdet, qui les conçoit sur les directives de Waterman, maître d'œuvre en matière de style. La S.M.W. pourrait commencer son activité dans le courant du printemps prochain. C'est en 1977 que la société Waterman s'était lancée pour la première fois dans le négoce des montres achetées à l'époque à la firme suisse Nippon (New Product), qui, depuis, a connu bien des déboires. Mais elle avait rapidement changé de fournisseur et s'était même mise, récemment, à emballer dans une de ses usines les mouvements achetés à l'extérieur. Mais n'est pas bologner qui veut. Waterman avait besoin de s'assurer le concours d'un professionnel. Son association avec Péquignet devrait lui permettre de doubler ses ventes de montres en 1982, pour les porter à dix mille pièces environ.

La société Péquignet, implantée à Morlaix (Doubs), assemble des mouvements horlogers achetés en pièces détachées à la firme suisse ETA (groupe ASUAG), procède à l'embellissage et vend, sous sa marque, des montres de moyenne et de haute gamme. Son chiffre d'affaires s'est élevé, en 1981, à 23,5 millions de francs. Environ 30 % de sa production est exportée. La société Waterman, qui s'était déjà diversifiée dans le bijou, réalisera 173 millions de francs de chiffre d'affaires pour l'exercice dont la clôture interviendra le 31 mars prochain.

CONSUMMATION

M. CHARLES CASTANG EST NOMMÉ DIRECTEUR

Sur proposition du ministre de la consommation, M. Charles Castang, inspecteur général de la répression des fraudes, a été nommé directeur de la consommation et de la répression des fraudes, au conseil des ministres de mercredi 6 janvier. Né le 2 novembre 1930 à Mortain (Manche), M. Charles Castang (docteur en droit et diplômé de l'Institut d'études politiques. Entré au service de la répression des fraudes (qui a dépendu jusqu'à la création du ministère de la consommation, du ministère de l'Agriculture) en 1958 comme inspecteur des fraudes, il y a fait toute sa carrière. Actuellement en chef de ce service de 1982 à 1976, il en prend la responsabilité en 1978 et la conserve jusqu'en 1980. Depuis 1980, il dirigeait le Centre national de formation et de perfectionnement de la Direction de la qualité au ministère de l'Agriculture.]

A la bourse de Milan

LES COTATIONS ONT ÉTÉ SUSPENDUES POUR LES ACTIONS DE BASTOGI

Les autorités de la Bourse de Milan ont décidé le 8 janvier de suspendre la cotation des actions du groupe Bastogi, un des établissements financiers d'investissements les plus anciens et les plus connus d'Italie, après que ces derniers eurent chuté de façon spectaculaire (-17 %) avec un volume d'affaires décomposé (deux millions de titres échangés contre deux cent mille la veille).

Un démenti du président

Le président du groupe, M. Luigi Santamaría, a démenti avoir déposé une telle demande. Il reste que la situation de Bastogi est préoccupante. En déficit presque chronique depuis dix ans, le groupe a particulièrement souffert des difficultés de la chimie italienne, une industrie en déconfiture dans laquelle il possède de très gros intérêts. Son endettement (environ 1,5 milliard de francs) représente plus de 30 % de son chiffre d'affaires et en 1980 sa perte avoisinait 70 milliards de francs. Pour l'exercice 1981, les spécialistes s'attendent au pire. Bastogi a déjà contraint l'un dernier de revenir selon le journal *O Globo*. Cette opération se ferait dès que le gouvernement de l'Etat du Minas Gerais (qui détient plus de 40 % des actions de la société) donnera son accord à une demande d'augmentation du capital de Fiat-Brazil. Pour le moment, le constructeur japonais ne fabrique au Brésil que des véhicules tout terrain.

CONJONCTURE

La « musique des sphères »

(Suite de la première page.)

Les trois millions de chômeurs (12,4 % de la population active) seront sans doute dépassés cette année et ce n'est pas la relance de 7,5 % des dépenses publiques financée par un alourdissement des cotisations ouvrières à la sécurité sociale qui donnera vraiment de l'air à cette économie étouffée. Seule compensation : un excédent de 3 milliards de livres de la balance des paiements prévu pour 1982 (contre le double, il est vrai en 1981), le coût de la vie restant au niveau médiocre d'un taux annuel d'augmentation de 12 %.

C'est bien là le drame de Mme Thatcher qui, malgré de considérables efforts pour pratiquer la politique économique la plus orthodoxe, n'arrive pas à faire descendre au-dessous des deux chiffres le rythme de l'inflation.

Trois facteurs imprévisibles

Il faut vraiment avoir une foi tenace dans les évolutions cycliques pour lire une amélioration sensible du climat général en 1982. Comme le soulignent très justement les auteurs du rapport économique annuel 1981-1982 de la Commission des Communautés européennes, « trois facteurs externes apparaissent aussi imprévisibles qu'importants : le prix du pétrole, les taux d'intérêt et le

estiment que l'on pourra revenir au rythme de 8 % en 1981.

En revanche, le record de chômage depuis la seconde guerre mondiale sera sans doute battu. Il atteindra quelque 10 % de la population active dans les prochains mois, l'activité économique déclinant depuis septembre et devant continuer à se dégrader durant le premier trimestre, les « locomotives » du bâtiment et de l'automobile s'essouffant de plus en plus.

Avec un bel ensemble, les conjoncturistes voient cependant la sortie de la récession au milieu de l'année 1982. Les raisons ? La baisse du loyer de l'argent, qui permettra aux entreprises de prêter et de réamorcer la pompe des investissements et le déficit budgétaire. Mais personne ne se risque à prévoir quelle sera la durée de cette reprise.

Si le Japon continue, lui, de briller sur presque tous les cadrons de son économie, l'influence de cette belle santé sur l'économie internationale n'est, hélas, que très faible.

La « musique des sphères » sera donc celle d'une note sourde, épaisse.

aujourd'hui, mais il est impossible de dire à quel moment et à quel rythme les ajustements vont se produire.

Pour ses prévisions, notent les experts de la C.E.E., la Communauté part entre autres de l'hypothèse que, en 1982, l'ECU ne regagnerait qu'une partie du chemin par rapport au dollar et que les taux d'intérêt seraient en légère baisse à partir du début de l'année. Le terrain est toujours très mouvant ; les données monétaires internationales peuvent toujours changer très rapidement. Qu'on se rappelle le vif repli du dollar en septembre.

En fait, en Europe comme aux Etats-Unis, c'est la même question lancinante qui se pose : il est permis d'augurer, comme l'a fait très prudemment l'O.C.D.E. dans des « Perspectives économiques » de décembre 1981, « une lente progression vers la reprise » en 1982, mais sera-t-elle ensuite suffisamment forte et durable pour résorber le chômage ?

On peut lire seulement à travers les récentes expériences que les politiques monétaires restrictives, n'ont pas du tout atteint leur but : freiner l'inflation sans provoquer une réduction sensible de la production. Ce n'est pas dire que des décisions extrêmement hardies aient mieux réussi. La France, qui essaie une autre voie, a eu la sagesse de ne pas partir à fond de train dans l'autre sens. Comme le dit M. Bernard Cathelat (1), « la pari des socialistes, c'est de changer la culture puisqu'on ne peut changer aussi rapidement l'économie ».

PIERRE DROUIN.
(1) Libération du 6 janvier 1982.

ÉNERGIE

LE PRIX DU LITRE DE SUPERCARBURANT EST PASSÉ A 4,32 F

La majoration des prix des produits pétroliers arrêtée le 6 janvier par le comité national des prix conduit à un prix par litre pour le consommateur de la région parisienne de 4,32 francs pour le supercarburant, 4,09 francs pour l'essence, 3,17 francs pour le gazole, représentant des hausses respectives de 20, 18 et 10 centimes.

En ce qui concerne le A-95 domestique, la hausse est limitée à 2,80 centimes, ce qui porte le prix à environ 2,20 francs le litre. Le ministère de l'économie et des finances souligne dans un communiqué que cette augmentation comporte un relèvement des marges de distribution. Cette majoration est de 2 centimes par litre, hors taxes, pour la marge fusionnée des carburants et de 1,5 centime pour les livraisons moyennes de fuel domestique. Elle complète les deux hausses de marge intervenues en 1981.

ÉDITION

Restructurant son secteur éditorial

HACHETTE SE SÉPARE DE TAILLANDIER

Poursuivant la restructuration de son secteur éditorial, le groupe Hachette vient de céder la librairie Tallandier qu'il possédait entièrement. Tallandier a été rachetée par MM. Christian Waluit, qui dirige les publications de fiction, et Jacques Jourquin, P.-D. G. de la maison d'édition depuis août dernier.

Tallandier, qui compte un million de titres à son catalogue, publie environ cent vingt titres par an. Orientée vers les romans de grande diffusion et les ouvrages historiques, elle édite aussi la revue *Historia* des fascicules historiques et dispose d'un département de vente par correspondance.

Il semble qu'on ait voulu, chez Hachette, mettre fin à un certain chevauchement d'activités à l'intérieur du groupe en se séparant de Tallandier. Cette maison publie, en effet, des ouvrages historiques, comme par exemple, Fayard. Cette cession annoncerait, dit-on, des remaniements « au plus haut niveau » qui seraient connus très prochainement.

U.S. STEEL A PRIS LE CONTRÔLE DE MARATHON OIL

Le groupe sidérurgique américain U.S. Steel a pris jeudi le contrôle de la compagnie pétrolière Marathon Oil.

Cette opération est le plus important de l'histoire américaine depuis le rachat de Conoco par Du Pont de Nemours.

Le président de la Cour suprême, M. Warren Burger, avait rejeté le 6 janvier, une nouvelle requête de Mobil Oil, visant à bloquer l'offre publique d'achat (O.P.A.) de U.S. Steel sur la dix-septième compagnie pétrolière américaine, Marathon Oil.

Mais Mobil Oil avait fait savoir qu'en cas d'échec elle se porterait acquiescer d'une partie des actions de U.S. Steel. La seconde compagnie pétrolière américaine, qui voulait se rendre maître des champs pétrolifères de Marathon, et principalement du « Yates Field » au Texas, disposerait alors d'un fort moyen de pression sur le conseil d'administration de U.S. Steel pour parvenir à ses fins. — (A.F.P.)

Pour Force ouvrière

LA VIGILANCE DES POUVOIRS PUBLICS GAGE DU SUCCÈS DES ACCORDS SUR LES PRIX DES SERVICES

Commentant les mesures sur les prix arrêtées par le conseil des ministres du mercredi 6 janvier (voir page 8), M. André Bergeron a souligné la réussite de cette opération.

Pour avoir des « chances d'aboutir à l'objectif recherché », a commenté le secrétaire général de Force ouvrière, « il est indispensable que le gouvernement affirme clairement sa volonté de sanctionner réellement les éventuels manquements aux accords de régulation qu'il propose aux professionnels ».

D'autre part, parmi les groupements professionnels de prestataires de services, des accords relatifs à la régulation des prix ont déjà été signés ou sur le point de l'être concernant :

— Les professions saisonnières (leçons de ski, location de matériel de sports d'hiver, classes de neige) et les activités suivantes : blanchisserie, nettoyage à sec et teinturerie, hôtellerie, restauration, parking, entretien des ascenseurs, syndicat de copropriété, cliniques non conventionnelles.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

MATRA

Le conseil d'administration de la société Matra s'est réuni le 5 janvier 1982 afin d'examiner les projets de résolutions déposés au cours de l'assemblée générale mixte du 14 janvier 1982, par un groupe d'actionnaires se référant à l'article 128 du décret de 1967 sur les sociétés commerciales, projets dont le texte vient d'être envoyé individuellement par les soins de la société à chaque actionnaire, et fait l'objet d'une publication au B.O. du 7 janvier 1982.

Il est apparu clairement au conseil que les deux premières résolutions ainsi présentées étaient contraires au protocole signé le 12 octobre 1981 entre le premier ministre et le président-directeur général de Matra, et approuvée par les administrateurs le 14 octobre 1981. L'adoption de ces résolutions aurait eu pour conséquence de remettre en cause le processus prévu pour l'entrée de l'Etat, à hauteur de 51 %, dans le capital de la société et, conséquemment, de ce fait, à une solution mauvaise pour Matra comme pour ses actionnaires.

Il a également constaté que le contenu des deux suivantes sortait des usages de la société et des obligations légales, le troisième introduisant de surcroît un avantage particulier au profit d'un certain groupe d'actionnaires.

En conséquence, le conseil, réunissant, a décidé de recommander à l'assemblée du 14 janvier prochain de rejeter ces résolutions, considérant que l'intérêt de la société et de ses actionnaires est de faire aboutir l'opération de prise de participation de l'Etat aux conditions définies par les résolutions qu'il présente lui-même, conditions qui lui paraissent les plus favorables possibles.

eslsc81/85

les atouts pour gagner.

■ Le programme international : ESLSCA + MBA en 3 ans.

■ Une pédagogie intégrée à la vie des affaires.

■ Une vie associative et culturelle intense.

Désormais, grâce aux accords conclus avec des universités et business-schools nord-américains, tout étudiant « reconnu » peut en 3 ans, sans allonger la durée normale de ses études obtenir un MBA (master in business administration) et le diplôme ESLSCA visé par le Ministère de l'Éducation.

* New York, Pace University, University of Connecticut, Boston, Hartford, Université d'Ottawa.

33 ans d'expérience, 4000 anciens élèves, 2020 candidats au concours, 250 admis, 1200 offres d'emplois.

ÉCOLE SUPÉRIEURE LIBRE DES SCIENCES COMMERCIALES APPLIQUÉES

Établissement d'enseignement supérieur reconnu par l'Etat - 1, rue Bougainville 75007 PARIS - 551 32 59

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

ETRANGER

L'OPINION FRANÇAISE ET LA CRISE POLONAISE

1. IDÉES : « Un peuple submergé », par Jacques Madaule ; « Entre la nation-sœur et le parti-frère : Mort de question, question de mort », par Henri Vauquelin.
3. Moscou accorde à Varsovie un crédit « à des conditions particulières ».
4. La position de la Grèce provoque des remous au sein de la C.E.E.
5. EUROPE
- ITALIE : les Brigades rouges ont tenté d'assassiner le responsable de la police politique.
6. PROCHE-ORIENT
- Les dirigeants palestiniens s'attendent à une offensive israélienne dans le Sud-Liban.

POLITIQUE

8. Les élections législatives partielles 8-9. Le communiqué officiel du conseil des ministres.
10. Le gouvernement renonce à retarder les élections cantonales dans les DOM-TOM.

RÉGIONS

10. CORSE : après les décisions du conseil des ministres, des élections régionales seront organisées en juillet.

SOCIÉTÉ

11. « La mort du divorce : nouvelles vies » (III), par Christiane Chabreau.
- La loi d'armes de Poix : des héros de pacotille pour une « affaire d'état ».
- Cinq Basques espagnols ont retrouvé leur liberté de mouvement.
- EDUCATION : la préparation de la rentrée 1982 : concentration et lutte contre les disparités.
- 20-21. LÉGIION D'HONNEUR.
23. SCIENCES : « Pour la science » (IV), par Edgar Morin.

LE MONDE DES LIVRES

13. LE FEUILLETON de Bertrand Poirot-Delpech : « L'élève d'Aristote », de Roger Nimier.
- TROIS PSYCHIATRES : Lucien, Savaris, Sasse.
- HISTOIRE : Pierre Cheu et l'évolution de l'humanité.
- PORTRAIT : Henri Michaux et le grand secret.
16. LETTRES ÉTRANGÈRES : les paradis calcaires de Mircea Eliade.

CULTURE

17. ARCHITECTURE
- THÉÂTRE
- CINÉMA
19. RADIO - TÉLÉVISION
- VU : « La mesure du temps ».
- A VOIR : « La résistance ulysséenne ».

ÉCONOMIE

25. SOCIAL
26. AFFAIRES
- CONJONCTURE

RADIO-TELEVISION (18) INFORMATIONS « SERVICES » (24) :

Transports ; Météorologie ; Mots croisés ; Loterie nationale ; Arlequin ; Loto ; Annonces classées (22-23) ; Carnet (21) ; Programmes spectacle (18-19) ; Bourse (27).

CERRUTI 1881

Soldes d'Hiver
du 5 au 9 Janvier

CERRUTI HOMME
27 rue ROYALE
CERRUTI FEMME
15 place de la MADELEINE
89 avenue VICTOR-HUGO

A B C D E F G

La mise en place de la force de l'O.U.A. au Tchad

M. GUY PENNE
SE REND A LAGOS

M. Guy Penne, conseiller à la présidence pour les affaires africaines et malgaches, devait quitter Paris jeudi 7 janvier pour Lagos. Il devait être reçu vendredi par M. Shehu Shagari, président de la Fédération du Nigeria. La visite de M. Penne fait suite à une réunion, convoquée d'urgence dans la capitale nigérienne, mercredi 6 janvier, consacrée aux problèmes que pose la mise en place de la force interafricaine de maintien de la paix. Présidée par M. Ishaya Adau, ministre nigérien des affaires étrangères, cette réunion s'est achevée jeudi. M. Penne doit réaffirmer la position française dans l'affaire tchadienne fondée sur les principes suivants : soutien sans réserve aux décisions prises par l'Organisation de l'unité africaine, aide à toute recherche d'une solution politique conforme à l'esprit des accords de Lagos d'août 1979, poursuite d'une étroite coopération civile avec le Gouvernement d'union nationale transitoire (GUNT) de N'Djaména. En ce qui concerne la force interafricaine de maintien de la paix, la France a confirmé qu'elle prenait intégralement en charge pour une période de cinq mois le contingent sénégalais stationné au Tchad avec ceux du Nigeria, du Togo, du Bénin et du Zaïre pour assurer la relève des troupes libyennes rapatriées au début de novembre par le colonel Kadafi sur demande expresse du GUNT.

PROCÈS AUX ÉTATS-UNIS SUR L'ÉVOLUTION DES ESPÈCES

Un tribunal fédéral de Little Rock (Arkansas), aux États-Unis, a cassé, mardi 5 janvier, la loi adoptée le 19 mars 1981 qui obligeait les écoles de l'État à enseigner, sur un pied d'égalité, la théorie de l'évolution des espèces issue des travaux de Darwin, et acceptée, depuis longtemps par la communauté scientifique, et celle du créationnisme. Cette dernière théorie, fondée sur l'interprétation littérale de la Bible, assure que le monde et tous les êtres qui le peuplent (homme compris) ont été créés d'un seul coup, il y a quelques milliers d'années, par un événement surnaturel. Cette loi de l'État d'Arkansas était analogue à la loi adoptée en Louisiane pendant l'été dernier, et dix-huit États au moins étudient des projets de loi similaires. Le nouveau procès, qui a conduit à l'annulation de la loi, a été intenté à l'État d'Arkansas par l'Union américaine des libertés civiles (American Civil Liberties Union, ACLU). L'ACLU a pris pour argument que l'enseignement du créationnisme était religieux, puisque fondé sur la Bible, et qu'il était donc contraire à la Constitution, qui garantit la séparation des Églises et de l'État. Le jugement prononcé le 5 janvier fait remarquer que « les groupes, qu'il soit grand ou petit, ne peut utiliser les organismes gouvernementaux, au premier rang desquels les écoles publiques, pour imposer aux autres ses croyances religieuses ».

FERMETÉ DU DOLLAR

Favorisé par une légère tension des taux aux États-Unis, le dollar s'est encore raffermi jeudi 7 janvier 1982, passant à 2,258 DM à 2,265 DM à Frankfurt, et de 5,726 F à plus de 5,74 F à Paris, où le mark a poursuivi sa montée, s'inscrivant à 2,54 F pour la première fois depuis le 11 décembre dernier. Sur le marché de l'or, le cours de l'once est revenu de 403 dollars à 396 dollars environ.

crédit MP

la façon facile d'acheter un beau bijou avec 10% comptant

Exemple : cette alliance diamants vous l'emportez avec 1 560 F le solde jusqu'à 24 mois dont de 3 à 6 mois de crédit gratuit après acceptation du dossier

MP
4, pl. de la Madeleine 260 31 44
86, rue de Rivoli
138, rue La Fayette

Catalogue couleur gratuit/demande

LA RÉFORME PÉNALE

Retour aux flagrants délits

Après quelques hésitations, le gouvernement s'apprête à venir aux flagrants délits. Mais cette réhabilitation ne signifie pas qu'on retombera dans les erreurs du passé. Car il y a « flags » et « flags », l'expression désignant à la fois l'infraction commise au vu et au de tous et la procédure qui lui est appliquée. La commission Lésaut chargée de rédiger l'avant-projet d'abrogation de la loi Peyrelle proposait d'entourer la procédure expresse, qui permet de débiter immédiatement un prévenu devant un tribunal, de nouvelles garanties. Mais cette procédure aurait été applicable à n'importe quel délit, flagrant ou pas. C'était là un héritage de la loi « sécurité et liberté » que la commission Lésaut acceptait d'assumer parce que la procédure de saisine immédiate du tribunal était en même temps améliorée. Un « juge de la comparution » était créé, qui, seul, aurait pu décider de placer le prévenu en détention. Ces idées ont fait long feu. A peu près unanimes, les chefs de juridictions et les organisations de juristes consultés, ont jugé ce système trop lourd, le juge de la comparution risquant, à leurs yeux, de faire écran entre le parquet et le tribunal, sans apporter de réelles garanties. Extrait donc cette nouvelle catégorie de magistrats de l'avant-projet.

Dans la foulée, la totalité de la procédure expresse imaginée par la commission Lésaut a été revue. Pourrait seuls être défrayés sans instruction à un tribunal les délinquants pris sur le fait, c'est-à-dire, comme l'explique le code, les auteurs d'une infraction « qui se commet actuellement ou qui vient de se commettre ». Bref, les coupables de « délits flagrants » et non les auteurs de méfaits prétendument évadés. C'est une garantie de plus, parce qu'il demeure entendu que, contrairement à ce qui se passe aujourd'hui le prévenu qui refusait de comparaître immédiatement devant un tribunal, sera satisfait. C'est un retour aux « flags » sans la précipitation qu'entraînait autrefois cette procédure.

L'avant-projet de la commission Lésaut, modifié comme il a été dit plus haut, est aujourd'hui projet. M. Badier l'a transmis pour avis au Conseil d'État, et il sera soumis pour discussion au Parlement au printemps. D'autres projets seront peut-être discutés à la même session : la création d'un tribunal d'adoption des peines, une réforme de la procédure par défaut et celle de la garde à vue, ainsi qu'une refonte des textes sur les contrôles d'identité.

Pour ces derniers, il y aura, en fait, deux discussions. D'abord, une abrogation pure et simple des articles de la loi Peyrelle et un retour au droit antérieur. Puis, plus tard, une « vraie » réforme, le gouvernement ayant prévu ce que ce retour avait d'insatisfaisant (Le Monde du 6 janvier). — B.L.G.

NOUVELLES BRÈVES

- Une rencontre entre responsables du parti communiste soviétique et du parti ouvrier polonais (POUP), au niveau des secrétaires des comités centraux, a eu lieu mercredi 6 janvier à Moscou. M. Vladimir Dolguik, secrétaire du comité central du P.C. soviétique a reçu son homologue du POUP, M. Marian Wozniak. Rien n'a filtré de ces discussions. L'arrivée du responsable polonais n'avait pas été annoncée à Moscou. — (A.F.F.)
- La commission des finances de l'Assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie a rejeté, mercredi 6 janvier, le projet de réforme fiscale qui lui avait été soumis lundi 4 par M. Christian Nioel, haut commissaire de la République (Le Monde du 5 janvier).
- Partbas : vingt-septième incrimination. — Accusé d'avoir fait passer irrégulièrement plus d'un million de francs en Suisse par l'intermédiaire de la Banque de Paris des Pays-Bas, un vingt-septième client de cette banque, M. Pierre Lévêque, soixante-cinq ans, décorateur en retraite, ancien président de chambre au tribunal de commerce de Paris, a été inculpé, le 6 janvier, d'infraction à la législation sur les changes par M. Jean-Pierre Michaux, juge d'instruction. Il a choisi M^e Feissolle pour défenseur.
- Un brigadier de police étonné par prozessité. — M. Claude Grélier, juge d'instruction à Paris, a placé sous mandat de dépôt, le mercredi 6 janvier, le brigadier de police Dominique Benaud, trente-trois ans, qu'il a inculpé de proxénétisme. Affecté à une brigade de nuit dans le neuvième arrondissement de Paris, M. Benaud entretenait des relations suivies avec deux prostituées dont il acceptait des cadeaux et de l'argent. C'est l'une d'entre elles qui a dénoncé le policier.

McDonnell-Douglas convoque les utilisateurs de ses triréacteurs

VERS UNE MODIFICATION DES DC-10 ?

Le constructeur d'avions américain McDonnell-Douglas a convoqué, pour le 14 janvier, à son siège de Long-Beach (Californie), les quarante-cinq utilisateurs de ses triréacteurs de grande capacité DC-10 pour discuter d'améliorations possibles à apporter à la structure de l'avion. Au cours de cette réunion seront examinées les conclusions d'une enquête du bureau de la sécurité des transports (N.T.S.B.) relatives à un accident survenu, le 22 septembre dernier, à Miami, à un DC-10 de la compagnie Air Florida : l'éclatement d'un des deux réacteurs avant de l'appareil (installés en nacelles sous les ailes). L'accident n'avait pas fait de victimes, mais il rappelait celui de Chicago, le 25 mai 1979, qui avait causé la mort de deux cent soixante-trois personnes et entraîné une interdiction de vol momentanée du DC-10 : là, l'un des moteurs s'était détaché de l'aile immédiatement après le décollage. Mais, dans les deux cas, le système de commande des volets et des ailerons avait été endommagé. A Miami, l'avion étant encore au sol, il n'en était résulté aucune conséquence fâcheuse ; en revanche, à Chicago, le DC-10 d'American Airlines s'en était trouvé déséquilibré et totalement ingouvernable. C'est une amélioration de ce système de commande que McDonnell-Douglas veut proposer aux compagnies utilisatrices de l'appareil. La réunion de Long-Beach survient en un moment où la carrière commerciale du DC-10 apparaît de plus en plus compromise. L'accident de Chicago, précédant un tassement général des commandes d'avions civils ces deux dernières années, s'est répercuté sur le portefeuille du constructeur californien. Il ne reste aujourd'hui qu'une dizaine d'avions à livrer sur les trois cent quatre-vingt-quatre commandes fermes ou en option. Dans ces conditions, on voit mal comment la chaîne de fabrication pourrait être prolongée au-delà de la présente année.

CHERBOURG : LES ANTINUCLÉAIRES QUITTENT LEUR GRUE


Juché depuis trois nuits au sommet de la plus puissante des grues du port de Cherbourg, un commando de militants antinucléaires opposés au déchargement des conteneurs de combustible irradié étranger destinés à La Hague a évacué l'engin ce jeudi 7 janvier au matin avec l'aide des sapeurs-pompiers de la ville.

Antant que les fédérations des autorités administratives qui n'ont pas accepté de négocier comme le réclamaient le comité contre la pollution atomique dans La Hague (C.C.P.A.C.), c'est le fait que, en raison de la détermination du commando composé de trois militants dont une jeune fille et qui espérait pourtant tenir plus longtemps grâce à des rations et à une tente de survie installée sur la plus haute plate-forme de la grue.

La chambre de commerce, concessionnaire du port, avait introduit une ordonnance sur requête auprès du tribunal de Cherbourg et une compagnie républicaine de sécurité est intervenue, mercredi, pour isoler les contestataires. Ceux-ci n'avaient pas reçu l'appui du syndicat C.G.T. des ports et docks qui avait pourtant accepté le report des opérations de déchargement nucléaire il y a quelques semaines à la suite d'une même tentative (Le Monde 14 novembre 1981).

Agée de dix-huit ans, la jeune militante du commando a été hospitalisée à son retour au sol. Aucune plainte n'a été portée par les autorités et ses deux compagnons n'ont pas été inquiétés. — (Corresp.)

Dans la Haute-Vienne, les quartiers bas de Bellac sont submergés par les eaux du Vienne, et à Montmorillon, la Garonne a inondé des dizaines de maisons dont les occupants ont dû être évacués. A Bessines-sur-Gartempe, l'usine de traitement de l'uranium a interrompu, par mesure de sécurité, toute activité, les eaux de la Gartempe ayant envahi la station de pompage alimentant l'ensemble industriel.



capoul
CHEMISIER - TAILLEUR

solde

123 Bd Saint-Germain Paris 6e

NICOLL
la tradition anglaise du vêtement

SOLDES
du 2 au 23 janvier

APRÈS DE QUELQUES JOURS, OFFRE FAITE DANS LA LIMITE DES STOCKS DISPONIBLES

COSTUMES deux pièces peigné couvert ou rasé, pure laine, coloris mode depuis	1-250 F Soldés 1 080 F	PARDESSUS draperies de haut luxe sélectionnées, manches montées et raglan depuis	1-280 F Soldés 980 F
VESTONS sport tweed, pied de poule, ourlets chevrons, coloris variés depuis	280 F Soldés 640 F	PANTALONS sergé polyester et laine, coloris gris et marron depuis	370 F Soldés 295 F
LODENS autoréchauffants unis et fantaisies, vert, beige et autres, depuis	990 F Soldés 795 F	IMPERMEABLES polyester et coton, raglan et manches montées depuis	780 F Soldés 640 F
SPORTWEAR blousons anoraks trois-quarts velours, vêtements pour, autres	Soldés — 20 %	RAYON DAME, ensembles tailleurs, manteaux, lodons, imperméables, jupes	Soldés — 25 %
CHEMISES ville et sport, unies et fantaisies depuis	170 F Soldés 130 F	PULLS, CRAVATES chapeliers et autres accessoires	Soldés — 20 %

à Paris, 29 rue Tronchet, depuis 1820
Magasin ouvert sans interruption de 10 h à 19 h. Le lundi de 14 h à 19 h.

PIERRE CARDIN
victor hugo

solde ses collections

27, avenue Victor Hugo PARIS

JANVIER 1982 : LES GRANDS SOLDES

ALEXANDRE
FOURRURES 376, rue St Honoré Paris (1^{er})

Jusqu'à épuisement des stocks sur la collection hiver

NUMERO 1 DE LA FOURRURE D'OCCASION

Mieux que des SOLDES de 15 à 25% de remise sur près de 500 pièces en parfait état

Offre exceptionnelle valable jusqu'au 23 Janvier inclus

LES DEUX OURS
128 av. Emile Zola Paris 15^{ème}

M^e Emile Zola 575.10.77 M^e La Motte Proquet

Les miniatures

Paul-Emile Victor

La miniature